

## WHC Nomination Documentation

File name: 842.pdf UNESCO Region EUROPE AND NORTH AMERICA

---

SITE NAME ("TITLE") Cilento and Vallo di Diano National Park with the Archaeological sites of Paestum and Velia, and the Certosa of Padula

DATE OF INSCRIPTION ("SUBJECT") 5 / 12 / 1998

STATE PARTY ("AUTHOR") ITALY

CRITERIA ("KEY WORDS") C (iii)(iv)

### DECISION OF THE WORLD HERITAGE COMMITTEE:

#### 22nd Session

The Committee inscribed this site as a cultural landscape on the World Heritage List on the basis of criteria (iii) and (iv):

Criterion (iii): During the prehistoric period, and again in the Middle Ages, the Cilento region served as a key route for cultural, political, and commercial communications in an exceptional manner, utilizing the crests of the mountain chains running east-west and thereby creating a cultural landscape of outstanding significance and quality.

Criterion (iv): In two key episodes in the development of human societies in the Mediterranean region, the Cilento area provided the only viable means of communications between the Adriatic and the Tyrrhenian Seas, in the central Mediterranean region, and this is vividly illustrated by the relict cultural landscape of today.

### BRIEF DESCRIPTION:

The Cilento area is a cultural landscape of exceptional quality. Dramatic chains of sanctuaries and settlements along its three east-west mountain ridges vividly portray the historical evolution of the area as a major route for trade and for cultural and political interaction during the prehistoric and medieval periods. It was also the boundary between the Greek colonies of Magna Grecia and the indigenous Etruscan and Lucanian peoples, and so preserves the remains of two very important classical cities, Paestum and Velia.

---

1.b. State, province or region: Italie, région Campanie, province (chef lieu) Salerne.

1.d Exact location:

## Liste du Patrimoine Mondial



Candidature du  
**Parc National du Cilento**  
avec les sites archéologiques de  
**Paestum et Vélia**

## PROPOSITION D'INSCRIPTION SUR LA LISTE DU PATRIMOINE MONDIAL.

### LE PARC DU CILENTO AVEC LES AIRES ARCHEOLOGIQUES DE PAESTUM ET VELIA.

#### a) localisation

Pays: République Italienne

Etat, région et province: Italie, région Campanie, province (chef lieu) Salerne.

Nom du bien: Parc National du Cilento et du Val de Diano.

Cartes portant les indications de l'emplacement du bien:

tab. I) Le Parc, confluent des écosystèmes méditerranéens

tab. II) Localisation géographique

tab. III) Orographie par satellite

tab. IV) Le Parc du Cilento: situation topographique

tab. XIX) Limites du Parc et de la zone tampon

#### b) Données juridiques

Type de propriété : publique et privée

Dispositions juridiques et administratives pour la protection du bien: le Parc du Cilento est protégé par la loi italienne. Les aires naturelles sont protégées par la loi 06/12/1991 n° 394 loi sur le Patrimoine National qui établit mesures de sauvegarde pour les sites d'intérêt naturaliste et ambientale.

L'ensemble des centres historiques et des beautés naturelles est protégé par les institutions du Parc du Cilento et du Val de Diano par un décret du Président de la République 5/06/1995 qui garantit la protection de l'environnement et des oeuvres architecturales et encourage la conservation du paysage culturel, avec un processus évolutif de développement soutenable.

Administration responsable: Ente Parco Nazionale du Cilento et Vallo di Diano. La candidature est proposée par plusieurs autorités locales et administratives. Celles-ci, sous la garantie de la Préfecture de

Salerne, ont établi un protocole d'accord entre les administrations municipales, provinciales, l'autorité du Parc et le bureau du tourisme ce qui a impliqué la direction archéologique et celle des biens de l'environnement et monumental. Les souscripteurs de l'accord, dénommé "accord protocolaire pour proposer les richesses de l'environnement Capaccio Paestum Parc National du Cilento et du Val de Diano" dans la liste du Patrimoine Mondial Unesco, sont : la Province de Salerne, Parc Nationale du Cilento et du Vallo di Diano, Municipalité de Capaccio et le bureau Provincial du tourisme de Salerne.

### c) Identification

#### Description et inventaire

Le Parc National du Cilento est situé au Centre-Sud de l'Italie et occupe toute la partie méridionale de la Province de Salerne jusqu'aux points limitrophes de la Campanie et la Basilicate. Le Parc est baigné par la mer tyrrhénienne sur la côte occidentale de l'Italie, mais pour la particulière conformation de la péninsule Italienne qui s'étend profondément au Sud et à l'Orient, il occupe une position barycentrique par rapport à l'entier bassin méditerranéen. Dans la répartition horizontale de la mer Méditerranée, le Parc est situé à la limite de l'aire géographique environnementale Centre- Européen où elle laisse le pas aux facteurs climatiques africains arides. Dans la répartition verticale le Parc occupe le territoire péninsulaire où les côtes orientales et occidentales sont les plus proches et les conditions subatlantiques rencontrent celles asiatiques. Le Parc donc est un lieu de charnière et de contamination et cela aussi bien pour les aspects naturalistes que pour ceux anthropologiques.

Le Parc est constitué d'un environnement côtier, montueux et d'amples vallées pour une surface de 180 000 hectares, géographiquement limité par la mer tyrrhénienne et par le réseau fluvial du Sele-Tanagro. La partie de la mer tyrrhénienne comprise entre le golf de Salerne et le golf de Policastro contourne le Parc d'Ouest à Sud; le cour du fleuve Sele le limite au Nord et l'ample dépression du Val de Diano traversé par le fleuve Tanagro, affluent du Sele, le ferme à l'Est.

Le parc, grâce à ses particulières caractéristiques géomorphologiques et climatiques, est siège de sites d'intérêts exceptionnels au point de vue physique et de la végétation.

La morphologie est caractérisée par des reliefs montueux qui descendent vers la mer où la côte est formée d'une succession de

falaises, plages, criques et promontoires intéressés par des phénomènes karstiques et riches de grottes marines et sources d'eau douce. Elle est le fruit de la collision des grandes plaques tectoniques de ce fait l'orientation générale du massif apennin caractérisée par une direction Nord\Ouest-Sud\Est se mélange aux phénomènes orogéniques opposés et donne lieu à des reliefs de diverses lithologies et disposés irrégulièrement, séparés par des vallées transversales et longitudinales.

Les massifs orientaux sont formés de calcaires, de calcaires dolomitiques et dolomies stratifiées. Ils atteignent les altitudes les plus élevées avec les monts Alburnes (1742m), le mont Cucuzzo (1411m), le mont Motola (1700m) et le mont Cervati (1898m) qui à l'ouest du Val de Diano referment comme un grand arc la côte. Les versants érosifs et karstiques, les dolines, les gouffres, les grottes et les sources caractérisent ce paysage constitué de faux-plans, plateaux, ravins aux parois escarpées, étroites et profondes vallées en V comme celle du fleuve Calore et de son affluent Sammaro.

Les reliefs de la partie occidentale, à l'exception du mont Bulgheria, lui aussi de nature calcaire sont constitués de roches sédimentaires stratifiées de diverses origines: argile, calcaire arénacé, quartz aréneux, grès, marne et conglomérats qui forme le flysch du Cilento. Le massif plus élevé est le Monte Sacro ou Gelbison (1702m) qui a la morphologie moins rude des reliefs calcaires. Entre le Gelbison et la côte, les massifs sont moins élevés mais les caractéristiques géomorphologiques et lithologiques sont les mêmes que le mont Stella (1131m) séparé du mont Gelbison par le réseau hydrographique du fleuve Alento.

A cause des conditions géomorphologiques particulières, de sa position géographique et du climat, le Parc est caractérisé par une richesse exceptionnelle d'habitat et de végétation. A cette variété du milieu naturel est associé un grade élevé de diversité biologique prouvé par l'existence d'environ 3200 - 3500 espèces végétales supérieures non cultivées.

Selon l'altitude il est possible de distinguer les types suivants de végétations:

bande méditerranéenne - aride : zone côtière avec des bois spontanés sur le littoral, des pins d'Aleppe (*Pinus halepensis*); la garrigue avec ampelodesmas (*Ampelodesmos mauritanicus*) sur la côte et cistes (*Cistus monspeliensis*) sur les collines à l'abri de la côte. Végétation herbacée des pâturages arides (*Thero-brachypodietea*); maquis présents aussi bien dans cette bande que dans celle méditerranéenne, oliviers spontanés (*Oléa europaea* var. *sylvestris*), caroubiers (*Ceratonia ciliqua*), genévriers

phéniciens (*Juniperus phoenicia*); maquis à euforbium (*Euphorbia dendroides*); (fig. 1,2)

bande méditerranéenne : Vallées internes et altitude jusqu' à 600m avec des bois de chênes (*Quercus ilex*) sur calcaire, cultivés à taillis jusqu'à récemment qui conservent une riche variété d'espèces comme *Asplenium onopteris*, *Rubia peregrina*, *Asparagus acutifolius*, *Viburnum tinus*; maquis de chênes verts qui du littoral s'étend à l'intérieur des terres jusqu'à 800m, maquis bas et côtiers avec des espèces présentes aussi bien dans cette bande que dans celle méditerranéenne aride; (fig. 5)

bande apennienne (*Sanninica lucana*); entre 400 m et 1000 m, bois de chênes verts (*Quercus cerris*) avec exemplaires de 25 - 30m et autres à feuilles caduques et hauts fûts (*Acer obtusatum*, *Alnus cordata*, *Ostryia carpinifolia*); bois de chêne, pour la coupe, (*Quercus cerris* et *Quercus pubescens*), érables et charmes (*Carpinus orientalis* et *Carpinus betulus*); châtaigneraies diffusées dans le Parc interne par l'action humaine; des fourrés d'aulnes napolitains (*Alnus cordata*) qui ont remplacé le peuplement de latifolié dont l'extension originale a été réduite par l'intervention humaine; sur les pentes rocheuses calcaires destinées au pâturage entre 700 et 900m garrigues à *lavandula augustifolia*; sur des terrains calcaires de pâturages très exploités *Asphodélus albus* o *Asphodeline lutea*; un nombre élevé d'espèces de pâturages arides (Théro-Brachypodiétéa); (fig. 6,7,8,9)

bande subatlantique: dans une altitude comprise entre 1000 et 1800m sur les monts Alburni, le mont Cervati, le mont Motola et le mont Gelbison, des bois d'hêtres (*Fagus Sylvatica*) en futaie de hauteur considérable dont l'hêtre est une espèce presque exclusive. Dans les sous-bois est quelquefois présent le *Ilex aquifolium*; (fig. 13,14)

bande méditerranéenne de haute montagne: au-dessus des limites supérieures de la hêtraie sur les parties plus élevées des versants calcaires rocheux et sur les plateaux karstiques se développent des prairies d'altitude à *Sesleria tenuifolia* dont les aspects les plus étendus se trouvent sur le mont Cervati. (fig. 11,12)

A la végétation partagée en bande climatique selon les zones s'ajoutent des espèces installées dans un habitat de conditions écologiques particulières ou de terrains qui dépendent de divers facteurs. Nombreuses sont les espèces endémiques logées dans le Parc. Parmi celle-ci, la plus intéressante est la Primevère Palinuri étendue sur

500 Km de côte, de Palinuro à Marina de Camerota jusqu'à 400m d'altitude. D'origine prè-glaciaire elle présente des caractères ancestraux. Elle vit sur des rochers calcaires dans des anfractuosités exposées au Nord et elle réussit à échapper à la chaleur et à la sécheresse en assumant un état de latence pendant l'été. La Primevère Palinuri a un comportement développé presque en buisson avec des grosses bractées à la base de l'inflorescence. La floraison est jaune et précoce (Février\Avril). A cause de l'habitat marin et des bractées très développés elle occupe une position d'extrême intérêt parmi les primevères méditerranéennes.

Parmi les habitats naturels des lieux d'intérêt général et prioritaire ont été repérés, définis par la directive de l'Union Européenne 92/43 du conseil du 21.05.92 relatif à la conservation des habitats naturels et des graines naturelles soit de la flore que de la faune sauvage (voir pièce-jointe: description des habitats et liste des lieux de particulier intérêt naturaliste).

Cette richesse et diversité de végétation n'est pas attribuable au seul facteur naturel puisque l'action humaine a interagit en conditionnant constamment les caractéristiques. Les formes traditionnelles d'emploi du territoire ont réalisé, dans le temps, le paysage du Parc et ont soutenu la diversité biologique (fig. 15). Le milieu physique à son tour, avec sa position géographique, les conditionnements topographiques et climatiques, les opportunités créés par les variétés de paysages et les caractéristiques des sols et des roches ont donné le cadre où l'histoire humaine a trouvé abri, subsistance et sève pour l'alimentation matérielle et spirituelle.

Des abris sous roche fréquentés dans le Paléolithique aux installations néolithiques, aux commerces caravaniers et aux navigations de l'Age des Métaux jusqu'aux hautes réalisations urbaines de Paestum (fig. 18) et Velia (fig. 19) du monde grecque et lucanien, le Parc du Cilento conserve les traces d'une utilisation de la terre qui a créé une liaison de forte charge culturelle et spirituelle avec la nature. Comme les espèces naturelles et les milieux géographiques ainsi les personnes ont trouvé dans ces lieux le point de contact, la contamination et la fusion. Le Cilento est le point d'intersection entre la mer et la montagne, l'Atlantique et l'Orient, les cultures nordiques et celles africaines, il fond ensemble les peuples et les civilisations et il en conserve les traces évidentes dans ses caractères distinctifs. Placé au centre de la Méditerranée, il en est le Parc par excellence parce que l'aspect typique de cette mer consiste justement dans la biodiversité, dans la fusion ambientale, dans la compénétration et diversité des milieux et de la rencontre des gens. Celles-ci répondent à la signification étymologique de la Méditerranée : centre de la terre.

Réunifiés, grâce aux parcours, la mer, les grottes, les crêtes, les sources, les pentes, les cimes, les vallées deviennent des éléments structurels d'un projet humain. Ceux-ci, même en formes différentes, reviennent continuellement dans des moments historiques et ils viennent réutilisés dans l'économie, modifiés avec l'agriculture, enrichis par l'art et l'architecture, assumés dans la conception mythique, métaphysique et culturelle. A l'époque médiévale le système archaïque des parcours des lignes de crête du Cilento, mis à l'écart des voies de pénétration romaine a une revitalisation nouvelle et se couronne de villages, d'églises et de sanctuaires développés selon des règles précises et motivations qui syncrétisent et renouvellent les traditions anciennes (fig. 20,21,22). Jusqu'à l'époque moderne le Parc de Cilento continue à enrichir son territoire qui se présente comme un paysage évolutif vivant avec un rôle actif dans la société contemporaine.

L'institution du Parc tend à conserver les valeurs historiques archéologiques et traditionnelles dans la continuité du processus en sauvegardant cet unicum du paysage qui est un composant fondamental des grands courants de civilisation méditerranéenne et des événements culturels, patrimoine de l'histoire de l'humanité.



## Historique

### *Les grottes et les lignes de crête dans la préhistoire.*

Les gens de la préhistoire pouvaient jouir dans le Cilento d'une végétation luxuriante d'un riche milieu pour la chasse et des abris confortables dans de nombreuses grottes. Malgré les variations climatiques qui se succèdent pendant une période très longue qui va du Paléolithique au Néolithique jusqu'à l'âge des Métaux, la variété géographique et les situations micro climatiques ont permis la présence presque continue des gens sur le territoire.

Dans la partie de la côte qui va de Scario (tab. VI; 8) à Marina di Camerota (tab. VI; 7) les prospections et les recherches menées par la Direction Archéologiques de Salerne et l'Université de Siene dans 19 grottes et abris en plein air ont trouvé des témoignages des principales cultures préhistoriques du Paléolithique à l'âge des Métaux (tab. V). Particulièrement la grotte de la Cala (7), étudiée par Paolo Gambassini, présente l'évidence exceptionnelle d'une série stratigraphique qui remonte de 250 000 à 10 000 ans.

Dans le Paléolithique inférieur l'Homme *Herectus* employa ces grottes et ces abris en y laissant de nombreux outils de la culture Achéuléenne. Dans la période successive, c'est à dire, dans le Paléolithique Moyen, paraît l'Homme de Néandertal, dont dans l'abri du Scario (tab. VI; 8) a été trouvée une mâchoire d'enfant, ainsi que des pierres taillées d'industrie Moustérienne. Les chasseurs néandertaliens parcourent les territoires du Cilento septentrional. En effet outre que dans les lieux côtiers de Palinuro et Paestum leurs oeuvres en pierre ont été trouvées sur les montagnes internes du mont Calpazio et des Alburnes respectivement dans les grottes du Granato (tab. VI; 5) et dans celles de Castelvita (tab. VI; 2) et de Saint Michel à S. Angelo a Fasanella (tab. VI; 4). De cette dernière grotte, est impressionnante la longue fréquentation dans le temps jusqu'à son emploi cultuel d'aujourd'hui. Pendant le Paléolithique supérieur et le Mésolithique les mêmes lieux des Alburnes et de la côte comprise entre Marina di Camerota et Scario sont employés par l'*Homo Sapiens Sapiens*. Dans les Alburnes ce dernier habite la grotte de Castelvita qui vers la fin de l'époque est employée dans son ouverture, située au-dessous de la grotte de L'Ausino (tab. VI; 3).

Déterminés par des grands éléments du relief, les pôles et les directrices commencent à se délinéer et permettent l'organisation humaine et l'édification du paysage culturel avec la néolithisation et l'emploi stable et productif du territoire .

Déjà, au début du Néolithique un réseau de contact est attesté par le commerce de l'obsidienne qui vient des îles Lipari et par l'échange de céramiques qui se répand avec la technologie nouvelle de la filature et du tissage (tab. VII). Les transports des Lipari se font avec des radeaux qui pratiquent un cabotage côtier fondé sur des promontoires marins qui protègent des abords comme à la pointe Tresino (tab. IX; 3) et au Cap Palinuro (tab. IX; 4) précurseurs de la future organisation portuaire, ou des grottes comme à Marina de Camerota (tab. IX; 5), ou encore l'embouchure d'un fleuve comme à Paestum (tab. IX; 2) offrent un abri et de l'eau douce. Les déplacements par voie terrestre emploient un réseau de sentiers, espaces dédoublés pour l'élevage et la transhumance. A partir des gros villages du Tavoliere des Pouilles, la mer Adriatique et Ionienne, la néolithisation s'étend vers l'arrière pays en remontant les pâturages montagneux en été.

Le Cilento représente le point d'arrivée sur la côte Tyrrhénienne et le contact avec l'échange maritime de la Méditerranée occidentale. Dans les parcours se suivent les lignes de crête, la liaison plus facile pour les déplacements à pied qui, dans les hautes zones, est à l'abri des milieux marécageux et malsains des basses terres et n'oblige pas à de continuelles traversées fluviales. Des cimes on observe le territoire. En maîtrisant les lieux élevés par la fondation d'abris, lieux de rencontres et sanctuaires, les gens connaissent l'espace, y laissent des traces et s'en approprient. Le Cilento contourné par les eaux de la mer et du cours du Sele-Tanagro a l'aspect d'une île protégée qui donne sur la mer Tyrrhénienne. La longue dépression du Val de Diano constitue au Nord Ouest une ligne infranchissable qui s'étend au Nord de la chaîne des Alburnes et jusqu'à la mer avec le fleuve Sele. Cet obstacle structure le réseau de parcours organisé à partir des points de traversée septentrionaux et méridionaux. (tab. VII).

Dans la partie septentrional du Val un accident karstique crée un événement géographique d'un énorme effet sur l'organisation humaine de l'espace. Le fleuve Tanagro se jette dans un gouffre naturel (fig. 16) entre la grotte de Polla et celle de Pertosa en permettant sa traversée et en créant une entrée dans le Cilento qui sera indispensable jusqu'à la bonification du Val faite en époque romaine. Pour cette raison les grottes de Polla et de Pertosa sont dans le temps toujours employées, et au-dessus d'elles s'alignent les parcours qui vont à Ouest jusqu'à Paestum à travers la grotte de la Dama et la grotte de Castelcivita. Cette dernière est la confluence d'une autre voie qui arrive du Nord en contournant la partie orientale des Alburnes. Il se réalise une voie néolithique qui relie le Cilento à l'Ofanto et au Tavoliere. Les découvertes néolithiques des grottes de Polla (tab. IX; 10), Castelcivita (tab. IX; 9) Ausino (tab. IX; 8) confirment l'importance de l'itinéraire

qui rejoint la mer Tyrrhénienne sur la rive gauche du fleuve Sele. Ici le gisement du site de Paestum (tab. IX; 2) près de l'actuelle localisation du Temple de Cères (Athénéion), affirme la présence préhistorique du Néolithique Ancien avec les découvertes de céramique gravées du VI millénaire qui sont reliées à celles de Buccino le long de l'itinéraire vers les territoires de première néolithisation de la côte adriatique, ionique et de Matera.

Céramique peinte qui remonte du Néolithique moyen dans le IV millénaire a été retrouvée dans la grotte de l'Ausino et se réfère au style de Serra d'Alto à Matera. Cette céramique présente aussi dans les fouilles de Paestum est caractérisée par les typiques anses en forme de spirale ou en colimaçon, formes qui auront une extraordinaire persistance dans le temps. On les retrouve successivement dans les îles Lipari et en Messapia où elle se sont diffusée jusqu'au territoire de la mer Egée. A partir du troisième millénaire, dans le Néolithique récent, une céramique achromatique s'affirme portant le nom de Diana Bellavista: deux localités dans les îles Lipari et dans le territoire de Taranto. En cette période l'emportent les stationnements en grottes par rapport aux grands sites caractérisés par des rives et des fossés typiques de la culture des peuples du Tavoliere. La force expansive de cette dernière culture est désormais épuisée. Elle pouvait être rattachée à une première et massive mise en culture des terres de l'Adriatique qui ont subi une progressive désertification. Une culture agricole adonnée à l'élevage des troupeaux basée sur la transhumance s'affirme. Le Cilento interne fournit, grâce à ses grottes, des points d'appuis et de pâturage pour les troupeaux. L'importance de ces parcours est certifié par le découverte de céramique de style Diana au Zachito dans une gorge aux alentours de la ville de Caggiano, au Nord de Polla et Pertosa et donc sur l'itinéraire, à l'entrée du Cilento, qui conduit vers la Lucanie et la plaine. Un second itinéraire dans le Cilento est le passage à la limite méridionale de Vallo et en utilisant les lignes de crête du mont Bulgheria pour rejoindre les sites Néolithiques des grottes de Marina de Camerota (tab. IX; 5). Les deux axes décrits sont donc structurés par des mouillages et des accès au Nord et au Sud de Vallo.

Toutefois la fréquentation préhistorique ne se limitait pas aux seuls itinéraires; mais comprenait l'arrière-pays central. Cela est prouvée par deux découvertes situées sur les versants opposés d'une gorge qui fait partie du bassin hydrographique Calore-Sele. La première est le site de Stio (tab. IX; 6) situé aux sources de l'Alento sur la chaîne montueuse qui sépare ce fleuve du bassin Calore- Sele. La seconde est le site de Campora (tab. IX; 7), en face du précédent, sur le versant du mont Gelbison. Les deux sites font partie d'un itinéraire qui se prolonge jusqu'à Paestum en passant par les lignes de crête du mont Calpazio et

rejoint Palinuro en passant par les lignes de crête du mont Gelbison. Les cimes et les parcours montueux du Cilento sont, donc, soumis à un processus d'anthropisation, le début de l'utilisation et de l'appropriation de l'espace. Ce rôle de charnière entre les cultures côtières de la mer Tyrrhénienne et de la mer Adriatique est confirmé lorsque dans le Énéolithique de nouvelles populations porteuses des premières techniques de façonnage du cuivre arrivent dans le Cilento à la recherche du métal, mouvement en expansion qui comprend tout le bassin méditerranéen.

Le gouffre fossile de la caverne de Polla, dans lequel se jettent les eaux stagnantes de la vallée avec ces amples cavités naturelles fréquentées jusqu'à l'époque classique et dans le Énéolithique, est le siège de la culture de Piano di Conte identifiée dans les îles Lipari et diffusée dans les Pouilles et la Calabre. Dans ces régions, elle est présente avec de riches établissements humains en grotte de type côtière comme les grottes de Porto Badisco, de la Zinzulusa, de Otranto et de Praia a Mare. Dans le Cilento et donc dans la Campanie elle est, au contraire, témoignée à l'intérieur du pays avec les découvertes aussi bien dans la grotte de Polla que dans celles de l'Ausino et de Buccino sur la directrice septentrional vers la Lucanie. En même temps, il se vérifie sur la côte du Cilento un épisode tout à fait nouveau par rapport aux cultures précédentes. L'imposante nécropole du Gaudio (tab. IX; 1) qui remonte à la deuxième moitié du troisième millénaire, localisée à côté de Paestum, atteste la présence d'un fort phénomène de colonisation de populations qui proviennent, peut-être, de la mer Égée ou de l'Anatolie, pratiquant l'inhumation des corps repliés sur eux-mêmes dans de monumentales fosses collectives dites "à four". Elles sont réalisées par des personnes qui délaissent les grottes pour occuper des espaces ouverts. Sur le mont Stella à proximité de Punta della Carpinina (tab. IX; 11) le long de la voie de communication qui en passant par Punta Tresino, où les sites du Saùco (tab. IX; 3) a donné des retournements de la culture de Diana, conduit à Paestum, on a trouvé une belle lame de silex appartenante probablement à une sépulture.

Ces populations orientées vers l'agriculture, l'élevage et le commerce, n'abandonnent pas les lignes de pénétration intérieure. Le lieu d'établissement humain le plus significatif de la culture du Gaudio est en effet le site de Buccino localisé au Nord du Cilento au-delà du Vallo vers les lignes du parcours terrestre. L'aire d'expansion de la culture du Gaudio est vaste et se diffuse en Calabre et en Lucanie. Ici elle interfère avec la culture énéolithique de Laterza qui du centre propulseur Apulienne-Lucanien se propage jusqu'à avoir des sépultures aussi bien à Pontecagnano que à Paestum à 100m du temple de Cères, en plein

territoire d'affirmation de la culture du Gaudio. Cela est la démonstration que le rôle du Cilento consiste dans le rencontre de cultures différentes, et dans cet emplacement se développent phénomènes d'intégration avec l'arrière-pays montueux des Apennins et des Murges, aspect qui, dans les époques successives, a acquit une signification très importante (tab. VIII).

### *La genèse de la structure territoriale dans la protohistoire.*

La culture du Gaudio confirme le Cilento, placé entre la Campanie et la Lucanie, en tant qu'aire de pénétration en Italie des cultures méditerranéennes. Ce rôle s'affirme dans l'Age du Bronze et du Fer avec l'arrivée de groupes armés, commerçants, chercheurs de métal en possession des technologies les plus avancées. Ceux-ci poussent les gens de la péninsule, séparés en groupes isolés par la situation géographique pénible, à un processus de consolidation en unités ethniques plus amples et en un aménagement de l'organisation sociale et civile que l'on peut définir proto-urbain. Dans le Cilento, pendant l'Age du Bronze ancien au début du deuxième millénaire, des groupes de bergers se placent sur la rive gauche du Sele aux alentours du lieu où surgira le sanctuaire de Hera-Argiva. A Paestum, ils ont laissé dans un dépôt votif quatre haches en bronze. Après durant le Bronze Moyen leur présence devient toujours plus consistante. C'est la période nommée "Civiltà Appenninica" (Civilisation Appennienne) qui a son développement dans l'Italie méridionale et une diffusion du Sud au Nord. Elle est caractérisée par une importante augmentation démographique réalisée grâce au succès du modèle économique pastoral. L'activité de transhumance des troupeaux de la côte aux zones de colline permet la réalisation d'un réseau d'établissements humains satellites par rapport au centre stable. Il s'agit de sites d'alpage, enclos saisonniers, cavernes pour l'arrêt tout le long du sentier, sommets pour contrôler les parcours, points de rencontre, pendant les périodes de foires, qui emploient les sources d'eau et les anfractuosités et évoluent en devenant des sanctuaires, des centres de défense et de commerce.

Les sites et les itinéraires des époques précédentes sont confirmés si ils sont situés sur des points stratégiques de parcours comme la traversé de Vallo à Polla (tab. X; 17) auquel s'ajoutent les lieux limitrophes de Pertosa (tab. X; 16), de la côte Palomba et de la côte d'Elce (tab. X; 7) et de Saint Ange à Fasanella (tab. X; 6). On peut parler d'un culte des grottes où avec des rites d'eaux se perpétue l'adoration de la divinité préhistorique de la Grande Mère. Dans les mêmes cavités les guerriers consacrent leurs épées déposées dans des

cachettes votives. La magnifique Grotte de l'Ange à Pertosa (fig. 10) fut organisée à l'intérieure avec un système de palafittes et au dehors avec un dépôt votif d'armes métalliques.

Mais surtout des points de référence territoriale se créent marqués par les mausolées funèbres et par de nouveaux villages. Tout au long de l'itinéraire qui de Paestum, occupé par un gros centre de cabanes, se prolonge vers l'arrière-pays, surgit le centre de Trentinara (tab. X; 3) situé au centre d'une tranchée défensive et placé sur le mont Calpazio en position dominante sur toute la plaine de Paestum. D'ici les bergers et les guerriers "apenniens" suivent les lignes de crêtes jusqu'aux monts Alburnes vers le Vallo où sur les hauteurs fortifiées de côte Palomba (tab. X; 7) a été gravée dans la roche l'imposante figure d'un guerriers nommé localement "l'Antece", c'est à dire l'ancêtre. Elle s'élève encore aujourd'hui comme souvenir de ces peuples antiques.

Sur les versants du mont Sacre ou Gelbison se crée un système correspondant qui en partant du site côtier de Velia (tab. X; 9) pénètre vers l'arrière pays à travers le site de Pattano (tab. X; 13), de Cannalonga (tab. X; 12) et de Scannochiuso (tab. X; 11) et s'étend vers le Vallo en passant par la grotte Fraulusi (tab. X; 5) aux alentours de Laurino.

Même la côte est investie par un processus d'établissement humain. Outre à Paestum les gens "apenniens" laissent des traces de leur présence stable à Agropoli (tab. X; 8), Punta Licosa (tab. X; 14), Velia (tab. X; 9), Camerota (tab. X; 10).

Sur le promontoire d'Agropoli à la base de l'actuel château aragonien entre le 11ème et 10ème siècle A.C, un village de cabanes, dont sont encore visible des traces sur le terrain, a été habité par un groupe humain adonné à la culture, l'élevage, la chasse et la pêche. Pour l'agriculture, les versants du promontoire furent terrassés, les troupeaux passaient les saisons estivales aux pieds de la montagne et sur les lignes de crête. Ces dernières étaient munies d'enclos, abris et sanctuaires, tandis que les cimes élevées couronnées de bois étaient le milieu idéale pour la chasse et le contrôle de l'espace.

Le mont Stella avec sa forme caractéristique à cuspide qui domine les mouillages d'Agropoli, Punta Licosa et Velia et la voie interne vers le Val est l'élément orographique structurant l'organisation territorial: la montagne sacrée, point de rencontre entre le ciel et la terre. A Agropoli, on a retrouvé des réchauds en argile pour la cuisson des aliments, des gros vases pour leur conservation et de plus petites céramiques décorées avec une série de cordons gravés. La quantité de fuseaux et poids en argile affirme la fabrication et le tissage de la laine. Ancres triangulaires en pierre attestent la navigation effectuée sur des petites

embarcations employées pour la pêche, mais aussi pour les activités commerciales pour de plus longues distances.

La preuve de contact avec des populations étrangères est constitué par des morceaux de céramique mycénienne de fabrication cyprïote retrouvés à Paestum et Eboli, mais aussi dans l'arrière-pays jusqu'à Pontecagnano. Comme on l'a vu, les rapports avec l'Orient remontent aux périodes précédentes, mais avec la stabilisation territoriale et économique rejointe par les gens "apenniens", ces contacts s'évaluent dans une vraie organisation d'échange. Mycène, en pleine phase expansive, est à la recherche de matières premières. La demande de produit de la part des Mycéniens aux groupes locaux a donné, peut-être, une impulsion au développement de la société. La production indigène d'objets métalliques est, en effet, influencée par des formes externes jusqu'aux périodes plus éloignées et précédentes aux premières traces d'importations. C'est la démonstration de l'adaptabilité de la société "apennienne" qui organise de façon fonctionnelle le territoire en créant de diversifications et complexités productives. La spécialisation des métiers est affirmé par les maîtres fabricants de vases, par la présence de produits peints et moulés au tour. Il est probable que aussi pour la technologie des métaux, il existait des artisans réunis en castes spécialisées. La pression commerciale impose l'organisation des activités nécessaires à sa satisfaction et l'émergence sociale des individus et des clans familiaux. La présence d'épées d'importation mycénienne et d'imitation locale montre le rôle de relief assumé par quelques personnages, peut-être en raison de leur activité d'organisation de la production et des échanges.

A la fin des règnes Mycéniens et de l'Age du Fer, les rapports d'échange extérieurs s'affaiblissent et les rapports internes entre les communautés de la péninsule augmentent. Mais, les contacts méditerranéens ne cessent pas totalement. La même production de fer est importée en Italie par les Phéniciens ou par des groupes grecques. Durant l'Age du Fer même dans la complexe unité ethnique il est possible de distinguer les spécificités culturelles des différentes communautés locales. La principale différence est dans la pratique du rite funèbre fondé sur l'inhumation ou l'incinération. Selon cette différence on peut diviser l'Italie en deux aires culturelles. Au Nord, dans celle que sera l'aire étrusque jusqu'à la Campanie, est pratiquée l'incinération. Au Sud, de Cuma au détroit, l'inhumation.

Le Cilento se configure encore une fois comme le lieu de frontière et de contamination qui ajoute maintenant aux rapports entre la mer Tyrrhénienne et la mer Adriatique ceux entre le Nord et le Sud. Du IX au VII siècles, arrivent du Nord à Pontecagnano des peuples de la culture de Villanova, nom dérivé d'un site aux alentours de Bologne.

### *Organisation urbaine entre Magna Grecia et hégémonie lucanienne.*

Pendant l'Age du Fer, le Cilento interne voit ses conditions devenir marginales par rapport au fort moment de croissance territoriale de l'Age du Bronze Moyen. Tout cela est dû, peut-être, au contraste qui s'est créé entre sa structure pastorale archaïque et la civilisation villanovienne. Celle-ci en effet, avec les centres d'Arenosola, Caggiano et Sala Consilina, déplace à l'extérieur de Cilento la nouvelle dimension commerciale et productive. C'est dans ce contexte que se rattache la colonisation grecque.

A la fin du VII siècles a. C. les habitants de Sibari, une colonie Achéenne a la limite méridionale du golf de Taranto sur la mer Ionienne, fondent un centre commerciale dans le site d'Agropoli. Le lieu qui était siège dans le X siècle, à la fin de l'Age du Bronze, d'un établissement "apennien" conserve encore dans le toponyme les traces de son origine de centre fortifié sur un promontoire, en grecque, "acropolis". Plus au Nord vers l'embouchure du Sele ils fondent, dans le site qui en époque romaine prendra le nom de Paestum, la colonie de Poseidonia fréquentée depuis la préhistoire et encore siège d'un établissement indigène. Cette nouvelle ville s'intègre dans une aire de grande fertilité qui vient tout de suite colonisée. Elle a sa limite septentrionale sur le fleuve Sele qui marque ses confins avec le monde étrusque, mais il ne représente pas une barrière économique et culturelle. Cette marge naturelle du Cilento est, en effet, une aire privilégiée d'échanges. Elle est consacrée par la présence du célèbre sanctuaire de Hera, divinité qui protège les jardins et les récoltes où des vierges et des prêtresses faisaient des pratiques de la pharmacopée et du tissage. Le territoire est limité au Sud par le promontoire de Licosa et par les flans du mont Stella. Au cour du V siècle, la ville voit un fort programme architectonique. Les grands temples de l'Athenaion et de l'Heraion, entrés dans la tradition comme les temples de Cères et le temple de Neptune, sont réalisés dans cette période (fig. 17,18, tab. XIII). Aujourd'hui il est encore possible d'admirer leurs splendides colonnades d'ordre dorique dans toute leur intégrité.

En 540 la ville d'Elea (Velia) est fondée avec des finalités seulement commerciales et stratégiques, puisqu'elle n'est pas dotée d' hinterland cultivable. Elle devient le siège de la célèbre école de la pensée éléatique fondée par Senofane de Colofone et gérée auparavant par le philosophe Parménide et ensuite par Zenone. Cette école exerça une énorme influence dans l'histoire de la pensée ancienne. Elle pose avec le pythagorisme les bases de la méthode expérimentale et donne une



impulsion au progrès de l'astronomie et de la médecine. Les doctrines et les pratiques médicales conduites dans l'asclépiion de Elea, se sont perpétuées jusqu'au Moyen Age dans la culture et dans la tradition de la célèbre Ecole de médecine de Salerne. Elea est, aujourd'hui, un lieu archéologique d'énorme intérêt avec sa magnifique "Porta Rosa" aux larges arcades encore intactes (fig. 19).

La tradition grecque rappelle la colonisation comme un processus réalisé en accord avec les groupes locaux. En effet, les grecques semblaient respecter l'organisation de l'espace précédent en destinant aux temples et aux activités du culte les lieux sacrés des groupes locaux. Tout le territoire en amont de Paestum est surmonté par une myriade de sanctuaires qui renouvellent les anciennes pratiques des grottes et des sources chères à la spiritualité locale. Le même culte de Hera, présentée sur le trône avec le fruit de grenadier dans la main, démontre la persistance des traditions archaïques de la Grande Mère Méditerranéenne. Le processus d'intégration avec le monde local apparût à travers l'expression figurative des plaques tombales de Poseidonia. La célèbre tombe du Tuffatore (plongeur) (fig. 17 bis) qui date de 480 a.C. et d'autres nombreuses fresques sépulcrales sont un exemple de la plus grande intégration entre le monde artistique grec, la tradition étrusque et le monde lucanien. Avec la présence grecque qui avait activée ses colonies sur les deux côtes de la péninsule, la trame territoriale entre la mer Tyrrhénienne et la mer Ionienne apparût complètement revitalisée. Le Cilento est le débouché à l'Occident de la ligne isthmique définie par les géographes grecques comme le plus bref trajet terrestre de l'Italie (tab. XIII).

Des itinéraires du Vallo partent les routes vers la mer Ionienne à travers la Lucanie qui assume une trame urbaine structurée et mure (tab XVI). Tout le long de l'ancien réseau des lignes de crête et des sanctuaires de montagne, les Rois Bergers lucaniens adoptent des manières et des coutumes grecques revécues à travers les excès et les passions de la culture des clans guerriers. Sur le mont Pruno, la tombe d'un chef local avec ses formes monumentales, la profusion de richesses et les décorations montrent l'envie d'afficher l'abondance et le status conquis. A partir de la fin du V siècle commence la conquête directe du territoire de Poseidonia de la part des Lucaniens. Après les premières batailles, les Lucaniens effectuent une pénétration pacifique mise en évidence dans cette période par une prospérité croissante des espaces ruraux.

En même temps, dans la ville, exception faite de quelques transformations, les institutions grecques survivent. Leurs noms sont traduits dans la langue osque écrite avec l'alphabet grec. Seulement la ville de Elea-Velia (tab. XIV) semble échappée à la domination des

Lucaniens. C'est possible que cela soit dû aussi bien pour l'intérêt lucanien au maintien d'un centre commercial grecque sans la possibilité d'expansion, que pour des profonds motifs politiques-philosophiques. L'hégémonie lucanienne étendue du Cilento aux colonies grecques de la mer Ionienne amorce une période de bien être et de croissance démographique. C'est comme si l'ethnie italique vivifiée par la sagesse hellénique fasse resurgir l'ancien monde apennien. Le processus est affirmé par l'intense oeuvre d'urbanisation qui investit le vieux centre ou par la création de nouveaux comme celui d'Omignano, Padula, Taggiano, Athena Lucana, Roscigno, Rocca Gloriosa et Sanza (tab. XV).

Les campagnes subissent une augmentation de population qui investit soit les aires de colline que celles sur les versants des montagnes. De nouveaux terrains sont défrichés au détriment de la forêt originaire qui est substituée par des cultures ou par des bois de coupe. La culture de la vigne est introduite par les grecques déjà aux temps archaïques, et par la suite la culture de l'olivier à une large diffusion. Il s'affirme une complexe articulation des cultures intimement liées aux moments des rites et de la spiritualité qui est à la base de l'organisation et de la manutention de l'ancien paysage agricole italien.

### *L'édification du paysage culturelle du Moyen-Age à l'Age contemporain.*

La période d'unité et d'articulation territoriale qui intègre le Cilento à travers le réseau des sanctuaires lucaniens de Serra di Vaglio, Grumento, Armento à la côte Ionienne est interrompue par la conquête romaine. Dans la synthèse internationale faite par le monde romain sont, en ce moment, les grandes artères de fond de la vallée qui signent les directrices de l'urbanisation. Des connaissances techniques et des capacités économiques permettent les réalisations des ponts pour la traversé des fleuves et pour l'assainissement des sols. C'est le cas du Vallo de Diano qui devient maintenant une voie de traversé Nord-Sud. Des nouvelles villes de fondation ou de re-fondation comme Padula, Teggiano, Sala et Polla deviennent le centre de cette structure territoriale. Le magnifique centre historique de Teggiano aux architectures du Moyen Age, montre encore dans la trame urbaine sa matrice de ville romaine. Le réseau routier romain relie en second plan les sentiers et les aires internes et le Cilento voit ses centres perdre d'importance stratégique.

Avec la crise de l'Empire Romain, les oeuvres hydrauliques et les infrastructures des routes viennent abandonnées. Au Moyen Age les gens se réorganisent en partant des monts et des anciennes lignes de crête (tab. XV). Les châteaux féodaux, les couvents, les fortifications et les églises récupèrent la trame organisationnelle préromane. Le monachisme grec cherche des lieux d'abris et des ermitages dans les anciennes grottes dans un territoire où les cultes chrétiens récupèrent la religiosité païenne. C'est le cas de l'iconographie de la Madonna del Granato (Vierge du Grenadier) qui reprend précisément la statue classique de Hera représentée sur le trône avec un grenadier dans la main. Le processus de renouvellement des centres monastiques, poussé par l'expansion bénédictine, investit l'aire des collines et le Vallo di Diano qui est reconfirmé dans son rôle territorial stratégique. Ici à partir du XIV siècle est édifiée sur un préexistant cénobite la Chartreuse de Padula qui deviendra le centre européen parmi les plus importants de ce type (fig. 20). Son influence en reparcourant les diffusions de la trame territoriale archaïque s'étend jusqu'à Taranto et la terre ionique. La Chartreuse est aujourd'hui un complexe restauré, siège du Musée Archéologique des Antiquités Lucaniennes et porte d'entrée orientale du Parc.

Des apports normands, suèves et sarrasins contribuent au Moyen Age à réaliser ce qui constitue l'actuel aspect du paysage culturel du Parc du Cilento. Cette organisation territoriale est la synthèse des événements historiques et écologiques du passé.

Le processus est lisible dans la genèse de la structure territoriale du mont Stella qui est le coeur de l'ancien Cilento. Ce complexe orogéographique, délimité du Nord-Ouest jusqu'au Sud-Ouest de la mer, et pour la partie restante du fleuve Alento, a constitué en âge classique la séparation entre les aires d'influences de Paestum et Velia. La configuration orographique est caractérisée par une ligne de crête principale avec une orientation NO-SE qui remonte jusqu'à 1130m sur le niveau de la mer où se trouve la cime, de laquelle se diffusent à 360° des lignes de crêtes secondaires jusqu'à rejoindre la mer ou la vallée de l'Alento. Depuis la pré-histoire ce particulier système radial de lignes de crête a structuré l'humanisation du territoire, pour laisser son signe en plusieurs modalités d'appropriation de l'espace jusqu'à aujourd'hui.

Au Moyen Age, grâce à la présence nombreuse et laborieuse du monachisme grec et, après le XI siècle, des bénédictins qui provenaient de l'Abbaye de Cava, les centres agricoles se multiplièrent, sans rejoindre des dimensions plus grandes que peu de centaines d'unités, en suivant les directrices d'expansions précédentes et en faisant prendre à la structure territoriale la configuration actuelle. Un emplacement fortifié d'origine lombarde employé jusqu'au XIV siècle,

sur la cime du mont Stella qui était le centre juridictionnel de l'aire, était le vrai pivot de tout le système, duquel les parcours des lignes de crête se diffusaient vers la vallée et la mer (Tab.XVII).

En âge contemporain, comme il était déjà arrivé dans la période romaine, le prévaloir d'organisations géopolitiques structurées sur échelle plus ample, avec l'assainissement des sols marécageux et en général, avec des majeures capacités de contrôle du territoire, a comporté des nouvelles directrices de développement desquelles le Cilento reste exclu.

La stratification du système de liaisons peut-être résumé en quatre moments (Tab.XVII): auparavant le parcours des lignes principales de crête se liait avec un système centripète de parcours des lignes secondaires de crête qui remontaient à l'âge préhistorique et protohistorique (schéma A); en âge grec-lucanien et romain, les lignes de crête vinrent raccordées par un premier parcours annulaire concentré autour de la cime, tandis que des autres trajets marginaux au système commençaient à s'ouvrir entre Paestum et Velia (schéma B); au Moyen Age un système centrifuge de parcours de mi-côte qui se développait horizontalement autour du mont, alla s'intégrer avec ceux préexistants (schéma C); enfin, avec le développement des relations horizontales entre les centres, et le progressif déclin du centre fortifié placé sur la cime du mont, le système circulaire finit avec le prévaloir sur l'organisation linéaire précédente, en se proposant comme principale modalité de relations internes et en se distinguant des parcours côtiers et du pied de la montagne, à l'externe de la conurbation (schéma D).

L'urbanisation du système du mont Stella marquée par la grande diffusion de petits centres agricoles, le long d'un réseau de parcours radial d'origines préhistoriques démontre les effets décisifs des couvents dans l'organisation du territoire. Ils eurent un rôle déterminant dans la culture du territoire qui sera toujours à la base de l'économie interne du système. L'influence des centres monastiques ne s'arrêta pas sur l'économie mais grava profondément sur l'organisation de l'espace et du temps quotidien des gens du Cilento. La conception spirituelle et religieuse qui s'est créée dans la rencontre de ce lieu avec la culture catholique a eu des aspects caractéristiques à l'intérieur de la civilisation chrétienne et européenne. Elle est la synthèse de conception et croyance étendue à toute la mer Méditerranée. Entre celles-ci, ont un particulier relief, les phénomènes liés à la transmission des moments saillants de la vie collective à travers le son des cloches, et celui paraliturgique des rites des confréries.

### *Le paysage sonore.*

A la fin du Moyen Age, exception faite des aires urbaines, le son de production humaine devait être peu en mesure de rivaliser quant'à l'intensité avec ceux naturels. Les cloches commencèrent à se répandre en Europe au VIII siècle et elles eurent tout de suite un rôle et une prégnance de signification très considérable au niveau des populations, tant à pouvoir affirmer que la paroisse est l'espace acoustique délimité par la porté du son de la cloche, qui attire et unifie socialement la communauté. De particulière importance était le rapport avec les population rurales, où n'était pas diffusé "le temps du marchand", c'est-à-dire celui qui est lié à la diffusion du mesurage mécanique, et la cloche devenait l'horloge et le calendrier du temps civil et religieux tant que une improbable étymologie du début du '200 faisait dériver le mot italien "campana" (cloche) par les campagnards qui habitaient les champs et qui ne sauraient pas déterminer l'horaire si non par l'intermédiaire des cloches.

Dans la vie quotidienne des champs les cloches interrompaient les travaux en rappelant aux paysans les prières en projetant dans la vie rurale les temps et les significations de l' "offices des heures" observé dans les couvents. Cette manifestation à l'extérieure de la vie monastique, en se combinant au rôle fondamental déroulé par les couvents dans les terrains de leurs pertinence, donnait forme à celle qui peut-être considérée une vision du territoire comme métaphore du couvent. La fonction des mass-media faite par les cloches et bien indiquée dans cette rengaine - devinette diffusée dans le Cilento et qui se réfère à elles: "D'une grande fenêtre / il y a un grand vieux / qui ne voit ni entend / il appelle les gens". Les cloches étaient liées du Jeudi au Samedi précédent Pâques, en signe de deuil, et étaient substituées par des instruments de bois de divers fabrications (crécelles), nettement caricaturaux et différents des cloches, au son divin.

A cela s'associe un réseau de connotation symbolique qui s'exprime, par exemple, dans une terminologie employée pour en indiquer les parties (couronne, tête, bouche) et dans les croyances populaires qui attribuent au son des cloches le pouvoir de la voie divine d'éloigner les influences négatives. Les coups de cloches revêtent donc d'une manière exemplaire le rôle de premier plan sur l'ensemble du fond sonore.

En traçant les aires de pertinence sonore minimale des cloches (Tab.XVII) il émerge la séquence circulaire de superposition des aires: une grande partie du territoire est couvert par deux ou plus cloches . Une telle redondance des signaux, qui peut être comparée à celle que l'on rencontre dans une ville avec beaucoup d'églises, devait donner

aux habitants du Cilento un considérable sens d'appartenance à une communauté polycentrique.

Aujourd'hui la persistance de presque la totalité des clochers affirme la présence du signal qui provient des cloches, mais celui-ci n'est plus isolé dans le paysage sonore - comme il arrivait il y a quelques siècles. Néanmoins le réseaux des clochers est aujourd'hui vivant et, aux tintements, tout le territoire résonne encore et se repeuple des anges et des saints de la tradition.

### *Rite et spiritualité dans la formation du paysage culturel.*

Le grand rite collectif annuel de la visitation des sépulcres qui est exécuté par les confréries du système du mont Stella le Vendredi qui précède le Dimanche de Pâques, il permet la lecture du territoire à la lumière des traditions spirituelles

Dans le Cilento les confréries se développèrent à partir du XVI siècle, même s'il semble qu' il pourrait remonter à trois siècles avant. Leur diffusion est tellement minutieuse au point que presque chaque hameau pouvait, et il peut encore aujourd'hui, en vanter une. Même dans les endroits de seulement quelques centaines d'habitants, 70 et plus confrères sont présents régulièrement dans les grandes occasions de la vie religieuse qui est couronnée par les fonctions de la liturgie de Pâques.

En particulier, le Vendredi qui précède Pâques on réalise celle qui est appelée la "visitation des sépulcres": les confrères avec des symboles et costumes de leur association, vont en procession d'abord dans les églises des hameaux voisins et après dans la propre. Dans celle-ci, selon un parcours circulaire, en s'arrêtant à plusieurs points, ils chantent des anciens hymnes sur des textes inspirés à la passion du Christ. Un aspect de cette cérémonie rend le cas des confréries du Cilento ancien tout à fait singulier: des pèlerinages sont effectués simultanément par des confréries dans d'autres villages du système orographique du mont Stella.

En superposant les limites relatives à chaque confrérie émerge avec une grande évidence une aire commune à tous. La logistique de cet itinéraire cyclique dans le temps et circulaire dans l'espace, révèle celui-ci comme un grand rite de circum-déambulation, qui veut résumer et réunir l'univers, et qui a pour but de tracer un sillon magique autour du centre atavique pour contraster la dispersion des petits centres. Ce n'est donc pas un simple mouvement circulaire mais la délimitation d'un vrai enclos sacré, d'un "temenos", pour délimiter un lieu géographique et pour fixer la mémoire et l'identité d'une communauté

polycentrique, en la préservant de la dispersion. Dans la vie quotidienne, dans les solennités, et en général dans les fêtes, pendant toute l'année chaque moment significatif est rythmé par la liturgie ecclésiastique qui utilise la musique comme moyen pour représenter le temps et l'espace sacré. La lecture, dans le Parc du Cilento, de la fonction des cloches comme instrument d'organisation territoriale affirme le rôle profond des traditions: pour l'homme archaïque une chose ou un acte n'a de signification que parce qu'il participe à un prototype ou répète un acte primordial. Le retour à un âge mythique représenté selon les rites dans de nombreuses circonstances, a dans la nostalgie du temps réversible et dans la participation aux rythmes cosmiques une de ses plus profondes significations. Celles-ci sont reprises à travers l'adhésion collective à un lieu géographique et spirituel, le Cilento, instinctivement reparcouru dans ses significations ancestrales, et aujourd'hui organisé dans un Parc culturel confié à la garde des ses gens et de ses institutions, patrimoine de l'entière humanité (tab. XVIII).

## Etat de conservation et de préservation

Les vestiges archéologiques du Parc sont intègres et authentiques dans leur état de conservation et protégés par la loi italienne sur les biens archéologiques. Les aires naturelles sont protégés par la loi 06/12/1991 n° 394 loi sur le Patrimoine National qui a pour but de "garantir et promouvoir, en forme coordonnée, la conservation et la valorisation du patrimoine naturel du Pays". Cette loi a une extrême importance dans la politique italienne de tutelle de l'environnement parce qu'elle représente le point d'arrivée de débats culturels à partir des propositions du philosophe Benedetto Croce dans la première moitié du XIX siècle. L'institution et la tutelle du Parc du Cilento sont, aujourd'hui une conquête fondamentale pour la protection des aires comme celles côtières, qui sont par ce fait préservées des fortes pressions spéculatives. Le Parc du Cilento et du Vallo di Diano a parmi ses buts celui de garantir le développement social économique et culturelle de ces aires, mises à l'écart des bouleversants processus de modernisation qui ont investi les côtes italiennes, sans en compromettre les qualités de l'environnement.

L'ensemble des centres historiques et des beautés naturelles est protégé par l'institution du Parc du Cilento et du Vallo di Diano par le décret du Président de la République 5/06/1995 qui garantit la protection de l'environnement et des oeuvres architecturales et encourage la conservation du paysage culturel en un processus évolutif de développement soutenable (voir annexe).

## Justification de la "valeur universelle exceptionnelle"

Le Parc du Cilento est le résultat de l'oeuvre conjointe de la nature et de l'homme. Il entre dans la catégorie des paysages évolutifs, fruit des exigences historiques, sociales, économiques, artistiques et spirituelles et rejoint sa forme actuelle en association et réponse à son environnement naturel. Il est aujourd'hui un paysage vivant qui maintient un rôle actif dans la société contemporaine mais conserve les caractères traditionnels qui l'ont généré dans l'organisation du territoire, les parcours, la structure des cultures et le système d'établissement humain. Comme les espèces naturelles et les milieux géographiques ainsi les gens ont trouvé dans ces lieux le point de contact, la contamination et la fusion. Le Cilento est le point d'intersection entre la mer et la montagne, l'Atlantique et l'Orient, la



culture nordique et celle africaine, il fond les peuples et les civilisations et il en conserve les traces évidentes dans ses caractères distinctifs. Placé au centre de la Méditerranée, il en est le Parc par excellence parce que l'aspect typique de cette mer consiste dans la biodiversité, dans la compénétration des environnements, dans l'histoire et la rencontre des gens.

### Critères remplis:

en tant que bien naturel, il répond aux critères (ii);(iii);(iv):

(ii) il est un exemple éminent et représentatif du processus écologique et biologique des écosystèmes méditerranéens. Il renferme en un unique Parc des communautés de plantes et d'animaux qui vont des formes marines à celles terrestres arides, semi-arides, nordiques, atlantiques, asiatiques, de colline et de haute montagne;

(iii) il représente avec ses cotes intactes riches de grottes et de criques, avec ses montagnes intéressées par des phénomènes karstiques, avec la richesse des espèces végétales endémiques uniques, des aires d'une beauté naturelle et d'une valeur esthétique exceptionnelle;

(iv) il contient des habitats naturels entre les plus représentatifs pour la conservation in situ de la diversité biologique et pour la survie des espèces animales menacées comme la loutre et d'espèces végétales uniques comme la Primevère Palinuri ayant une valeur universelle exceptionnelle au point de vue de la conservation.

En tant que bien culturel il répond aux critères (iii);(iv);(v);

(iii) il apporte un témoignage exceptionnel sur la tradition culturelle et la civilisation des anciennes populations méditerranéennes, à travers le système des parcours, des établissements humains, des sanctuaires encore existants et des vestiges archéologiques intacts;

(iv) il est un exemple éminent de la civilisation urbaine et des architectures qui illustrent la période de la première colonisation grecque en Italie, la Magna Grecia;

(v) il constitue un exemple éminent des établissements humains et des modes d'utilisation de l'espace représentatifs de la culture médiévale stratifiée sur des systèmes de parcours et organisation du territoire remontant à la plus haute antiquité et à la préhistoire.

### Comparaison avec d'autres biens similaires:

La nature du Parc est similaire à d'autres aires méditerranéennes de grande valeur écologique de l'Espagne, de la Turquie, de la Grèce, de la France et du Nord-Afrique. Peu d'aires, toutefois, résultent organisées et protégées comme le cas de la Camargue en France. Au point de vue naturel, il est aussi comparable à certaines situations du globe de la même bande climatique comme quelques aires côtières du Chili, du Sud-Afrique et de l'Australie. Le Parc a toutefois la caractéristique unique de représenter un milieu méditerranéen dans toutes ses bandes d'altitude, de la situation marine à la haute montagne. Pour le fait d'être une oeuvre conjointe de l'homme et de la nature, le Parc est comparable avec le site de Hierapolis-Pamukkale (Turquie) inscrit à la liste des patrimoines n°485 du 9/12/88 et au site de Meteora (Grèce) inscrit au n°455 du 9/12/88. Mais par rapport à ceux-ci, le caractère exceptionnel de ses vestiges archéologiques est différent pour la période historique et les styles.

**PARCO NAZIONALE DEL  
CILENTO - VALLO DI DIANO**

**BIBLIOGRAFIA**

PARCO NAZIONALE DEL CILENTO - VALLO DI DIANO  
BIBLIOGRAFIA

AUTORE	ANNO	TITOLO	LUOGOPUB
AA.VV.,	1982	Proposte per l'istituzione di Parchi e Riserve naturali in Campania.	Reg. Campania, Ass.Agric.,Caccia e Pesca e Foreste, Napoli.
ABBATE G., AVENA G. C., BLASI C., FASCETTI S. & MICHETTI L.,	1986	Carta della vegetazione delle ofioliti lucane	Centro di Geomorf. integrata per l'area del Mediterraneo. Potenza.
ABBATE G.,BLASI C.,SPADA F.,SCOPPOLA A.,	1987	Analisi fitogeografica e sintassonomica dei querceti a Quercus frainetto ten. dell'Italia centrale e meridionale.	Not.Fitosoc., 23.
ACQUAFREDDA P.,PALMENTOLA G.,	1984	Il glacialismo quaternario nell'Italia meridionale dal Matese all'Aspromonte.	Lav. Soc. Ital. Biogeogr., 10: 13-18.
AGOSTINI R.,	1959	Presenza di Aster squamatus Hieron. a Passignano sul Trasimeno e sua ulteriore diffusione in Campania	Delpinoa, n.s. 1: 23-30.
AITA L., CORBETTA F. & ORSINO F.,	1977	Osservazioni fitosociologiche sulla vegetazione forestale dell'Appennino Lucano Centro-Settentrionale. I° Le Cerrete	Arch. Bot. Biogeogr. Ital., 53 (3-4): 97-130.
ARATA M.,	1938	Contributo allo studio della flora del Cilento (Sa).	Nuovo Giorn.Bot.Ital.,n.s., 45: 188-211.
BIONDI E. & BLASI C.,	1982	Les pelouses seches calcaires a Bromus erectus de l'Apennin central et meridional (Italie)	Coll. Phytosoc., 11: 195-200.
BLASI C. & SCOPPOLA A.,	1981	Sull'uso delle forme biologiche nella classificazione fitosociologica e nella verifica sintassonomica di alcuni aspetti degli xerobrometi appenninici	Giorn. Bot. Ital., 115 (4/5): 197-209.
BLASI C., PAURA B., MAZZOLENI S.,	1989	Il fitoclima della Campania.	Giorn. Bot. Ital. 123, suppl. 1.
BONARDI G., CRITELLI S., DE CAPOA P., GUIDA D., PERRONE V.,	1991	Il Gruppo del Cilento in Appennino Meridionale.	Conv. Soc. Geol. Ital., Giornate in memoria di Leo Ogniben., VI, 1991.
BONIN G.,	1969	A propos de la valeur phytosociologique des pelouses encorchées de l'Apennin.	Ann. Fac. Sci. Marseille, 49: 139-144.
BONIN G., BRIANE J. P. & GAMISANS J.,	1976	Quelques aspects des forêts supraméditerranéennes et montagnardes de l'Apennin méridional	Ecologia Mediterranea, 2: 101-122.
BORTOLOTTI L.,	1977	Le riserve naturali dell'A.S.F.D.. Atti della Tavola rotonda "Le Riserve naturali in Italia, loro significato e problemi di gestione", Camerino 26 novembre 1976.	Stab.Tp.Succ. Savini-Mercuri, Camerino: 19-31.
BORTOLOTTI L.,	1985	Le leggi regionali per la protezione della Flora.	Inform.Bot.Ital., 17(1-3): 137-143.
BRULLO S. & MARCENO C.,	1979	Dianthion rupicolae nouvelle alliance sud-tyrienne des Asplenietalia glandulosi	Doc. Phytosoc., n. s. 4: 131-146.

PARCO NAZIONALE DEL CILENTO - VALLO DI DIANO  
BIBLIOGRAFIA

AUTORE	ANNO	TITOLO	LUOGOPUB
AA.VV.,	1982	Proposte per l'istituzione di Parchi e Riserve naturali in Campania.	Reg. Campania, Ass.Agric.,Caccia e Pesca e Foreste, Napoli.
ABBATE G., AVENA G. C., BLASI C., FASCETTI S. & MICHETTI L.,	1986	Carta della vegetazione delle ofioliti lucane	Centro di Geomorf. integrata per l'area del Mediterraneo. Potenza.
ABBATE G.,BLASI C.,SPADA F.,SCOPPOLA A.,	1987	Analisi fitogeografica e sintassonomica dei querceti a Quercus frainetto ten. dell'Italia centrale e meridionale.	Not.Fitosoc., 23.
ACQUAFREDDA P.,PALMENTOLA G.,	1984	Il glacialismo quaternario nell'Italia meridionale dal Matese all'Aspromonte.	Lav. Soc. Ital. Biogeogr., 10: 13-18.
AGOSTINI R.,	1959	Presenza di Aster squamatus Hlron. a Passignano sul Trasimeno e sua ulteriore diffusione in Campania	Delpinoa, n.s. 1: 23-30.
AITA L., CORBETTA F. & ORSINO F.,	1977	Osservazioni fitosociologiche sulla vegetazione forestale dell'Appennino Lucano Centro-Settentrionale. I° Le Cerrete	Arch. Bot. Biogeogr. Ital., 53 (3-4): 97-130.
ARATA M.,	1938	Contributo allo studio della flora del Cilento (Sa).	Nuovo Giorn.Bot.Ital.,n.s., 45: 138-211.
BIONDI E. & BLASI C.,	1982	Les pelouses seches calcaires a Bromus erectus de l'Apennin central et meridional (Italie)	Coll. Phytosoc., 11: 195-200.
BLASI C. & SCOPPOLA A.,	1981	Sull'uso delle forme biologiche nella classificazione fitosociologica e nella verifica sintassonomica di alcuni aspetti degli xerobrometi appenninici	Giorn. Bot. Ital., 115 (4/5): 197-209.
BLASI C., PAURA B., MAZZOLENI S.,	1989	Il fitoclima della Campania.	Giorn. Bot. Ital. 123, suppl. 1.
BONARDI G., CRITELLI S., DE CAPOA P., GUIDA D., PERRONE V.,	1991	Il Gruppo del Cilento in Appennino Meridionale.	Conv. Soc. Geol. Ital., Giornate in memoria di Leo Ogniben., VI, 1991.
BONIN G.,	1969	A propos de la valeur phytosociologique des pelouses encorchées de l'Apennin.	Ann. Fac. Sci. Marseille, 49: 139-144.
BONIN G., BRIANE J. P. & GAMISANS J.,	1976	Quelques aspects des forêts supraméditerranéennes et montagnardes de l'Apennin méridional	Ecologia Mediterranea, 2: 101-122.
BORTOLOTTI L.,	1977	Le riserve naturali dell'A.S.F.D.. Atti della Tavola rotonda "Le Riserve naturali in Italia, loro significato e problemi di gestione", Camerino 26 novembre 1976.	Stab.Tip.Succ. Savini-Mercuri, Camerino: 19-31.
BORTOLOTTI L.,	1985	Le leggi regionali per la protezione della Flora.	Inform.Bot.Ital., 17(1-3): 137-143.
BRULLO S. & MARCENO C.,	1979	Dianthion rupicolae nouvelle alliance sud-tyrienne des Asplenietalia glandulosi	Doc. Phytosoc., n. s. 4: 131-146.

PARCO NAZIONALE DEL CILENTO - VALLO DI DIANO  
BIBLIOGRAFIA

C.N.R.-Ministero dei lavori pubblici. Contoli L., Palladino S., Sebastiano R., Salvati V.	1971	Programma di Ricerca territoriale sulle aree naturali da proteggere, Carta dei Biotopi d'Italia.	Istituto Poligrafico Stato, Roma: 1-268.
CAPUTO G., LA VALVA V., RICCIARDI M.,	1987	Nuove aggiunte alla flora del Monte Alburno (Appennino Campano-Lucano)	Webbia(in stampa), 41(2):
CAPUTO G., RICCIARDI M., MOGGI G.,	1977	Nuovi reperti floristici per il Monte Alburno (Appennino Campano-Lucano)	Webbia, 21(2): 295-311.
CAPUTO G., LA VALVA V.,	1988	La protezione della Flora nell'Appennino Meridionale.	Informatore Botanico Italiano, 20: 467-478.
CASSOLA F., LOVARI S.,	1978	Nature conservation in Italy: proposed national parks and regional parks and other areas deserving protection.	Biological Conservation, 9(4): 243-257.
CAVARA F., GRANDE L.,	1913	Esplorazioni botaniche in Basilicata.	Bull. Orto Bot. Napoli, 3: 353-451.
CHIARUGI A.,	1952	La Primula palinuri Petagna il celebre endemismo della costa tirrenica della Lucania.	Nuovo Giorn. Bot. Ital., n.s. 59: 465-467.
CHIARUGI A.,	1956	Primula palinuri Petagna: posizione sistematica e significato fitogeografico attraverso l'indagine citogenetica.	Webbia 1956, vol. XI: 861-888.
COMMISSIONE di studio per la conservazione della natura e delle sue risorse del C.N.R..	1971	Libro bianco sulla natura in Italia.	Quaderni Ricerca Scientifica, 74: 1-418.
CONTI F., MANZI A., PEDROTTI F.,	1992	Libro Rosso delle Piante d'Italia.	WWF Italia
CONTI F., PEDROTTI F., PIRONE C.,	1990	Su alcune piante notevoli rinvenute in Abruzzo, Molise e Basilicata.	Arch. Bot. It., 66(3-4): 182-196.
CONTI F., VENANZONI R., RUBERIO	1991	Su alcune piante notevoli rinvenute in Calabria e in Campania	Arch. Bot. Ital., 67: 176-179
CORBETTA F.,	1974	Lineamenti della vegetazione lucana.	Giorn. Bot. Ital., 108(5): 211-234.
CORBETTA F., UBALDI D. & PIRONE G.,	1988	La vegetazione d'altitudine del massiccio del Cervati (Appennino campano)	Doc. Phytosoc., n. s. 11: 464-477.
CORBETTA F., UBALDI D. & PUPPI G.,	1984	Tipologia fitosociologica delle praterie altomontane del Monte Volturino e del Monte Madonna di Viggiano (Appennino Lucano)	Lav. Soc. Ital. Biogeogr., 10: 207-236.
CORTI R.,	1970	Attività della sottocommissione Macchia Mediterranea.	La Ricerca Scientifica, 40(3): 140-150.
DE MARCO G. & CANEVA G.,	1984	Analisi sintassonomica e fitogeografica comparata di alcune significative cenosi a Pinus halepensis Mill. in Italia.	Not. Fitosoc., 19 (1): 155-176.
DE NARDO A.,	1992	Su alcuni interventi di riqualificazione ambientale finalizzati alla costituzione del Parco Nazionale del Cilento.	Linea Ecologica Ambiente e Territorio Economia Montana a24, 4, 25-27.

PARCO NAZIONALE DEL CILENTO - VALLO DI DIANO  
BIBLIOGRAFIA

DE PHILIPPIS A., MOGGI G.,	1952	Il Monte Alburno.	Nuovo Giorn. Bot. Ital., n.s., 59: 448-455.
FASCETTI S., FICI S., COLACINO C., DE MARCO G.,	1991	Contributo alla conoscenza floristica della Basilicata.	Giorn. Bot. It. (POSTER), 125(3): 369.
FEOLI E. & LAGONEGRO M.,	1982	Syntaxonomical analysis of beech woods in the Apennines (Italy) using the program package IAHOPA.	Vegetatio, 50: 129-173.
FEOLI E., ORLOCI L. & SCIMONE M.,	1984	Comparison of ordinations of some apennine forest communities based on different characters and methods	Studia Geobotanica, 4: 137-145.
FERRARI C. & GERDOL R.,	1987	Numerical syntaxonomy of badland vegetation in the Apennines (Italy)	Phytocoenologia, 15 (1): 21-37.
FERRARINI E.,	1984	Considerazioni fitogeografiche sui castagneti dell'Appennino meridionale nei rapporti con l'Appennino settentrionale.	Lav. Soc. Ital. Biogeogr., 10: 185-206.
FILIPELLO S.,	1979	Specie vegetali da proteggere: Analisi delle cause di pericolo e motivazione degli interventi.	C.N.R., Collana P.F. "Ambiente", AC/1/96: 13-18.
FILIPELLO S., GARDINI PECCENINI S., BERGAMO S.,	1979	Repertorio delle specie della flora italiana sottoposte a vincolo di protezione nella legislazione nazionale e regionale.	C.N.R., Collana P.F. "Ambiente", AC/1/10.
FIORI A.,	1901	Contribuzione alla flora della Basilicata e Calabria.	Nuovo Giorn. Bot. Ital., n.s., 7: 248-271.
FIORI A.,	1919	Note di floristica calabrese e lucana.	Nuovo Giorn. Bot. Ital., n.s., 26: 129-141.
GAVICCI O.,	1947	Synopsis Florae Lucanae.	Nuovo Giorn. Bot. Ital., n.s., 54: 1-278.
GEHU J.-M., COSTA M., SCOPPOLA A., BIONDI E., MARCHIORI S., PERIS J.B., FRANCK J., CANIGLIA G., VERI L.,	1984	Essai systématique et synchorologique sur les végétations littorales italiennes dans un but conservatoire. I - Dunes et vases salées	Doc. Phytosoc., n. s., VIII: 393-474. Camerino.
GENTILE S.,	1969	Sui faggeti dell'Italia meridionale	Atti Ist. Bot. Lab. e Critt. Univ. Pavia, ser. 6, 5: 207-306.
GIACOBBE A.,		Ecologia dell'Abete bianco.	Arch. Bot. Ital., n. s.
GIACOMINI V. e FENAROLI L.,	1958	La Flora. Conosci l'Italia.	Touring Club Italiano, Roma.
HRUSKA K.,	1986	Syntaxonomical study of natural nitrophilous vegetation in Italy	Documents Phytosoc., n. s. 10 (2): 157-168.
LA VALVA V.,	1992	Aspetti corologici della flora di interesse fitogeografico dell'Appennino Meridionale.	Giorn. Bot. Ital. 126(2): 131-144.
LA VALVA V., RICCIARDI M., CAPUTO G.,	1985	La tutela dell'ambiente in Campania: situazione attuale e proposte.	Inf. Bot. Ital., 17 (1-2-3): 144-154.

PARCO NAZIONALE DEL CILENTO - VALLO DI DIANO  
BIBLIOGRAFIA

LA VALVA V., MORALDO B., RICCIARDI M., CAPUTO G.,	1987-88	Appunti di floristica meridionale.	Delpinoa, n.s., 29-30: 107-115.
LA VALVA V., SANTANGELO A., CAPUTO G., DI NOVELLA N.,	1992	La flora cacuminale del Monte Cervati (Appennino meridionale).	Delpinoa, n.s., 31-32.
LIUCCIO G.,	1992	Il Parco nazionale Cilento-Vallo di Diano.	Galzerano, Casalvelino Scalo.
LUCCHESI F., LATTANZI E.,	1986	Segnalazioni floristiche italiane: 341-348.	Inform.Bot.Ital., 18(1-2-3): 181-184.
MACCHIA F., MARTELLOTTA V. & D'AMICO F. S.,	1987	La rosee est - elle le facteur responsable de la distribution et de la composition floristique des groupements a Pinus halepensis mill. dans la pouille (Italie meridionale)?	Coll. Phytosoc., 15: 721-732.
MASSA B., MASSA R.	1980	Guida alla natura della Campania e del Molise	Ed. Mondadori, Milano, 237 pp.
MOGGI G.,	1955	La Flora del Monte Alburno (Appennino lucano).	Webbia, 10(2): 461-645. (Soc. Bot. It., Firenze)
MOGGI G.,	1958	Notizie floristiche sull'abetina di Monte Motola nel Cilento (Appennino lucano).	Nuovo Giorn. Bot.Ital., n.s., 65: 196-201.
MOGGI G.,	1960	Appunti sulla vegetazione del Monte Bulgheria nel Cilento (Appennino lucano)	Webbia, 15(2): 455-460.
MOGGI G.,	1974	Carta della vegetazione del Monte Bulgheria (Cilento, Appennino lucano).	L.A.C., Firenze.
MONTANARI GUIDO M. A. & MONTANARI C.,	1988	Rassegna delle conoscenze botaniche dei corsi d'acqua italiani. Il Parte	Boll. Mus. St. Nat. Lunigiana 6-7: 115-122.
MONTELUCCI G.,	1972	Considerazioni sul componente orientale nelle foreste della penisola.	Annali Acc.Ital.Sci.Forestali, 21: 121-169.
NEGRI G.	1952	Escursione sociale nel Cilento e nella Penisola Sorrentina.	Nuovo Giorn.Bot.Ital., n.s., 59: 441-467.
PEDROTTI F.,	1985	Geomorphologie et répartition de la végétation dans les Bassins Karstiques des apennins (1)	Coll. Phytosoc., 13: 507-539.
PEZZULLO A.,	1991	L'oasi di Serre Persano.	Verde Ambiente, a 7, 2:41-46.
PIGNATTI S.,	1979	I piani di vegetazione in Italia	C.N.R., Collana P.F. "Ambiente", AC/1/29, Firenze.
PIGNATTI S.,	1982	Die Beteiligung der Ostrya-gesellschaften in den Submediterranen Vegetationskomplexen	Studia Geobotanica, 2: 211-216.
PIGNATTI S.,	1984	La flora dell'Appennino meridionale: distribuzione attuale ed ipotesi sull'origine.	Lav.Soc.Ital.Biogeogr., 10: 89-100.
PIRONE G.,	1984	Contributo alla conoscenza della flora lucana: piante nuove o poco note.	Lav.Soc.Ital.Biogeogr., 10: 271-279.



PARCO NAZIONALE DEL CILENTO - VALLO DI DIANO  
BIBLIOGRAFIA

PIZZOLONGO P.,	1963	Note ecologiche e fitosociologiche su <i>Primula palinuri</i> Pet.	Ann. Bot., 27 (3): 451-467.
PIZZOLONGO P.,	1966	La flora e la vegetazione di Marina d'Ascea (Salerno): Il La vegetazione	Ann. Fac. Sc. Agr. Univ. Napoli, Ser. IV, 1:126-152.
PRATESI F. TASSI F.	1979	Guida alla natura della Puglia, Basilicata e Calabria.	Arnoldo Mondadori, Milano, 240 pp.
RAFFAELLI M.,	1991	<i>Biscutella</i> L. Ser. <i>Lyratae</i> Malin. (Cruciferae) in Italia. - Discussione sui caratteri morfologici e tassonomia.	Webbia 45 (1): 1-30.
RAIMONDO F.M.,	1979	Sulle specie accantonate in biotopi in pericolo.	C.N.R., Collana P.F. "Ambiente", AC/1/109:103-125.
RICCIARDI M.,	1971	Osservazioni fitogeografiche ed ecologiche sulla <i>Primula palinuri</i> Pet.	Ann. Fac. Agr. Portici, ser. 4, 5: 51-59.
RICCIARDI M.,	1973	Nuove stazioni di <i>Primula palinuri</i> Petagna lungo la costa tirrenica meridionale.	Webbia, 28(2): 417-421.
RUSSO ERMOLLI E.,	1992	Analisi palinologica della serie lacustre pleistocenica del Vallo di Diano (Sa).	Giorn. Bot. It. (POSTER), 126(2): 427.
SCOPPOLA A.,	1981	Syntese des Lemnetae minoris en Europe.	Coll. Phytosoc., 10: 513-520.
SIGNORELLO P.,	1984	Osservazioni fitosociologiche su alcuni aspetti boschivi dei Quercetea ilicis dell'Italia meridionale.	Not. Fitosoc., 19 (1): 177-182.
SOC. BOT. ITAL., Gruppo Lav. Conserv. Natura,	1971	Censimento dei biotopi di rilevante interesse vegetazionale meritevoli di conservazione in Italia.	Camerino, vol. I.
SOC. BOT. ITAL., Gruppo Lav. Conserv. Natura,	1979	Censimento dei biotopi di rilevante interesse vegetazionale meritevoli di conservazione in Italia.	Camerino, vol. II.
SOCIETA' GEOGRAFICA ITALIANA,	1984	I parchi nazionali ed i parchi regionali in Italia.	Atti Conv. a cura di Pinna M. XXXIII. Pisa.
TERRACCIANO A.,	1893	Prodromo della Flora Lucana.	Tip. S. Marino, Caserta.
UNESCO,	1969	Vegetation Map of Mediterranean Zone (with Explanatory notes).	Arid Zone Research, Paris, vol. 20.
UNIVERSITA' degli STUDI di CAMERINO (a cura di PEDROTTI F.),	1983	Strategia 80 per i parchi e le riserve d'Italia.	Atti Conv. Naz. Camerino.
URBANI M.,	1991	Nuove segnalazioni di <i>Thymelaea tartonraira</i> (L.) All. in Italia meridionale.	Inform. Bot. Ital., 23(1): 35-37.
VERI L. & SEBASTIANI G.,	1984	Struttura ed evoluzione di elementi della macchia mediterranea in impianti di <i>Eucalyptus</i> sp. pl. in alcune zone d'Italia e in Nord Africa.	Not. Fitosoc., 19 (1): 123-144.

- AA. VV., *Poseidonia-Paestum II*, Roma 1983.
- AA. VV., *Mostra della Preistoria e Protostoria nel Salernitano*, Salerno 1962.
- AA. VV., *Seconda Mostra della Preistoria e Protostoria nel Salernitano*, Salerno 1974.
- ALBORE LIVADIE, C., *Cenni sulla frequentazione preistorica e protostorica dell'agro pestano*, in "Il Museo di Paestum", Agropoli 1986, pp. 19-22.
- ARCURI, F., *Agropoli. Primi saggi di scavo nell'area del Castello. Appendice: I materiali protostorici*, in "Annali dell'Istituto Orientale di Napoli", St. Ant. e Arch. VII, (AION), Napoli 1985, pp. 69-74.
- BERNABO' BREA, L., *Gli Eoli e l'inizio dell'età del Bronzo nelle isole Eolie e nell'Italia meridionale*, Quaderno 2 AION, Napoli 1985.
- CANTALUPO, P., *Acropolis. Appunti per una Storia del Cilento, I (Dalle origini al XIII secolo)*, Agropoli 1981.
- D'AGOSTINO, B., *Un frammento miceneo dal Vallo di Diano*, in "Dialoghi d'Archeologia", VI (1972), 1, pp. 5 ss.
- D'AGOSTINO, B., *La civiltà del Ferro nell'Italia meridionale e nella Sicilia*, in "Popoli e Civiltà dell'Italia Antica", vol. II, Roma 1974, pp. 11-91.
- D'AGOSTINO, B., *Il Neolitico. L'Eneolitico. L'Età del Bronzo*, in "Storia del Vallo di Diano", vol. I (età antica), Salerno 1981, pp. 15-61.
- FURON, R., *Manuale di Preistoria*, Parigi 1958 (Rist. Torino 1961).
- GAMBASSINI, P., *Il Paleolitico*, in "Storia del Vallo di Diano", vol. I (età antica), Salerno 1981, pp. 3-13.
- HOLLOWAY, R. R., *The development of the Italian Bronze Age: evidence from Trentinara and the Sele Valley*, in "Journal of Field Archeology", 1978. pp. 141 ss.
- KILIAN, K., *Paestaner Forschungen. Neue Funde zur vorgeschichte Paestums*, in "Romische Mitteilungen", 76, 1969, pp. 335 ss.
- LAFON, X. / SAURON, G. / THEODORESCU, D. / TRÉZINY, H., *La terrasse de Punta Tresino (Agropoli). Campagnes de fouille 1978, 1979 et 1980*, in "Mélanges de l'École Française de Rome - Antiquité", 1985, 1, pp. 47-134.
- MARZOCHELLA, A., *Punta S. Marco di Agropoli*, in "Notiziario. Rivista di Scienze Preistoriche", 1980, p. 392.
- RADMILLI, A., *Dal Paleolitico all'età del Bronzo*, in "Popoli e Civiltà dell'Italia Antica", vol. I, Roma 1974.
- SCHNAPP-GOURBEILLON, A., *Montedoro di Eboli (Sa)*, in "Magna Grecia e Mondo Miceneo - Nuovi documenti", Taranto 1982, p.160.
- G. Greco, L. Vecchio (a cura di), *Archeologia e territorio. Ricognizioni, scavi e ricerche nel Cilento*, Agropoli 1992,
- G. d'Henry, *Il Vallo di Diano nel IV secolo a.C.*, in *Vallo di Diano I*, pp. 181-197
- MAZZOLENI DONATELLA, ANZANI GIUSEPPE, *Cilento Antico. I luoghi e l'immaginario*, Electa Napoli, 1993.
- CANTALUPO PIERO, LA GRECA AMEDEO (a cura di), *Storia delle Terre del Cilento Antico - voll. 2*, Centro di Promozione Culturale per il Cilento, Acciaroli (SA), 1989.

- AA.VV., *Velia e i Focei in Occidente*, "La Parola del Passato", CVIII-CX, vol. XXI, 1966;
- AA.VV., *Nuovi studi su Velia*, "La Parola del Passato", CXXX-CXXXIII, vol. XXV, 1970;
- AA.VV., *Campania*, Guida d'Italia del TCI, IV ed., Milano, 1981;
- A. M. ARDOVINO, *I culti di Paestum antica e del suo territorio*, Salerno, 1986;
- V. AVERSANO, *Il coronimo Cilento e il suo territorio (1034-1552)*, "Studi e Ricerche di Geografia", VI, 1, 1983, p. 78 sgg.;
- P. CANTALUPO, *Acropolis. Appunti per una storia del Cilento*, Agropoli, 1981;
- R. CATALANO, *La Lucania antica. Profilo storico (IV-II sec. a.C.)*, Salerno, 1979;
- C. A. FIAMMENGHI, *La necropoli romana di S. Marco di Castellabate*, "Rassegna Storica Salernitana", II, 1985, p. 259 sgg.;
- U. KAHRSTEDT, *Die wirtschaftliche Lage Grossgriechenlands in der Kaiserzeit*, Wiesbaden, 1960;
- X. LAPON - G. SAURON - D. THEODORESCU - H. TREZINY, *La terrasse de Punta Tresino (Agropoli), Campagnes de fouille 1978-79-80*, "MEFRA", 97, 1985, p. 47 sgg.;
- E. LEPORE - A. RUSSI, in "Dizionario epigrafico di Antichità Romane", s. v. *Lucania*, p. 1881 sgg.;
- M. MELLO - G. VOZA, *Le iscrizioni latine di Paestum*, 2 voll., Napoli, 1968-1969;
- M. MELLO, *Paestum romana. Ricerche storiche*, Roma, 1974;
- M. NAPOLI, *Paestum*, Novara, 1970;
- M. NAPOLI, *Guida agli scavi di Velia*, Cava dei Tirreni, 1973.

\* \* \*

LANZONI, *Le diocesi d'Italia dalle origini al principio del secolo VII*, Faenza 1927, Vol. I.


A. DIDIER, *Teggiano Romana*, Salerno 1964.

V. BRACCO, *Marcellianum e il suo battistero*, Roma 1958.

S. MACCHIAROLI, *Diano e l'omonima sua valle*, Napoli

A. SACCO, *La Certosa di Padula*, Vol. I,

# GAZZETTA UFFICIALE



## DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA

Roma - Venerdì, 13 dicembre 1991

SI PUBBLICA TUTTI  
I GIORNI NON FESTIVIDIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA  
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 83

LEGGE 6 dicembre 1991, n. 394.

## Legge quadro sulle aree protette.

## LEGGI, DECRETI E ORDINANZE PRESIDENZIALI

LEGGE 6 dicembre 1991, n. 394.

Legge quadro sulle aree protette.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato:

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

### TITOLO I PRINCIPI GENERALI

#### ART. 1.

#### *Finalità e ambito della legge.*

1. La presente legge, in attuazione degli articoli 9 e 32 della Costituzione e nel rispetto degli accordi internazionali, detta principi fondamentali per l'istituzione e la gestione delle aree naturali protette, al fine di garantire e di promuovere, in forma coordinata, la conservazione e la valorizzazione del patrimonio naturale del paese.

2. Ai fini della presente legge costituiscono il patrimonio naturale le formazioni fisiche, geologiche, geomorfologiche e biologiche, o gruppi di esse, che hanno rilevante valore naturalistico e ambientale.

3. I territori nei quali siano presenti i valori di cui al comma 2, specie se vulnerabili, sono sottoposti ad uno speciale regime di tutela e di gestione, allo scopo di perseguire, in particolare, le seguenti finalità:

a) conservazione di specie animali o vegetali, di associazioni vegetali o forestali, di singolarità geologiche, di formazioni paleontologiche, di comunità biologiche, di biotopi, di valori scenici e pano-

ramici, di processi naturali, di equilibri idraulici e idrogeologici, di equilibri ecologici;

b) applicazione di metodi di gestione o di restauro ambientale idonei a realizzare una integrazione tra uomo e ambiente naturale, anche mediante la salvaguardia dei valori antropologici, archeologici, storici e architettonici e delle attività agro-silvo-pastorali e tradizionali;

c) promozione di attività di educazione, di formazione e di ricerca scientifica, anche interdisciplinare, nonché di attività ricreative compatibili;

d) difesa e ricostituzione degli equilibri idraulici e idrogeologici.

4. I territori sottoposti al regime di tutela e di gestione di cui al comma 3 costituiscono le aree naturali protette. In dette aree possono essere promosse la valorizzazione e la sperimentazione di attività produttive compatibili.

5. Nella tutela e nella gestione delle aree naturali protette, lo Stato, le regioni e gli enti locali attuano forme di cooperazione e di intesa ai sensi dell'articolo 81 del decreto del Presidente della Repubblica 24 luglio 1977, n. 616, e dell'articolo 27 della legge 3 giugno 1990, n. 142.

## ART. 2.

*Classificazione  
delle aree naturali protette*

1. I parchi nazionali sono costituiti da aree terrestri, fluviali, lacuali o marine che contengono uno o più ecosistemi intatti o anche parzialmente alterati da interventi antropici, una o più formazioni fisiche, geologiche, geomorfologiche, biologiche, di rilievo internazionale o nazionale per valore naturalistici, scientifici, estetici, culturali, educativi e ricreativi tali da richiedere l'intervento dello Stato ai fini della loro conservazione per le generazioni presenti e future.

2. I parchi naturali regionali sono costituiti da aree terrestri, fluviali, lacuali ed eventualmente da tratti di mare prospicienti la costa, di valore naturalistico e ambientale, che costituiscono, nell'ambito di una o più regioni limitrofe, un sistema omogeneo individuato dagli assetti naturali dei luoghi, dai valori paesaggistici ed artistici e dalle tradizioni culturali delle popolazioni locali.

3. Le riserve naturali sono costituite da aree terrestri, fluviali, lacuali o marine che contengono una o più specie naturalisticamente rilevanti della flora e della fauna, ovvero presentino uno o più ecosistemi importanti per la diversità biologiche o per la conservazione delle risorse genetiche. Le riserve naturali possono essere statali o regionali in base alla rilevanza degli interessi in esse rappresentati.

4. Con riferimento all'ambiente marino, si distinguono le aree protette come definite ai sensi del protocollo di Ginevra relativo alle aree del Mediterraneo particolarmente protette di cui alla legge 5 marzo 1985, n. 127, e quelle definite ai sensi della legge 31 dicembre 1982, n. 979.

5. Il Comitato per le aree naturali protette di cui all'articolo 3 può operare ulteriori classificazioni per le finalità della

presente legge ed allo scopo di rendere efficaci i tipi di protezione previsti dalle convenzioni internazionali ed in particolare dalla convenzione di Ramsar di cui al decreto del Presidente della Repubblica 13 marzo 1976, n. 448.

6. La classificazione delle aree naturali protette di rilievo internazionale e nazionale, qualora rientrino nel territorio delle regioni a statuto speciale e delle province autonome di Trento e di Bolzano, ha luogo d'intesa con le regioni e le province stesse secondo le procedure previste dalle norme di attuazione dei rispettivi statuti d'autonomia e, per la regione Valle d'Aosta, secondo le procedure di cui all'articolo 3 della legge 5 agosto 1981, n. 453.

7. La classificazione e l'istituzione dei parchi nazionali e delle riserve naturali statali sono effettuate, qualora rientrino nel territorio delle regioni a statuto speciale e delle province autonome di Trento e di Bolzano, d'intesa con le stesse.

8. La classificazione e l'istituzione dei parchi e delle riserve naturali di interesse regionale e locale sono effettuate dalle regioni.

9. Ciascuna area naturale protetta ha diritto all'uso esclusivo della propria denominazione.

## ART. 3.

*Comitato per le aree naturali protette  
e Consulta tecnica per le aree naturali protette*

1. È istituito il Comitato per le aree naturali protette, di seguito denominato « Comitato », costituito dai Ministri dell'ambiente, che lo presiede, dell'agricoltura e delle foreste, della marina mercantile, per i beni culturali e ambientali, dei lavori pubblici e dell'università e della ricerca scientifica e tecnologica, o da sottosegretari delegati, e da sei presidenti di regione o provincia autonoma, o assessori delegati, designati, per un triennio, dalla Conferenza permanente per i rapporti tra

lo Stato, le regioni e le province autonome di Trento e di Bolzano. Alle riunioni del Comitato partecipano, con voto consultivo, i presidenti, o gli assessori delegati, delle regioni nel cui territorio ricade l'area protetta, ove non rappresentate. Alla costituzione del Comitato provvede il Ministro dell'ambiente con proprio decreto.

2. Il Comitato identifica, sulla base della Carta della natura di cui al comma 3, le linee fondamentali dell'assetto del territorio con riferimento ai valori naturali ed ambientali, che sono adottate con decreto del Presidente del Consiglio dei ministri, su proposta del Ministro dell'ambiente, previa deliberazione del Comitato.

3. La Carta della natura è predisposta dai servizi tecnici nazionali di cui alla legge 18 maggio 1989, n. 183, in attuazione degli indirizzi del Comitato. Essa integrando, coordinando ed utilizzando i dati disponibili relativi al complesso delle finalità di cui all'articolo 1, comma 1, della presente legge, ivi compresi quelli della Carta della montagna di cui all'articolo 14 della legge 3 dicembre 1971, n. 1102, individua lo stato dell'ambiente naturale in Italia, evidenziando i valori naturali e i profili di vulnerabilità territoriale. La Carta della natura è adottata dal Comitato su proposta del Ministro dell'ambiente. Per l'attuazione del presente comma è autorizzata la spesa di lire 5 miliardi nel 1992, lire 5 miliardi nel 1993 e lire 10 miliardi nel 1994.

4. Il Comitato svolge, in particolare, i seguenti compiti:

a) integra la classificazione delle aree protette, sentita la Consulta di cui al comma 7;

b) adotta il programma per le aree naturali protette di rilievo internazionale e nazionale di cui all'articolo 4, sentita la Consulta di cui al comma 7 del presente articolo, nonché le relative direttive per l'attuazione e le modifiche che si rendano necessarie;

c) approva l'elenco ufficiale delle aree naturali protette.

5. Il Ministro dell'ambiente convoca il Comitato almeno due volte l'anno, provvede all'attuazione delle deliberazioni adottate e riferisce sulla loro esecuzione.

6. Ove sull'argomento in discussione presso il Comitato non si raggiunga la maggioranza, il Ministro dell'ambiente rimette la questione al Consiglio dei ministri, che decide in merito.

7. È istituita la Consulta tecnica per le aree naturali protette, di seguito denominata « Consulta », costituita da nove esperti particolarmente qualificati per l'attività e per gli studi realizzati in materia di conservazione della natura, nominati, per un quinquennio, dal Ministro dell'ambiente, di cui tre scelti in una rosa di nomi presentata dalle associazioni di protezione ambientale presenti nel Consiglio nazionale per l'ambiente, tre scelti, ciascuno, sulla base di rose di nomi rispettivamente presentate dall'Accademia nazionale dei Lincei, dalla Società botanica italiana e dall'Unione zoologica italiana, uno designato dal Consiglio nazionale delle ricerche e due scelti in una rosa di nomi proposta dai presidenti dei parchi nazionali e regionali. Per l'attuazione del presente comma è autorizzata una spesa annua fino a lire 600 milioni a partire dall'anno 1991.

8. La Consulta esprime pareri per i profili tecnico-scientifici in materia di aree naturali protette, di sua iniziativa o su richiesta del Comitato o del Ministro dell'ambiente.

9. Le funzioni di istruttoria e di segreteria del Comitato e della Consulta sono svolte, nell'ambito del servizio conservazione della natura del Ministero dell'ambiente, da una segreteria tecnica composta da un contingente di personale stabilito, entro il limite complessivo di cinquanta unità, con decreto del Ministro dell'ambiente di concerto con il Ministro del tesoro e con il Ministro per gli affari regionali. Il predetto contingente è com-

posto mediante apposito comando di dipendenti dei Ministeri presenti nel Comitato, delle regioni e delle province autonome di Trento e di Bolzano, nonché di personale di enti pubblici anche economici, ai quali è corrisposta una indennità stabilita con decreto del Ministro dell'ambiente di concerto con il Ministro del tesoro. Fanno parte del contingente non più di venti esperti di elevata qualificazione, assunti con contratto a termine di durata non superiore al biennio e rinnovabile per eguale periodo, scelti con le modalità di cui agli articoli 3 e 4 del decreto-legge 24 luglio 1973, n. 428, convertito dalla legge 4 agosto 1973, n. 497. Con proprio decreto il Ministro dell'ambiente, sentiti i Ministri che fanno parte del Comitato, disciplina l'organizzazione della segreteria tecnica. Per l'attuazione del presente comma è autorizzata una spesa annua fino a lire 3,4 miliardi a partire dall'anno 1991.

## ART. 4.

*Programma triennale  
per le aree naturali protette*

1. Il programma triennale per le aree naturali protette, di seguito denominato « programma », sulla base delle linee fondamentali di cui all'articolo 3, comma 2, dei dati della Carta della natura e delle disponibilità finanziarie previste dalla legge dello Stato:

a) specifica i territori che formano oggetto del sistema delle aree naturali protette di interesse internazionale, nazionale e regionale quali individuate nelle vigenti disposizioni di legge, statali e regionali, operando la necessaria delimitazione dei confini;

b) indica il termine per l'istituzione di nuove aree naturali protette o per l'ampliamento e la modifica di quelle esistenti, individuando la delimitazione di massima delle aree stesse;

c) definisce il riparto delle disponibilità finanziarie per ciascuna area e per ciascun esercizio finanziario, ivi compresi i contributi in conto capitale per l'esercizio di attività agricole compatibili, condotte con sistemi innovativi ovvero con recupero di sistemi tradizionali, funzionali alla protezione ambientale, per il recupero e il restauro delle aree di valore naturalistico degradate, per il restauro e l'informazione ambientale;

d) prevede contributi in conto capitale per le attività nelle aree naturali protette istituite dalle regioni con proprie risorse, nonché per progetti delle regioni relativi all'istituzione di dette aree;

e) determina i criteri e gli indirizzi ai quali debbono uniformarsi lo Stato, le regioni e gli organismi di gestione delle aree protette nell'attuazione del programma per quanto di loro competenza, ivi compresi i compiti relativi alla informazione ed alla educazione ambientale delle popolazioni interessate, sulla base dell'esigenza di unitarietà delle aree da proteggere.

2. Il programma è redatto anche sulla base delle indicazioni di cui all'articolo 1 della legge 31 dicembre 1982, n. 979.

3. Il programma fissa inoltre criteri di massima per la creazione o l'ampliamento di altre aree naturali protette di interesse locale e di aree verdi urbane e suburbane, prevedendo contributi a carico dello Stato per la loro istituzione o per il loro ampliamento a valere sulle disponibilità esistenti.

4. La realizzazione delle previsioni del programma di cui al comma 3, avviene a mezzo di intese, eventualmente promosse dal Ministro dell'ambiente, tra regioni ed enti locali, sulla base di specifici metodi e criteri indicati nel programma triennale dell'azione pubblica per la tutela dell'ambiente di cui alla legge 28 agosto 1989, n. 305. L'osservanza dei predetti criteri è condizione per la concessione di finanziamenti ai sensi della presente legge.

5. Proposte relative al programma possono essere presentate al Comitato da ciascun componente del Comitato stesso, dagli altri Ministri, da regioni non facenti parte del Comitato e dagli enti locali, ivi comprese le comunità montane. Le proposte per l'istituzione di nuove aree naturali protette o per l'ampliamento di aree naturali protette esistenti possono essere altresì presentate al Comitato, tramite il Ministro dell'ambiente, dalle associazioni di protezione ambientale individuate ai sensi dell'articolo 13 della legge 8 luglio 1986, n. 349, ovvero da cinquemila cittadini iscritti nelle liste elettorali.

6. Entro sei mesi dalla data di entrata in vigore della presente legge, il Ministro dell'ambiente presenta la proposta di programma al Comitato il quale delibera entro i successivi sei mesi. Il programma è pubblicato sulla *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana. Il programma ha durata triennale ed è aggiornato annualmente con la stessa procedura. In sede di attuazione del primo programma triennale, il programma stesso finalizza non meno di metà delle risorse di cui al comma 9 ai parchi e riserve regionali esistenti, a quelli da istituire e a quelli da ampliare. Esso ripartisce le altre risorse disponibili per le finalità compatibili con la presente legge ed in particolare con quelle degli articoli 7, 12, 14 e 15, ed è predisposto sulla base degli elementi conoscitivi e tecnico-scientifici esistenti presso i servizi tecnici nazionali e le amministrazioni statali e regionali.

7. Qualora il programma non venga adottato dal Comitato nel termine previsto dal comma 6, si provvede con decreto del Presidente del Consiglio dei ministri, previa deliberazione del Consiglio dei ministri, su proposta del Ministro dell'ambiente.

8. In vista della formulazione del programma è autorizzata la spesa da parte del Ministero dell'ambiente di lire 22,9 miliardi per il 1991 e lire 12 miliardi per il 1992 per l'avvio delle attività connesse alla predisposizione della Carta della na-

tura nonché per attività di informazione ed educazione ambientale.

9. Per l'attuazione del programma ed in particolare per la redazione del piano per il parco di cui all'articolo 12, per le iniziative per la promozione economica e sociale di cui all'articolo 14, per acquisti, espropriazioni e indennizzi di cui all'articolo 15, nonché per interventi connessi a misure provvisorie di salvaguardia e primi interventi di riqualificazione ed interventi urgenti per la valorizzazione e fruibilità delle aree, è autorizzata la spesa di lire 110 miliardi per il 1992, lire 110 miliardi per il 1993 e lire 92 miliardi per il 1994.

## ART. 5.

*Attuazione del programma;  
poteri sostitutivi*

1. Il Ministro dell'ambiente vigila sull'attuazione del programma e propone al Comitato le variazioni ritenute necessarie. In caso di ritardi nell'attuazione del programma tali da pregiudicarne gravemente le finalità, il Ministro dell'ambiente, sentita la Consulta, indica gli adempimenti e le misure necessarie e fissa un termine per la loro adozione decorso il quale, previo parere del Comitato, rimette la questione al Consiglio dei ministri che provvede in via sostitutiva anche attraverso la nomina di commissari *ad acta*.

2. Il Ministro dell'ambiente provvede a tenere aggiornato l'elenco ufficiale delle aree protette e rilascia le relative certificazioni. A tal fine le regioni e gli altri soggetti pubblici o privati che attuano forme di protezione naturalistica di aree sono tenuti ad informare il Ministro dell'ambiente secondo le modalità indicate dal Comitato.

3. L'iscrizione nell'elenco ufficiale delle aree protette è condizione per l'assegnazione di contributi a carico dello Stato.

## ART. 6.

*Misure di salvaguardia*

1. In caso di necessità ed urgenza il Ministro dell'ambiente e le regioni, secondo le rispettive competenze, possono individuare aree da proteggere ai sensi della presente legge ed adottare su di esse misure di salvaguardia. Per quanto concerne le aree protette marine detti poteri sono esercitati dal Ministro dell'ambiente di concerto con il Ministro della marina mercantile. Nei casi previsti dal presente comma la proposta d'istituzione dell'area protetta e le relative misure di salvaguardia devono essere esaminate dal Comitato nella prima seduta successiva alla pubblicazione del provvedimento di individuazione dell'area stessa. Resta fermo quanto previsto dall'articolo 5 della legge 8 luglio 1986, n. 349, in materia di individuazione di zone di importanza naturalistica nazionale ed internazionale, nonché dall'articolo 7 della legge 3 marzo 1987, n. 59.

2. Dalla pubblicazione del programma fino all'istituzione delle singole aree protette operano direttamente le misure di salvaguardia di cui al comma 3 nonché le altre specifiche misure eventualmente individuate nel programma stesso e si applicano le misure di incentivazione di cui all'articolo 7.

3. Sono vietati fuori dei centri edificati di cui all'articolo 18 della legge 22 ottobre 1971, n. 865, e, per gravi motivi di salvaguardia ambientale, con provvedimento motivato, anche nei centri edificati, l'esecuzione di nuove costruzioni e la trasformazione di quelle esistenti, qualsiasi mutamento dell'utilizzazione dei terreni con destinazione diversa da quella agricola e quant'altro possa incidere sulla morfologia del territorio, sugli equilibri ecologici, idraulici ed idrogeotermici e sulle finalità istitutive dell'area protetta. In caso di necessità ed urgenza, il Ministro dell'ambiente, con provvedimento

motivato, sentita la Consulta, può consentire deroghe alle misure di salvaguardia in questione, prescrivendo le modalità di attuazione di lavori ed opere idonei a salvaguardare l'integrità dei luoghi e dell'ambiente naturale. Resta ferma la possibilità di realizzare interventi di manutenzione ordinaria e straordinaria di cui alle lettere a) e b) del primo comma dell'articolo 31 della legge 5 agosto 1978, n. 457, dandone comunicazione al Ministro dell'ambiente e alla regione interessata.

4. Dall'istituzione della singola area protetta sino all'approvazione del relativo regolamento operano i divieti e le procedure per eventuali deroghe di cui all'articolo 11.

5. Per le aree protette marine le misure di salvaguardia sono adottate ai sensi dell'articolo 7 della legge 3 marzo 1987, n. 59.

6. L'inosservanza delle disposizioni di cui ai commi 1, 2 e 3 comporta la riduzione in pristino dei luoghi e la eventuale ricostituzione delle specie vegetali ed animali danneggiate a spese dell'inauspiciente. Sono solidalmente responsabili per le spese il committente, il titolare dell'impresa e il direttore dei lavori in caso di costruzione e trasformazione di opere. Accertata l'inosservanza, il Ministro dell'ambiente o l'autorità di gestione ingiunge al trasgressore l'ordine di riduzione in pristino e, ove questi non provveda entro il termine assegnato, che non può essere inferiore a trenta giorni, dispone l'esecuzione in danno degli inadempianti secondo la procedura di cui ai commi secondo, terzo e quarto dell'articolo 27 della legge 28 febbraio 1985, n. 47, ovvero avvalendosi del Corpo forestale dello Stato o del nucleo operativo ecologico di cui al comma 4 dell'articolo 8 della legge 8 luglio 1986, n. 349. La nota relativa alle spese è resa esecutiva dal Ministro dell'ambiente ed è riscossa ai sensi del testo unico delle disposizioni di legge relative alla riscossione delle entrate patrimoniali dello Stato, approvato con regio decreto 14 aprile 1910, n. 639.

## ART. 7.

*Misure di incentivazione*

1. Ai comuni ed alle province il cui territorio è compreso, in tutto o in parte, entro i confini di un parco nazionale, e a quelli il cui territorio è compreso, in tutto o in parte, entro i confini di un parco naturale regionale è, nell'ordine, attribuita priorità nella concessione di finanziamenti statali e regionali richiesti per la realizzazione, sul territorio compreso entro i confini del parco stesso, dei seguenti interventi, impianti ed opere previsti nel piano per il parco di cui, rispettivamente, agli articoli 12 e 25:

a) restauro dei centri storici ed edifici di particolare valore storico e culturale;

b) recupero dei nuclei abitati rurali;

c) opere igieniche ed idropotabili e di risanamento dell'acqua, dell'aria e del suolo;

d) opere di conservazione e di restauro ambientale del territorio, ivi comprese le attività agricole e forestali;

e) attività culturali nei campi di interesse del parco;

f) agriturismo;

g) attività sportive compatibili;

h) strutture per la utilizzazione di fonti energetiche a basso impatto ambientale quali il metano e altri gas combustibili nonché interventi volti a favorire l'uso di energie rinnovabili.

2. Il medesimo ordine di priorità di cui al comma 1 è attribuito ai privati, singoli od associati, che intendano realizzare iniziative produttive o di servizio compatibili con le finalità istitutive del parco nazionale o naturale regionale.

## TITOLO II

AREE NATURALI PROTETTE  
NAZIONALI

## ART. 8.

*Istituzione delle  
aree naturali protette nazionali*

1. I parchi nazionali individuati e delimitati secondo le modalità di cui all'articolo 4 sono istituiti e delimitati in via definitiva con decreto del Presidente della Repubblica, su proposta del Ministro dell'ambiente, sentita la regione.

2. Le riserve naturali statali, individuate secondo le modalità di cui all'articolo 4, sono istituite con decreto del Ministro dell'ambiente, sentita la regione.

3. Qualora il parco o la riserva interessi il territorio di una regione a statuto speciale o provincia autonoma si procede di intesa.

4. Qualora il parco o la riserva interessi il territorio di più regioni, ivi comprese quelle a statuto speciale o province autonome, è comunque garantita una configurazione ed una gestione unitaria.

5. Con il provvedimento che istituisce il parco o la riserva naturale possono essere integrate, sino alla entrata in vigore della disciplina di ciascuna area protetta, le misure di salvaguardia introdotte ai sensi dell'articolo 6.

6. Salvo quanto previsto dall'articolo 34, commi 1 e 2, e dall'articolo 35, commi 1, 3, 4 e 5, alla istituzione di enti parco si provvede sulla base di apposito provvedimento legislativo.

7. Le aree protette marine sono istituite in base alle disposizioni di cui all'articolo 18.

## ART. 9.

*Ente parco*

1. L'Ente parco ha personalità di diritto pubblico, sede legale e amministrativa nel territorio del parco ed è sottopo-

sto alla vigilanza del Ministro dell'ambiente.

2. Sono organi dell'Ente:

- a) il Presidente;
- b) il Consiglio direttivo;
- c) la Giunta esecutiva;
- d) il Collegio dei revisori dei conti;
- e) la Comunità del parco.

3. Il Presidente è nominato con decreto del Ministro dell'ambiente, d'intesa con i presidenti delle regioni o delle province autonome di Trento e di Bolzano nel cui territorio ricada in tutto o in parte il parco nazionale. Il Presidente ha la legale rappresentanza dell'Ente parco, ne coordina l'attività, esplica le funzioni che gli sono delegate dal Consiglio direttivo, adotta i provvedimenti urgenti ed indifferibili che sottopone alla ratifica del Consiglio direttivo nella seduta successiva.

4. Il Consiglio direttivo è formato dal Presidente e da dodici componenti, nominati con decreto del Ministro dell'ambiente, sentite le regioni interessate, scelti tra persone particolarmente qualificate per le attività in materia di conservazione della natura o tra i rappresentanti della Comunità del parco di cui all'articolo 10, secondo le seguenti modalità:

- a) cinque, su designazione della Comunità del parco, con voto limitato;
- b) due, su designazione delle associazioni di protezione ambientale individuate ai sensi dell'articolo 13 della legge 8 luglio 1986, n. 349, scelti tra esperti in materia naturalistico-ambientale;

c) due, su designazione dell'Accademia nazionale dei Lincei, della Società botanica italiana, dell'Unione zoologica italiana, del Consiglio nazionale delle ricerche e delle Università degli studi con sede nelle province nei cui territori ricade il parco; in caso di designazione di un numero superiore a due la scelta tra i soggetti indicati è effettuata dal Ministro dell'ambiente;

d) uno, su designazione del Ministro dell'agricoltura e delle foreste;

e) due, su designazione del Ministro dell'ambiente.

5. Le designazioni sono effettuate entro quarantacinque giorni dalla richiesta del Ministro dell'ambiente.

6. Il Consiglio direttivo elegge al proprio interno un vice presidente ed eventualmente una giunta esecutiva formata da cinque componenti, compreso il Presidente, secondo le modalità e con le funzioni stabilite nello statuto dell'Ente parco.

7. Il Consiglio direttivo è legittimamente insediato quando sia nominata la maggioranza dei suoi componenti.

8. Il Consiglio direttivo delibera in merito a tutte le questioni generali ed in particolare sui bilanci, che sono approvati dal Ministro dell'ambiente di concerto con il Ministro del tesoro, sui regolamenti e sulla proposta di piano per il parco di cui all'articolo 12, esprime parere vincolante sul piano pluriennale economico e sociale di cui all'articolo 14, elabora lo statuto dell'Ente parco, che è adottato con decreto del Ministro dell'ambiente, d'intesa con la regione.

9. Lo statuto dell'Ente definisce in ogni caso l'organizzazione interna, le modalità di partecipazione popolare, le forme di pubblicità degli atti.

10. Il Collegio dei revisori dei conti esercita il riscontro contabile sugli atti dell'Ente parco secondo le norme di contabilità dello Stato e sulla base dei regolamenti di contabilità dell'Ente parco, approvati dal Ministro del tesoro di concerto con il Ministro dell'ambiente. Il Collegio dei revisori dei conti è nominato con decreto del Ministro del tesoro ed è formato da tre componenti scelti tra funzionari della Ragioneria generale dello Stato ovvero tra iscritti nel ruolo dei revisori ufficiali dei conti. Essi sono designati: due dal Ministro del tesoro, di cui uno in qualità di Presidente del Collegio; uno dalla regione o, d'intesa, dalle regioni interessate.

11. Il Direttore del parco è nominato dal Ministro dell'ambiente previo concorso pubblico per titoli ed esami di dirigente superiore del ruolo speciale di « Direttore di parco » istituito presso il Ministero dell'ambiente con decreto del Presidente del Consiglio dei ministri da emanarsi entro tre mesi dalla data di entrata in vigore della presente legge, ovvero con contratto di diritto privato stipulato per non più di cinque anni con soggetti iscritti in un elenco di idonei all'esercizio dell'attività di direttore di parco, istituito e disciplinato con decreto del Ministro dell'ambiente. In sede di prima applicazione della presente legge, e comunque per non oltre due anni, il predetto contratto di diritto privato può essere stipulato con soggetti particolarmente esperti in materia naturalistico-ambientale, anche se non iscritti nell'elenco.

12. Gli organi dell'Ente parco durano in carica cinque anni ed i membri possono essere confermati una sola volta.

13. Agli Enti parco si applicano le disposizioni di cui alla legge 20 marzo 1975, n. 70; essi si intendono inseriti nella tabella IV allegata alla medesima legge.

14. La pianta organica di ogni Ente parco è commisurata alle risorse finalizzate alle spese per il personale ad esso assegnate. Per le finalità di cui alla presente legge è consentito l'impiego di personale tecnico e di manodopera con contratti a tempo determinato ed indeterminato ai sensi dei contratti collettivi di lavoro vigenti per il settore agricolo-forestale.

15. Il Consiglio direttivo può nominare appositi comitati di consulenza o avvalersi di consulenti per problemi specifici nei settori di attività dell'Ente parco.

#### ART. 10.

##### Comunità del parco

1. La Comunità del parco è costituita dai presidenti delle regioni e delle province, dai sindaci dei comuni e dai presi-

denti delle comunità montane nei cui territori sono ricomprese le aree del parco.

2. La Comunità del parco è organo consultivo e propositivo dell'Ente parco. In particolare, il suo parere è obbligatorio:

a) sul regolamento del parco di cui all'articolo 11;

b) sul piano per il parco di cui all'articolo 12;

c) su altre questioni, a richiesta di un terzo dei componenti del Consiglio direttivo;

d) sul bilancio e sul conto consuntivo.

3. La Comunità del parco delibera, previo parere vincolante del Consiglio direttivo, il piano pluriennale economico e sociale di cui all'articolo 14 e vigila sulla sua attuazione; adotta altresì il proprio regolamento.

4. La Comunità del parco elegge al suo interno un Presidente e un Vice Presidente. È convocata dal Presidente almeno due volte l'anno e quando venga richiesto dal Presidente dell'Ente parco o da un terzo dei suoi componenti.

#### ART. 11.

##### Regolamento del parco

1. Il regolamento del parco disciplina l'esercizio delle attività consentite entro il territorio del parco ed è adottato dall'Ente parco, anche contestualmente all'approvazione del piano per il parco di cui all'articolo 12 e comunque non oltre sei mesi dall'approvazione del medesimo.

2. Allo scopo di garantire il perseguimento delle finalità di cui all'articolo 1 e il rispetto delle caratteristiche proprie di ogni parco, il regolamento del parco disciplina in particolare:

a) la tipologia e le modalità di costruzione di opere e manufatti;



b) lo svolgimento delle attività artigianali, commerciali, di servizio e agro-silvo-pastorali;

c) il soggiorno e la circolazione del pubblico con qualsiasi mezzo di trasporto;

d) lo svolgimento di attività sportive, ricreative ed educative;

e) lo svolgimento di attività di ricerca scientifica e biosanitaria;

f) i limiti alle emissioni sonore, luminose o di altro genere, nell'ambito della legislazione in materia;

g) lo svolgimento delle attività da affidare a interventi di occupazione giovanile, di volontariato, con particolare riferimento alle comunità terapeutiche, e al servizio civile alternativo;

h) l'accessibilità nel territorio del parco attraverso percorsi e strutture idonee per disabili, portatori di handicap e anziani.

3. Salvo quanto previsto dal comma 5, nei parchi sono vietate le attività e le opere che possono compromettere la salvaguardia del paesaggio e degli ambienti naturali tutelati con particolare riguardo alla flora e alla fauna protette e ai rispettivi habitat. In particolare sono vietati:

a) la cattura, l'uccisione, il danneggiamento, il disturbo delle specie animali; la raccolta e il danneggiamento delle specie vegetali, salvo nei territori in cui sono consentite le attività agro-silvo-pastorali, nonché l'introduzione di specie estranee, vegetali o animali, che possano alterare l'equilibrio naturale;

b) l'apertura e l'esercizio di cave, di miniere e di discariche, nonché l'asportazione di minerali;

c) la modificazione del regime delle acque;

d) lo svolgimento di attività pubbliche al di fuori dei centri urbani, non autorizzate dall'Ente parco;

e) l'introduzione e l'impiego di qualsiasi mezzo di distruzione o di alterazione dei cicli biogeochimici;

f) l'introduzione, da parte di privati, di armi, esplosivi e qualsiasi mezzo distruttivo o di cattura, se non autorizzati;

g) l'uso di fuochi all'aperto;

h) il sorvolo di velivoli non autorizzato, salvo quanto definito dalle leggi sulla disciplina del volo.

4. Il regolamento del parco stabilisce altresì le eventuali deroghe ai divieti di cui al comma 3. Per quanto riguarda la lettera a) del medesimo comma 3, esso prevede eventuali prelievi faunistici ed eventuali abbattimenti selettivi, necessari per ricomporre squilibri ecologici accertati dall'Ente parco. Prelievi e abbattimenti devono avvenire per iniziativa e sotto la diretta responsabilità e sorveglianza dell'Ente parco ed essere attuati dal personale dell'Ente parco o da persone all'uopo espressamente autorizzate dall'Ente parco stesso.

5. Restano salvi i diritti reali e gli usi civici delle collettività locali, che sono esercitati secondo le consuetudini locali. Eventuali diritti esclusivi di caccia delle collettività locali o altri usi civici di prelievi faunistici sono liquidati dal competente commissario per la liquidazione degli usi civici ad istanza dell'Ente parco.

6. Il regolamento del parco è approvato dal Ministro dell'ambiente, sentita la Consulta e previo parere degli enti locali interessati, da esprimersi entro quaranta giorni dalla richiesta, e comunque d'intesa con le regioni e le province autonome interessate; il regolamento acquista efficacia novanta giorni dopo la sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana. Entro tale termine i comuni sono tenuti ad adeguare alle sue previsioni i propri regolamenti. Decorso inutilmente il predetto termine le disposizioni del regolamento del parco prevalgono su quelle del comune, che è tenuto alla loro applicazione.

## ART. 12.

## Piano per il parco

1. La tutela dei valori naturali ed ambientali affidata all'Ente parco è perseguita attraverso lo strumento del piano per il parco, di seguito denominato « piano », che deve, in particolare, disciplinare i seguenti contenuti:

a) organizzazione generale del territorio e sua articolazione in aree o parti caratterizzate da forme differenziate di uso, godimento e tutela;

b) vincoli, destinazioni di uso pubblico o privato e norme di attuazione relative con riferimento alle varie aree o parti del piano;

c) sistemi di accessibilità veicolare e pedonale con particolare riguardo ai percorsi, accessi e strutture riservati ai disabili, ai portatori di handicap e agli anziani;

d) sistemi di attrezzature e servizi per la gestione e la funzione sociale del parco, musei, centri di visite, uffici informativi, aree di campeggio, attività agroturistiche;

e) indirizzi e criteri per gli interventi sulla flora, sulla fauna e sull'ambiente naturale in genere.

2. Il piano suddivide il territorio in base al diverso grado di protezione, prevedendo:

a) riserve integrali nelle quali l'ambiente naturale è conservato nella sua integrità;

b) riserve generali orientate, nelle quali è vietato costruire nuove opere edilizie, ampliare le costruzioni esistenti, eseguire opere di trasformazione del territorio. Possono essere tuttavia consentite le utilizzazioni produttive tradizionali, la realizzazione delle infrastrutture strettamente necessarie, nonché interventi di gestione delle risorse naturali a cura dell'Ente parco. Sono altresì ammesse opere

di manutenzione delle opere esistenti, ai sensi delle lettere a) e b) del primo comma dell'articolo 31 della legge 5 agosto 1978, n. 457;

c) aree di protezione nelle quali, in armonia con le finalità istitutive ed in conformità ai criteri generali fissati dall'Ente parco, possono continuare, secondo gli usi tradizionali ovvero secondo metodi di agricoltura biologica, le attività agro-silvo-pastorali nonché di pesca e raccolta di prodotti naturali, ed è incoraggiata anche la produzione artigianale di qualità. Sono ammessi gli interventi autorizzati ai sensi delle lettere a), b) e c) del primo comma dell'articolo 31 della citata legge n. 457 del 1978, salvo l'osservanza delle norme di piano sulle destinazioni d'uso;

d) aree di promozione economica e sociale facenti parte del medesimo ecosistema, più estesamente modificate dai processi di antropizzazione, nelle quali sono consentite attività compatibili con le finalità istitutive del parco e finalizzate al miglioramento della vita socio-culturale delle collettività locali e al miglioramento del parco da parte dei visitatori.

3. Il piano è predisposto dall'Ente parco entro sei mesi dalla sua istituzione in base ai criteri ed alle finalità di cui all'a presente legge ed è adottato dalla regione entro i successivi quattro mesi, sentiti gli enti locali.

4. Il piano adottato è depositato per quaranta giorni presso le sedi dei comuni, delle comunità montane e delle regioni interessate; chiunque può prenderne visione ed estrarne copia. Entro i successivi quaranta giorni chiunque può presentare osservazioni scritte, sulle quali l'Ente parco esprime il proprio parere entro trenta giorni. Entro centoventi giorni dal ricevimento di tale parere la regione si pronuncia sulle osservazioni presentate e, d'intesa con l'Ente parco per quanto concerne le aree di cui alle lettere a), b) e c) del comma 2 e d'intesa, oltre che con l'Ente parco, anche con i comuni interessati per quanto concerne le aree di cui

alla lettera d) del medesimo comma 2, emana il provvedimento d'approvazione. Qualora il piano non venga approvato entro ventiquattro mesi dalla istituzione dell'Ente parco, alla regione si sostituisce un comitato misto costituito da rappresentanti del Ministero dell'ambiente e da rappresentanti delle regioni e province autonome, il quale esperisce i tentativi necessari per il raggiungimento di dette intese; qualora le intese in questione non vengano raggiunte entro i successivi quattro mesi, il Ministro dell'ambiente rimette la questione al Consiglio dei ministri che decide in via definitiva.

5. In caso di inosservanza dei termini di cui al comma 3, si sostituisce all'amministrazione inadempiente il Ministro dell'ambiente, che provvede nei medesimi termini con un commissario *ad acta*.

6. Il piano è modificato con la stessa procedura necessaria alla sua approvazione ed è aggiornato con identica modalità almeno ogni dieci anni.

7. Il piano ha effetto di dichiarazione di pubblico generale interesse e di urgenza e di indifferibilità per gli interventi in esso previsti e sostituisce ad ogni livello i piani paesistici, i piani territoriali o urbanistici e ogni altro strumento di pianificazione.

8. Il piano è pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana e nel Bollettino ufficiale della regione ed è immediatamente vincolante nei confronti delle amministrazioni e dei privati.

#### ART. 13.

##### *Nulla osta*

1. Il rilascio di concessioni o autorizzazioni relative ad interventi, impianti ed opere all'interno del parco è sottoposto al preventivo nulla osta dell'Ente parco. Il nulla osta verifica la conformità tra le disposizioni del piano e del regolamento e l'intervento ed è reso entro sessanta giorni dalla richiesta. Decorso inutilmente tale termine il nulla osta si intende rilasciato. Il diniego, che è immediatamente

impugnabile, è affisso contemporaneamente all'albo del comune interessato e all'albo dell'Ente parco e l'affissione ha la durata di sette giorni. L'Ente parco dà notizia per estratto, con le medesime modalità, dei nulla osta rilasciati e di quelli determinatisi per decorrenza del termine.

2. Avverso il rilascio del nulla osta è ammesso ricorso giurisdizionale anche da parte delle associazioni di protezione ambientale individuate ai sensi della legge 8 luglio 1986, n. 349.

3. L'esame delle richieste di nulla osta può essere affidato con deliberazione del Consiglio direttivo ad un apposito comitato la cui composizione e la cui attività sono disciplinate dal regolamento del parco.

4. Il Presidente del parco, entro sessanta giorni dalla richiesta, con comunicazione scritta al richiedente, può rinviare, per una sola volta, di ulteriori trenta giorni i termini di espressione del nulla osta.

#### ART. 14.

##### *Iniziativa per la promozione economica e sociale*

1. Nel rispetto delle finalità del parco, dei vincoli stabiliti dal piano e dal regolamento del parco, la Comunità del parco promuove le iniziative atte a favorire lo sviluppo economico e sociale delle collettività eventualmente residenti all'interno del parco e nei territori adiacenti.

2. A tal fine la Comunità del parco, entro un anno dalla sua costituzione, elabora un piano pluriennale economico e sociale per la promozione delle attività compatibili, individuando i soggetti chiamati alla realizzazione degli interventi previsti eventualmente anche attraverso accordi di programma. Tale piano è sottoposto al parere vincolante del Consiglio direttivo ed è approvato dalla regione o, d'intesa, dalle regioni interessate. In caso di contrasto tra Comunità del parco, altri organi dell'Ente parco e regioni, la questione è rimessa ad una conferenza pre-

sieduta dal Ministro dell'ambiente il quale, perdurando i contrasti, rimette la decisione definitiva al Consiglio dei ministri.

3. Il piano di cui al comma 2 può prevedere in particolare: la concessione di sovvenzioni a privati ed enti locali; la predisposizione di attrezzature, impianti di depurazione e per il risparmio energetico, servizi ed impianti di carattere turistico-naturalistico da gestire in proprio o da concedere in gestione a terzi sulla base di atti di concessione alla stregua di specifiche convenzioni; l'agevolazione o la promozione, anche in forma cooperativa, di attività tradizionali artigianali, agrosilvo-pastorali, culturali, servizi sociali e biblioteche, restauro, anche di beni naturali, e ogni altra iniziativa atta a favorire, nel rispetto delle esigenze di conservazione del parco, lo sviluppo del turismo e delle attività locali connesse. Una quota parte di tali attività deve consistere in interventi diretti a favorire l'occupazione giovanile ed il volontariato, nonché l'accessibilità e la fruizione, in particolare per i portatori di *handicap*.

4. Per le finalità di cui al comma 3, l'Ente parco può concedere a mezzo di specifiche convenzioni l'uso del proprio nome e del proprio emblema a servizi e prodotti locali che presentino requisiti di qualità e che soddisfino le finalità del parco.

5. L'Ente parco organizza, d'intesa con la regione o le regioni interessate, speciali corsi di formazione al termine dei quali rilascia il titolo ufficiale ed esclusivo di guida del parco.

6. Il piano di cui al comma 2 ha durata quadriennale e può essere aggiornato annualmente con la stessa procedura della sua formazione.

#### ART. 15.

##### *Acquisti, espropriazioni ed indennizzi*

1. L'Ente parco, nel quadro del programma di cui al comma 7, può prendere in locazione immobili compresi nel parco

o acquisirli, anche mediante espropriazione o esercizio del diritto di prelazione di cui al comma 5, secondo le norme generali vigenti.

2. I vincoli derivanti dal piano alle attività agrosilvo-pastorali possono essere indennizzati sulla base di principi equitativi. I vincoli, temporanei o parziali, relativi ad attività già ritenute compatibili, possono dar luogo a compensi ed indennizzi, che tengano conto dei vantaggi e degli svantaggi derivanti dall'attività del parco. Con decreto da emanare entro dodici mesi dalla data di entrata in vigore della presente legge il Ministro dell'ambiente provvede alle disposizioni di attuazione del presente comma.

3. L'Ente parco è tenuto a indennizzare i danni provocati dalla fauna selvatica del parco.

4. Il regolamento del parco stabilisce le modalità per la liquidazione e la corrispondenza degli indennizzi, da corrispondersi entro novanta giorni dal verificarsi del documento.

5. L'Ente parco ha diritto di prelazione sul trasferimento a titolo oneroso della proprietà e di diritti reali sui terreni situati all'interno delle riserve e delle aree di cui all'articolo 12, comma 2, lettere a) e b), salva la precedenza a favore di soggetti privati di cui al primo comma dell'articolo 8 della legge 26 maggio 1965, n. 590, e successive modificazioni e integrazioni.

6. L'Ente parco deve esercitare la prelazione entro tre mesi dalla notifica della proposta di alienazione. La proposta deve contenere la descrizione catastale dei beni, la data della trasmissione del possesso, l'indicazione del prezzo e delle sue modalità di pagamento. Qualora il dante causa non provveda a tale notificazione o il prezzo notificato sia superiore a quello di cessione, l'Ente parco può, entro un anno dalla trascrizione dell'atto di compravendita, esercitare il diritto di riscatto nei confronti dell'acquirente e di ogni altro successivo avente causa a qualsiasi titolo.

7. L'Ente parco provvede ad istituire nel proprio bilancio un apposito capitolo,

con dotazione adeguata al prevedibile fabbisogno, per il pagamento di indennizzi e risarcimenti, formulando un apposito programma, con opportune priorità.

#### ART. 16.

##### *Entrate dell'Ente parco ed agevolazioni fiscali*

1. Costituiscono entrate dell'Ente parco da destinare al conseguimento dei fini istitutivi:

- a) i contributi ordinari e straordinari dello Stato;
- b) i contributi delle regioni e degli enti pubblici;
- c) i contributi ed i finanziamenti a specifici progetti;
- d) i lasciti, le donazioni e le erogazioni liberali in denaro di cui all'articolo 3 della legge 2 agosto 1982, n. 512, e successive modificazioni e integrazioni;
- e) gli eventuali redditi patrimoniali;
- f) i canoni delle concessioni previste dalla legge, i proventi dei diritti d'ingresso e di privativa e le altre entrate derivanti dai servizi resi;
- g) i proventi delle attività commerciali e promozionali;
- h) i proventi delle sanzioni derivanti da inosservanza delle norme regolamentari;
- i) ogni altro provento acquisito in relazione all'attività dell'Ente parco.

2. Le attività di cessione di materiale divulgativo, educativo e propagandistico di prodotti ecologici, nonché le prestazioni di servizi esercitate direttamente dall'Ente parco, non sono sottoposte alla normativa per la disciplina del commercio.

3. Le cessioni e le prestazioni di cui al comma 2 sono soggette alla disciplina dell'imposta sul valore aggiunto. La registrazione dei corrispettivi si effettua in

base all'articolo 24 del decreto del Presidente della Repubblica 26 ottobre 1972, n. 633, come sostituito dall'articolo 1 del decreto del Presidente della Repubblica 29 gennaio 1979, n. 24, senza l'obbligo dell'uso dei registratori di cassa.

4. L'Ente parco ha l'obbligo di pareggio del bilancio.

#### ART. 17.

##### *Riserve naturali statali*

1. Il decreto istitutivo delle riserve naturali statali, di cui all'articolo 8, comma 2, oltre a determinare i confini della riserva ed il relativo organismo di gestione, ne precisa le caratteristiche principali, le finalità istitutive ed i vincoli principali, stabilendo altresì indicazioni e criteri specifici cui devono conformarsi il piano di gestione della riserva ed il relativo regolamento attuativo, emanato secondo i principi contenuti nell'articolo 11 della presente legge. Il piano di gestione della riserva ed il relativo regolamento attuativo sono adottati dal Ministro dell'ambiente entro i termini stabiliti dal decreto istitutivo della riserva stessa, sentite le regioni a statuto ordinario e d'intesa con le regioni a statuto speciale e le province autonome di Trento e di Bolzano.

2. Sono vietati in particolare:

- a) ogni forma di discarica di rifiuti solidi e liquidi;
- b) l'accesso nelle riserve naturali integrali a persone non autorizzate, salvo le modalità stabilite dagli organi responsabili della gestione della riserva.

#### ART. 18.

##### *Istituzione di aree protette marine*

1. In attuazione del programma il Ministro dell'ambiente, di concerto con il Ministro della marina mercantile e d'intesa con il Ministro del tesoro, istituisce le aree protette marine, autorizzando altresì il finanziamento definito dal pro-

gramma medesimo. L'istruttoria preliminare è in ogni caso svolta, ai sensi dell'articolo 26 della legge 31 dicembre 1982, n. 979, dalla Consulta per la difesa del mare dagli inquinamenti.

2. Il decreto istitutivo contiene tra l'altro la denominazione e la delimitazione dell'area, gli obiettivi cui è finalizzata la protezione dell'area e prevede, altresì, la concessione d'uso dei beni del demanio marittimo e delle zone di mare di cui all'articolo 19, comma 6.

3. Il decreto di istituzione è pubblicato sulla *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

4. Per il finanziamento di programmi e progetti di investimento per le aree protette marine è autorizzata la spesa di lire 5 miliardi per ciascuno degli anni 1992, 1993 e 1994.

5. Per le prime spese di funzionamento delle aree protette marine è autorizzata la spesa di lire 1 miliardo per ciascuno degli anni 1991, 1992 e 1993.

#### ART. 19.

##### *Gestione delle aree protette marine*

1. Il raggiungimento delle finalità istitutive di ciascuna area protetta marina è assicurato attraverso l'Ispettorato centrale per la difesa del mare. Per l'eventuale gestione delle aree protette marine, l'Ispettorato centrale si avvale delle competenti Capitanerie di porto. Con apposita convenzione da stipularsi da parte del Ministro dell'ambiente, di concerto con il Ministro della marina mercantile, la gestione dell'area protetta marina può essere concessa ad enti pubblici, istituzioni scientifiche o associazioni riconosciute.

2. Qualora un'area marina protetta sia istituita in acque confinanti con un'area protetta terrestre, la gestione è attribuita al soggetto competente per quest'ultima.

3. Nelle aree protette marine sono vietate le attività che possono compromettere la tutela delle caratteristiche dell'ambiente oggetto della protezione e delle fi-

nalità istitutive dell'area. In particolare sono vietati:

- a) la cattura, la raccolta e il danneggiamento delle specie animali e vegetali nonché l'asportazione di minerali e di reperti archeologici;
- b) l'alterazione dell'ambiente geofisico e delle caratteristiche chimiche e idrobiologiche delle acque;
- c) lo svolgimento di attività pubblicitarie;
- d) l'introduzione di armi, esplosivi e ogni altro mezzo distruttivo e di cattura;
- e) la navigazione a motore;
- f) ogni forma di discarica di rifiuti solidi e liquidi.

4. I divieti di cui all'articolo 11, comma 3, si applicano ai territori inclusi nelle aree protette marine.

5. Con decreto del Ministro dell'ambiente, di concerto con il Ministro della marina mercantile, sentita la Consulta per la difesa del mare dagli inquinamenti, è approvato un regolamento che disciplina i divieti e le eventuali deroghe in funzione del grado di protezione necessario.

6. Beni del demanio marittimo e zone di mare ricomprese nelle aree protette possono essere concessi in uso esclusivo per le finalità della gestione dell'area medesima con decreto del Ministro della marina mercantile. I beni del demanio marittimo esistenti all'interno dell'area protetta fanno parte della medesima.

7. La sorveglianza nelle aree protette marine è esercitata dalle Capitanerie di porto, ai sensi dell'articolo 23 della legge 31 dicembre 1982, n. 979.

#### ART. 20.

##### *Norme di rinvio*

1. Per quanto non espressamente disciplinato dalla presente legge, ai parchi marini si applicano le disposizioni rela-

tive ai parchi nazionali. Alle riserve marine si applicano le disposizioni del titolo V della legge 31 dicembre 1982, n. 979, non in contrasto con le disposizioni della presente legge.

## ART. 21.

*Vigilanza e sorveglianza*

1. La vigilanza sulla gestione delle aree naturali protette di rilievo internazionale e nazionale è esercitata per le aree terrestri dal Ministro dell'ambiente e per le aree marine congiuntamente dal Ministro dell'ambiente e dal Ministro della marina mercantile.

2. La sorveglianza sui territori delle aree naturali protette di rilievo internazionale e nazionale è esercitata, ai fini della presente legge, dal Corpo forestale dello Stato senza variazioni alla attuale pianta organica dello stesso. Per l'espletamento di tali servizi e di quant'altro affidato al Corpo medesimo dalla presente legge, con decreto del Presidente del Consiglio dei ministri, da adottare entro sei mesi dalla data di entrata in vigore della presente legge, su proposta del Ministro dell'ambiente di concerto con il Ministro dell'agricoltura e delle foreste, sono individuate le strutture ed il personale del Corpo da dislocare presso il Ministero dell'ambiente e presso gli Enti parco, sotto la dipendenza funzionale degli stessi, secondo modalità stabilite dal decreto medesimo. Il decreto determina altresì i sistemi e le modalità di reclutamento e di ripartizione su base regionale, nonché di formazione professionale del personale forestale di sorveglianza. Ai dipendenti dell'Ente parco possono essere attribuiti poteri di sorveglianza da esercitare in aggiunta o in concomitanza degli ordinari obblighi di servizio. Nell'espletamento dei predetti poteri i dipendenti assumono la qualifica di guardia giurata. Fino alla emanazione del predetto decreto alla sorveglianza provvede il Corpo forestale dello Stato, sulla base di apposite direttive impartite dal Ministro dell'am-

biente, d'intesa con il Ministro dell'agricoltura e delle foreste. Nelle aree protette marine la sorveglianza è esercitata ai sensi dell'articolo 19, comma 7.

## TITOLO III

## AREE NATURALI PROTETTE REGIONALI

## ART. 22.

*Norme quadro*

1. Costituiscono principi fondamentali per la disciplina delle aree naturali protette regionali:

a) la partecipazione delle province, delle comunità montane e dei comuni al procedimento di istituzione dell'area protetta, fatta salva l'attribuzione delle funzioni amministrative alle province, ai sensi dell'articolo 14 della legge 8 giugno 1990, n. 142. Tale partecipazione si realizza, tenuto conto dell'articolo 3 della stessa legge n. 142 del 1990, attraverso conferenze per la redazione di un documento di indirizzo relativo all'analisi territoriale dell'area da destinare a protezione, alla perimetrazione provvisoria, all'individuazione degli obiettivi da perseguire, alla valutazione degli effetti dell'istituzione dell'area protetta sul territorio;

b) la pubblicità degli atti relativi all'istituzione dell'area protetta e alla definizione del piano per il parco di cui all'articolo 25;

c) la partecipazione degli enti locali interessati alla gestione dell'area protetta;

d) l'adozione, secondo criteri stabiliti con legge regionale in conformità ai principi di cui all'articolo 11, di regolamenti delle aree protette;

e) la possibilità di affidare la gestione alle comunità familiari montane, anche associate fra loro, qualora l'area naturale protetta sia in tutto o in parte compresa fra i beni agro-silvo-pastorali

costituenti patrimonio delle comunità stesse.

2. Fatte salve le rispettive competenze per le regioni a statuto speciale e per le province autonome di Trento e di Bolzano, costituiscono principi fondamentali di riforma economico-sociale la partecipazione degli enti locali alla istituzione e alla gestione delle aree protette e la pubblicità degli atti relativi all'istituzione dell'area protetta e alla definizione del piano per il parco.

3. Le regioni istituiscono parchi naturali regionali e riserve naturali regionali utilizzando soprattutto i demani e i patrimoni forestali regionali, provinciali, comunali e di enti pubblici, al fine di un utilizzo razionale del territorio e per attività compatibili con la speciale destinazione dell'area.

4. Le aree protette regionali che insistono sul territorio di più regioni sono istituite dalle regioni interessate, previa intesa tra le stesse, e gestite secondo criteri unitari per l'intera area delimitata.

5. Non si possono istituire aree protette regionali nel territorio di un parco nazionale o di una riserva naturale statale.

6. Nei parchi naturali regionali e nelle riserve naturali regionali l'attività venatoria è vietata, salvo eventuali prelievi faunistici ed abbattimenti selettivi necessari per ricomporre squilibri ecologici. Detti prelievi ed abbattimenti devono avvenire in conformità al regolamento del parco o, qualora non esista, alle direttive regionali per iniziativa e sotto la diretta responsabilità e sorveglianza dell'organismo di gestione del parco e devono essere attuati dal personale da esso dipendente o da persone da esso autorizzate.

## ART. 23.

*Parchi naturali regionali*

1. La legge regionale istitutiva del parco naturale regionale, tenuto conto del documento di indirizzo di cui all'articolo

22, comma 1, lettera a), definisce la perimetrazione provvisoria e le misure di salvaguardia, individua il soggetto per la gestione del parco e indica gli elementi del piano per il parco, di cui all'articolo 25, comma 1, nonché i principi del regolamento del parco. A tal fine possono essere istituiti appositi enti di diritto pubblico o consorzi obbligatori tra enti locali od organismi associativi ai sensi della legge 8 giugno 1990, n. 142. Per la gestione dei servizi del parco, esclusa la vigilanza, possono essere stipulate convenzioni con enti pubblici, con soggetti privati, nonché con comunità familiari montane.

## ART. 24.

*Organizzazione amministrativa del parco naturale regionale*

1. In relazione alla peculiarità di ciascuna area interessata, ciascun parco naturale regionale prevede, con apposito statuto, una differenziata forma organizzativa, indicando i criteri per la composizione del consiglio direttivo, la designazione del presidente e del direttore, i poteri del consiglio, del presidente e del direttore, la composizione e i poteri del collegio dei revisori dei conti e degli organi di consulenza tecnica e scientifica, le modalità di convocazione e di funzionamento degli organi statutari, la costituzione della comunità del parco.

2. Nel collegio dei revisori dei conti deve essere assicurata la presenza di un membro designato dal Ministro del Tesoro.

3. Gli enti di gestione dei parchi naturali regionali possono avvalersi sia di personale proprio che di personale comandato dalla regione o da altri enti pubblici.

## ART. 25.

*Strumenti di attuazione*

1. Strumenti di attuazione delle finalità del parco naturale regionale sono il

piano per il parco e il piano pluriennale economico e sociale per la promozione delle attività compatibili.

2. Il piano per il parco è adottato dall'organismo di gestione del parco ed è approvato dalla regione. Esso ha valore anche di piano paesistico e di piano urbanistico e sostituisce i piani paesistici e i piani territoriali o urbanistici di qualsiasi livello.

3. Nel riguardo delle finalità istitutive e delle previsioni del piano per il parco e nei limiti del regolamento, il parco promuove iniziative, coordinate con quelle delle regioni e degli enti locali interessati, atte a favorire la crescita economica, sociale e culturale delle comunità residenti. A tal fine predispone un piano pluriennale economico e sociale per la promozione delle attività compatibili. Tale piano è adottato dall'organismo di gestione del parco, tenuto conto del parere espresso dagli enti locali territorialmente interessati, è approvato dalla regione e può essere annualmente aggiornato.

4. Al finanziamento del piano pluriennale economico e sociale, di cui al comma 3, possono concorrere lo Stato, le regioni, gli enti locali e gli altri organismi interessati.

5. Le risorse finanziarie del parco possono essere costituite, oltre che da erogazioni o contributi a qualsiasi titolo, disposti da enti o da organismi pubblici e da privati, da diritti e canoni riguardanti l'utilizzazione dei beni mobili ed immobili che appartengono al parco o dei quali esso abbia la gestione.

#### ART. 26.

##### Coordinamento degli interventi

1. Sulla base di quanto disposto dal programma nonché dal piano pluriennale economico e sociale di cui all'articolo 25, comma 3, il Ministro dell'ambiente promuove, per gli effetti di cui all'articolo 27 della legge 8 giugno 1990, n. 142, accordi di programma tra lo Stato, le regioni e gli enti locali a enti ad oggetto l'impiego

coordinato delle risorse. In particolare gli accordi individuano gli interventi da realizzare per il perseguimento delle finalità di conservazione della natura, indicando le quote finanziarie dello Stato, della regione, degli enti locali ed eventualmente di terzi, nonché le modalità di coordinamento ed integrazione della procedura.

#### ART. 27.

##### Vigilanza e sorveglianza

1. La vigilanza sulla gestione delle aree naturali protette regionali è esercitata dalla regione. Ove si tratti di area protetta con territorio ricadente in più regioni l'atto istitutivo determina le in-tese per l'esercizio della vigilanza.

2. Il Corpo forestale dello Stato ha facoltà di stipulare specifiche convenzioni con le regioni per la sorveglianza dei territori delle aree naturali protette regionali, sulla base di una convenzione-tipo predisposta dal Ministro dell'ambiente, di concerto con il Ministro dell'agricoltura e delle foreste.

#### ART. 28.

##### Leggi regionali

1. Entro dodici mesi dalla data di entrata in vigore della presente legge le regioni adeguano la loro legislazione alle disposizioni contenute nel presente titolo.

#### TITOLO IV

##### DISPOSIZIONI FINALI E TRANSITORIE

#### ART. 29.

##### Poteri dell'organismo di gestione dell'area naturale protetta

1. Il legale rappresentante dell'organismo di gestione dell'area naturale protetta, qualora venga esercitata un'attività

in difformità dal piano, dal regolamento o dal nulla osta, dispone l'immediata sospensione dell'attività medesima ed ordina in ogni caso la riduzione in pristino o la ricostituzione di specie vegetali o animali a spese del trasgressore con la responsabilità solidale del committente, del titolare dell'impresa e del direttore dei lavori in caso di costruzione e trasformazione di opere.

2. In caso di inottemperanza all'ordine di riduzione in pristino o di ricostituzione delle specie vegetali o animali entro un congruo termine, il legale rappresentante dell'organismo di gestione provvede all'esecuzione in danno degli obbligati secondo la procedura di cui ai commi secondo, terzo e quarto dell'articolo 27 della legge 28 febbraio 1985, n. 47, in quanto compatibili, e recuperando le relative spese mediante ingiunzione emessa ai sensi del testo unico delle disposizioni di legge relative alla riscossione delle entrate patrimoniali dello Stato, approvato con regio decreto 14 aprile 1910, n. 639.

3. L'organismo di gestione dell'area naturale protetta può intervenire nei giudizi riguardanti fatti dolosi o colposi che possano compromettere l'integrità del patrimonio naturale dell'area protetta e ha la facoltà di ricorrere in sede di giurisdizione amministrativa per l'annullamento di atti illegittimi lesivi delle finalità istitutive dell'area protetta.

#### ART. 30.

##### Sanzioni

1. Chiunque viola le disposizioni di cui agli articoli 6 e 13 è punito con l'arresto fino a dodici mesi e con l'ammenda da lire duecentomila a lire cinquantamila. Chiunque viola le disposizioni di cui agli articoli 11, comma 3, e 19, comma 3, è punito con l'arresto fino a sei mesi o con l'ammenda da lire duecentomila a lire venticinquemila. Le pene sono raddoppiate in caso di recidiva.

2. La violazione delle disposizioni emanate dagli organismi di gestione delle

aree protette è altresì punita con la sanzione amministrativa del pagamento di una somma da lire cinquantamila a lire duecentomila. Tali sanzioni sono irrogate, nel rispetto delle disposizioni di cui alla legge 24 novembre 1981, n. 689, dal legale rappresentante dell'organismo di gestione dell'area protetta.

3. In caso di violazioni costituite ipotesi di reati perseguiti ai sensi degli articoli 733 e 734 del codice penale può essere disposto dal giudice o, in caso di flagranza, per evitare l'aggravamento o la continuazione del reato, dagli addetti alla sorveglianza dell'area protetta, il sequestro di quanto adoperato per commettere gli illeciti ad essi relativi. Il responsabile è tenuto a provvedere alla riduzione in pristino dell'area danneggiata, ove possibile, e comunque è tenuto al risarcimento del danno.

4. Nelle sentenze di condanna il giudice può disporre, nei casi di particolare gravità, la confisca delle cose utilizzate per la consumazione dell'illecito.

5. Si applicano le disposizioni di cui alla legge 24 novembre 1981, n. 689, in quanto non in contrasto con il presente articolo.

6. In ogni caso trovano applicazione le norme dell'articolo 18 della legge 8 luglio 1986, n. 349, sul diritto al risarcimento del danno ambientale da parte dell'organismo di gestione dell'area protetta.

7. Le sanzioni penali previste dal comma 1 si applicano anche nel caso di violazione dei regolamenti e delle misure di salvaguardia delle riserve naturali statali.

8. Le sanzioni penali previste dal comma 1 si applicano anche in relazione alla violazione delle disposizioni di leggi regionali che prevedono misure di salvaguardia in vista della istituzione di aree protette e con riguardo alla trasgressione di regolamenti di parchi naturali regionali.

9. Nell'area protetta dei monti Cervati, non si applicano, fino alla costituzione del parco nazionale, i divieti di cui all'articolo 17, comma 2.

## ART. 31.

*Beni di proprietà dello Stato destinati a riserva naturale*

1. Fino alla riorganizzazione, ai sensi dell'articolo 9 della legge 18 maggio 1989, n. 183, del Corpo forestale dello Stato, le riserve naturali statali sono amministrate dagli attuali organismi di gestione dell'ex Azienda di Stato per le foreste demaniali. Per far fronte alle esigenze di gestione delle riserve naturali statali indicate nel programma, entro sei mesi dalla data di entrata in vigore della presente legge, ed in attesa della riorganizzazione di cui all'articolo 9 della citata legge n. 183 del 1989, la composizione e le funzioni dell'ex Azienda di Stato possono essere disciplinate con decreto del Presidente del Consiglio dei ministri da emanarsi su proposta del Ministro dell'ambiente di concerto con il Ministro dell'agricoltura e delle foreste. Per l'esercizio delle attività di gestione per i primi tre anni successivi alla data di entrata in vigore della presente legge continuano ad applicarsi le disposizioni di cui alla legge 5 aprile 1985, n. 124.

2. Entro sei mesi dalla data di entrata in vigore della presente legge, il Ministro dell'agricoltura e delle foreste, di concerto con il Ministro delle finanze, trasmette al Comitato l'elenco delle aree individuate ai sensi del decreto ministeriale 20 luglio 1987, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 175 del 29 luglio 1987, e delle altre aree nella sua disponibilità con la proposta della loro destinazione ad aree naturali protette nazionali e regionali anche ai fini di un completamento, con particolare riguardo alla regione Veneto e alla regione Lombardia, dei trasferimenti effettuati ai sensi dell'articolo 68 del decreto del Presidente della Repubblica 24 luglio 1977, n. 616.

3. La gestione delle riserve naturali istituite su proprietà dello Stato, che ricadano o vengano a ricadere per effetto dell'istituzione di nuovi parchi nell'am-

bito di un parco nazionale, spetta all'Ente parco. L'affidamento è effettuato mediante provvedimento di concessione predisposto dal Ministro dell'ambiente, d'intesa con il Ministro dell'agricoltura e delle foreste. In caso di mancata intesa si provvede con decreto del Presidente del Consiglio dei ministri entro due anni dall'istituzione dell'Ente parco. Le riserve biogenetiche ed i territori delle riserve parziali destinati ad attività produttive sono affidati alla gestione del Corpo forestale dello Stato.

4. Le direttive necessarie per la gestione delle riserve naturali statali e per il raggiungimento degli obiettivi scientifici, educativi e di protezione naturalistica, sono impartite dal Ministro dell'ambiente ai sensi dell'articolo 5 della legge 8 luglio 1986, n. 349.

## ART. 32.

*Aree contigue*

1. Le regioni, d'intesa con gli organismi di gestione delle aree naturali protette e con gli enti locali interessati, stabiliscono piani e programmi e le eventuali misure di disciplina della caccia, della pesca, delle attività estrattive e per la tutela dell'ambiente, relativi alle aree contigue alle aree protette, ove occorra intervenire per assicurare la conservazione dei valori delle aree protette stesse.

2. I confini delle aree contigue di cui al comma 1 sono determinati dalle regioni sul cui territorio si trova l'area naturale protetta, d'intesa con l'organismo di gestione dell'area protetta.

3. All'interno delle aree contigue le regioni possono disciplinare l'esercizio della caccia, in deroga al terzo comma dell'articolo 15 della legge 27 dicembre 1977, n. 968, soltanto nella forma della caccia controllata, riservata ai soli residenti dei comuni dell'area naturale protetta e dell'area contigua, gestita in base al secondo comma dello stesso articolo 15 della medesima legge.

4. L'organismo di gestione dell'area naturale protetta, per esigenze connesse alla conservazione del patrimonio faunistico dell'area stessa, può disporre, per particolari specie di animali, divieti riguardanti le modalità ed i tempi della caccia.

5. Qualora si tratti di aree contigue interregionali, ciascuna regione provvede per quanto di propria competenza per la parte relativa al proprio territorio, d'intesa con le altre regioni ai sensi degli articoli 8 e 66, ultimo comma, del decreto del Presidente della Repubblica 24 luglio 1977, n. 616. L'intesa è promossa dalla regione nel cui territorio è situata la maggior parte dell'area naturale protetta.

## ART. 33.

*Relazione al Parlamento*

1. Il Ministro dell'ambiente, previa deliberazione del Consiglio nazionale per l'ambiente, presenta annualmente al Parlamento una relazione sullo stato di attuazione della presente legge e sull'attività degli organismi di gestione delle aree naturali protette nazionali.

## ART. 34.

*Istituzione di parchi e aree di reperimento*

1. Sono istituiti i seguenti parchi nazionali:

a) Cilento e Vallo di Diano (Cervati, Gelbison, Alburni, Monte Stella e Monte Bulgheria);

b) Gargano;

c) Gran Sasso e Monti della Laga;

d) Maiella;

e) Val Grande;

f) Vesuvio.

2. È istituito, d'intesa con la regione Sardegna ai sensi dell'articolo 2, comma 7, il Parco nazionale del Golfo di Orosei, Gennargentu e dell'isola dell'Asinara. Qualora l'intesa con la regione Sardegna non si perfezioni entro sei mesi dalla data di entrata in vigore della presente legge, con le procedure di cui all'articolo 4 si provvede alla istituzione del parco della Val d'Agri e del Lagonegrese (Monti Arioso, Volturino, Viggiano, Sirino, Raparo) o, se già costituito, di altro parco nazionale per il quale non si applica la previsione di cui all'articolo 8, comma 6.

3. Entro centottanta giorni dalla data di entrata in vigore della presente legge, il Ministro dell'ambiente provvede alla delimitazione provvisoria dei parchi nazionali di cui ai commi 1 e 2 sulla base degli elementi conoscitivi e tecnico-scientifici disponibili, in particolare, presso i servizi tecnici nazionali e le amministrazioni dello Stato nonché le regioni e, sentiti le regioni e gli enti locali interessati, adotta le misure di salvaguardia necessarie per garantire la conservazione dello stato dei luoghi. La gestione provvisoria del parco, fino alla costituzione degli Enti parco previsti dalla presente legge, è affidata ad un apposito comitato di gestione istituito dal Ministro dell'ambiente in conformità ai principi di cui all'articolo 9.

4. Il primo programma verifica ed eventualmente modifica la delimitazione effettuata dal Ministro dell'ambiente ai sensi del comma 3.

5. Per l'organizzazione ed il funzionamento degli Enti parco dei parchi di cui ai commi 1 e 2 si applicano le disposizioni della presente legge.

6. Il primo programma, tenuto conto delle disponibilità finanziarie esistenti, considera come prioritarie aree di reperimento le seguenti:

a) Alpi apuane e Appennino toscano-emiliano;

b) Etna;

c) Monte Bianco;

d) Picentino (Monti Terminio e Cervialto);

e) Tarvisiano;

f) Appennino lucano, Val d'Agri e Lagonegrese (Monti Arioso, Volturino, Viggiano, Sirino e Raparo);

g) Partenio;

h) Parco-museo delle miniere dell'Amiata;

i) Alpi Marittime (comprensorio del massiccio del Marguareis);

l) Alta Murgia.

7. Il Ministro dell'ambiente, d'intesa con le regioni, può emanare opportune misure di salvaguardia.

8. Qualora il primo programma non venga adottato entro il termine previsto dall'articolo 4, comma 6, all'approvazione dello stesso provvede il Consiglio dei ministri, su proposta del Ministro dell'ambiente.

9. Per le aree naturali protette i cui territori siano confinanti o adiacenti ad aree di interesse naturalistico facenti parte di Stati esteri, il Ministro degli affari esteri, su proposta del Ministro dell'ambiente, sentite le regioni e le province autonome interessate, promuove l'adozione delle opportune intese o atti, al fine di realizzare forme integrate di protezione, criteri comuni di gestione e facilitazioni di accesso, ove ammesso. Le intese e gli atti possono riguardare altresì l'istituzione di aree naturali protette di particolare pregio naturalistico e rilievo internazionale sul territorio nazionale. Le disposizioni delle intese e degli atti sono vincolanti per le regioni e gli enti locali interessati.

10. Per l'istituzione dei parchi nazionali di cui ai commi 1 e 2 è autorizzata la spesa di: lire 20 miliardi per l'anno 1991 e lire 30 miliardi per ciascuno degli anni 1992 e 1993.

11. Per la gestione dei parchi nazionali di cui ai commi 1 e 2 è autorizzata la spesa di lire 10 miliardi per il 1991,

lire 15,5 miliardi per il 1992 e lire 22 miliardi a decorrere dal 1993.

#### ART. 35.

##### Norme transitorie

1. Con decreto del Presidente del Consiglio dei ministri, su proposta del Ministro dell'ambiente, si provvede all'adeguamento ai principi della presente legge, fatti salvi i rapporti di lavoro esistenti alla data di entrata in vigore della presente legge di dipendenti in ruolo, della disciplina del Parco nazionale d'Abruzzo, del Parco nazionale del Gran Paradiso, previa intesa con la regione a statuto speciale Val d'Aosta e la regione Piemonte, tenuto conto delle attuali esigenze con particolare riguardo alla funzionalità delle sedi ed alla sorveglianza. Per il Parco nazionale dello Stelvio si provvede in base a quanto stabilito dall'articolo 3 del decreto del Presidente della Repubblica 22 marzo 1974, n. 279. Le intese ivi previste vanno assunte anche con la regione Lombardia e devono essere informate ai principi generali della presente legge.

2. In considerazione dei particolari valori storico-culturali ed ambientali, nonché della specialità degli interventi necessari per il ripristino e la conservazione degli importanti e delicati ecosistemi, la gestione delle proprietà demaniali statali ricadenti nei Parchi nazionali del Circeo e della Calabria sarà condotta secondo forme, contenuti e finalità, anche ai fini della ricerca e sperimentazione scientifica nonché di carattere didattico formativo e dimostrativo, che saranno definiti con decreto del Presidente del Consiglio dei ministri, su proposta del Ministro dell'ambiente di concerto con il Ministro dell'agricoltura e delle foreste ed il Ministro dell'università e della ricerca scientifica e tecnologica, da emanarsi entro centoventi giorni dalla data di entrata in vigore della presente legge.

3. Ai parchi nazionali previsti dalla lettera c) del comma 1 dell'articolo 18

della legge 11 marzo 1988, n. 67, e dall'articolo 10 della legge 28 agosto 1989, n. 305, si applicano le disposizioni della presente legge, utilizzando gli atti posti in essere prima dell'entrata in vigore della legge stessa in quanto compatibili.

4. Entro due anni dalla data di entrata in vigore della presente legge le regioni interessate provvedono, d'intesa con il Ministro dell'ambiente, alla istituzione del parco naturale interregionale del Delta del Po a modifica dell'articolo 10 della legge 28 agosto 1989, n. 305, in conformità delle risultanze dei lavori della Commissione paritetica istituita in applicazione della delibera del Comitato interministeriale per la programmazione economica (CIPE) del 5 agosto 1988, pubblicata nel supplemento ordinario n. 87 alla Gazzetta Ufficiale della Repubblica italiana n. 215 del 13 settembre 1988. Qualora l'intesa non si perfezioni nel suddetto termine, si provvede alla istituzione di un parco nazionale in tale area a norma del comma 3.

5. Nell'ipotesi in cui si istituisca il parco interregionale del Delta del Po, con le procedure di cui all'articolo 4 si procede alla istituzione del parco nazionale della Val d'Agri e del Lagonegrese (Monti Arioso, Volturino, Viggiano, Sirino, Raparo), o, se già costituito, di altro parco nazionale, per il quale non si applica la previsione di cui all'articolo 8, comma 6.

6. Restano salvi gli atti di delimitazione di riserve naturali emessi alla data di entrata in vigore della presente legge e le conseguenti misure di salvaguardia già adottate. Dette riserve sono istituite, secondo le modalità previste dalla presente legge, entro tre mesi dalla data di entrata in vigore della legge stessa.

7. Ove non diversamente previsto, il termine per l'espressione di pareri da parte delle regioni ai fini della presente legge è stabilito in giorni quarantacinque.

8. Per l'attuazione del comma 1 è autorizzata la spesa di lire 2 miliardi per il 1991, lire 3 miliardi per il 1992 e lire 4 miliardi a decorrere dal 1993.

9. Per l'attuazione dei commi 3, 4 e 5 è autorizzata la spesa di lire 14 miliardi

per il 1991, lire 17,5 miliardi per il 1992 e lire 21 miliardi a decorrere dal 1993.

#### ART. 36.

##### Aree marine di sperimentazione

1. Sulla base delle indicazioni programmatiche di cui all'articolo 4, possono essere istituiti parchi marini o riserve marine, oltre che nelle aree di cui all'articolo 31 della legge 31 dicembre 1982, n. 979, nelle seguenti aree.

a) Isola di Gallinara;

b) Monti dell'Uccellina - Formiche di Grosseto - Foce dell'Ombrone - Talamone;

c) Secche di Torpaterno;

d) Penisola della Campanella - Isola di Capri;

e) Costa degli Infreschi;

f) Costa di Maratea;

g) Penisola Salentina (Grotte Zinzulusa e Romanelli);

h) Costa del Monte Conero;

i) Isola di Pantelleria;

l) Promontorio Monte Cofano - Golfo di Custonaci;

m) Acicastello - Le Grotte;

n) Arcipelago della Maddalena (isole ed isolotti compresi nel territorio del comune della Maddalena);

o) Capo Spartivento - Capo Teulada;

p) Capo Testa - Punta Falcone;

q) Santa Maria di Castellabate;

r) Monte di Scauri;

s) Monte a Capo Gallo - Isola di Fuori o delle Femmine;

t) Parco marino del Piceno;

u) Isole di Ischia, Vivara e Procida, area marina protetta integrata denominata « regno di Nettuno »;

- v) Isola di Bergeggi;
- z) Stagnone di Marsala;
- aa) Capo Passero;
- bb) Pantani di Vindicari;
- cc) Isola di San Pietro;
- dd) Isola dell'Asinara;
- ee) Capo Carbonara.

2. La Consulta per la difesa del mare può, comunque, individuare, ai sensi dell'articolo 26 della legge 12 dicembre 1982, n. 979, altre aree marine di particolare interesse nelle quali istituire parchi marini o riserve marine.

#### ART. 37.

*Detrazioni fiscali a favore delle persone giuridiche e regime per i beni di rilevante interesse paesaggistico e naturale*

1. Dopo il comma 2 dell'articolo 114 del testo unico delle imposte sui redditi approvato con decreto del Presidente della Repubblica 22 dicembre 1986, n. 917, sono aggiunti i seguenti:

• 2-bis. Sono altresì deducibili:

a) le erogazioni liberali in denaro a favore dello Stato, di altri enti pubblici e di associazioni e di fondazioni private legalmente riconosciute, le quali, senza scopo di lucro, svolgono o promuovono attività dirette alla tutela del patrimonio ambientale, effettuate per l'acquisto, la tutela e la valorizzazione delle cose indicate nei numeri 1) e 2) dell'articolo 1 della legge 29 giugno 1939, n. 1497, facenti parte degli elenchi di cui al primo comma dell'articolo 2 della medesima legge o assoggettati al vincolo della inedificabilità in base ai piani di cui all'articolo 5 della medesima legge e al decreto-legge 27 giugno 1985, n. 312, convertito, con modificazioni, dalla legge 8 agosto 1985, n. 431, ivi comprese le erogazioni destinate all'organizzazione di mostre e

di esposizioni, nonché allo svolgimento di studi e ricerche aventi ad oggetto le cose anzidette; il mutamento di destinazione degli immobili indicati alla lettera c) del presente comma, senza la preventiva autorizzazione del Ministro dell'ambiente, come pure il mancato assolvimento degli obblighi di legge per consentire l'esercizio del diritto di prelazione dello Stato sui beni immobili vincolati, determina la in-deducibilità delle spese dal reddito. Il Ministro dell'ambiente dà immediata comunicazione ai competenti uffici tributari delle violazioni che comportano la decadenza delle agevolazioni; dalla data di ricevimento della comunicazione iniziano a decorrere i termini per il pagamento dell'imposta e dei relativi accessori;

b) le erogazioni liberali in denaro a favore di organismi di gestione di parchi e riserve naturali, terrestri e marittimi, statali e regionali, e di ogni altra zona di tutela speciale paesistico-ambientale come individuata dalla vigente disciplina, statale e regionale, nonché gestita dalle associazioni e fondazioni private indicate alla lettera a), effettuate per sostenere attività di conservazione, valorizzazione, studio, ricerca e sviluppo dirette al conseguimento delle finalità di interesse generale cui corrispondono tali ambiti protetti;

c) le spese sostenute dai soggetti obbligati alla manutenzione e alla protezione degli immobili vincolati ai sensi della legge 29 giugno 1939, n. 1497, facenti parte degli elenchi relativi ai numeri 1) e 2) dell'articolo 1 della medesima legge o assoggettati al vincolo assoluto di inedificabilità in base ai piani di cui all'articolo 5 della stessa legge e al decreto-legge 27 giugno 1985, n. 312, convertito, con modificazioni, dalla legge 8 agosto 1985, n. 431.

2-ter. Il Ministro dell'ambiente e la regione, secondo le rispettive attribuzioni e competenze, vigilano sull'impiego delle erogazioni di cui alle lettere a), b) e c) del comma 2-bis del presente articolo effettuate a favore di soggetti privati, affin-

ché siano perseguiti gli scopi per i quali le erogazioni stesse sono state accettate dai beneficiari e siano rispettati i termini per l'utilizzazione concordati con gli autori delle erogazioni. Detti termini possono essere prorogati una sola volta dall'autorità di vigilanza, per motivi non imputabili ai beneficiari.

2. È deducibile dal reddito imponibile di qualunque soggetto obbligato, fino a un massimo del 25 per cento del reddito annuo imponibile, il controvalore in denaro, da stabilirsi a cura del competente organo periferico del Ministero per i beni culturali e ambientali, d'intesa con l'ufficio tecnico erariale competente per territorio, corrispondente a beni immobili che vengano ceduti a titolo gratuito da persone fisiche e giuridiche allo Stato ed ai soggetti pubblici e privati di cui alle lettere a) e b) del comma 2-bis dell'articolo 114 del citato testo unico delle imposte sui redditi, purché detti immobili siano vincolati ai sensi della legge 29 giugno 1939, n. 1497, e facciano parte degli elenchi relativi ai numeri 1) e 2) dell'articolo 1 della medesima legge, o siano assoggettati al vincolo della inedificabilità in base ai piani di cui all'articolo 5 della medesima legge e al decreto-legge 27 giugno 1985, n. 312, convertito, con modificazioni, dalla legge 8 agosto 1985, n. 431, e la donazione avvenga allo scopo di assicurare la conservazione del bene nella sua integrità, per il godimento delle presenti e delle future generazioni.

3. Le agevolazioni di cui all'articolo 5 della legge 2 agosto 1982, n. 512, sono accordate nel caso di trasferimenti delle cose di cui ai numeri 1) e 2) dell'articolo 1 della citata legge n. 1497 del 1939 effettuati da soggetti che abbiano fra le loro finalità la conservazione di dette cose.

4. Alla copertura delle minori entrate derivanti dall'attuazione del presente articolo, valutate in lire 100 milioni per il 1991, lire 1 miliardo per il 1992 e lire 2 miliardi per il 1993, si provvede mediante corrispondente riduzione dello

stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1991-1993, al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per il 1991, all'uopo parzialmente utilizzando l'accantonamento « Norme generali sui parchi nazionali ».

5. Il Ministro delle finanze presenta annualmente al Parlamento una relazione sugli effetti finanziari del presente articolo.

#### ART. 38.

##### *Copertura finanziaria*

1. All'onere derivante dalla attuazione dell'articolo 3, comma 3, pari a lire 5 miliardi per ciascuno degli anni 1992 e 1993 ed a lire 10 miliardi per l'anno 1994, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1991-1993, al capitolo 9001 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno 1991, all'uopo parzialmente utilizzando l'accantonamento « Programma di salvaguardia ambientale e tutela dei parchi nazionali e delle altre riserve naturali ».

2. All'onere derivante dall'attuazione dell'articolo 3, comma 7, pari a lire 600 milioni per ciascuno degli anni 1991, 1992 e 1993 e a regime, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1991-1993, al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno 1991, all'uopo parzialmente utilizzando l'accantonamento « Ristrutturazione del Ministero dell'ambiente ».

3. All'onere derivante dall'attuazione dell'articolo 3, comma 9, pari a lire 3,4 miliardi per ciascuno degli anni 1991, 1992 e 1993 e a regime, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1991-1993, al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno 1991, all'uopo parzialmente utilizzando l'accantonamento « Ri-



strutturazione del Ministero dell'ambiente ».

4. All'onere derivante dall'attuazione dell'articolo 4, comma 8, pari a lire 22,9 miliardi per l'anno 1991 ed a lire 12 miliardi per l'anno 1992, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1991-1993, al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno 1991, all'uopo parzialmente utilizzando l'accantonamento « Norme generali sui parchi nazionali e le altre riserve naturali ».

5. All'onere derivante dall'attuazione dell'articolo 4, comma 9, pari a lire 110 miliardi per ciascuno degli anni 1992 e 1993 ed a lire 92 miliardi per l'anno 1994, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1991-1993, al capitolo 9001 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno 1991, all'uopo parzialmente utilizzando l'accantonamento « Programma di salvaguardia ambientale e tutela dei parchi nazionali e delle altre riserve naturali ».

6. All'onere relativo all'attuazione dell'articolo 18, comma 4, pari a lire 5 miliardi per ciascuno degli anni 1992, 1993 e 1994, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1991-1993, al capitolo 9001 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno 1991, all'uopo parzialmente utilizzando l'accantonamento « Programma di salvaguardia ambientale e tutela dei parchi nazionali e delle altre riserve naturali ».

7. All'onere derivante dall'attuazione dell'articolo 18, comma 5, pari a lire 1 miliardo per ciascuno degli anni 1991, 1992 e 1993 e a regime, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1991-1993, al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno 1991, all'uopo parzialmente utilizzando l'accantonamento

« Norme generali sui parchi nazionali e le altre riserve naturali ».

8. All'onere derivante dall'attuazione dell'articolo 34, comma 10, pari a lire 20 miliardi per l'anno 1991 ed a lire 30 miliardi per ciascuno degli anni 1992 e 1993, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1991-1993, al capitolo 9001 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno 1991, all'uopo parzialmente utilizzando l'accantonamento « Programma di salvaguardia ambientale e tutela dei parchi nazionali e delle altre riserve naturali ».

9. All'onere derivante dall'attuazione dell'articolo 34, comma 11, pari a lire 10 miliardi per l'anno 1991, lire 15,5 miliardi per l'anno 1992 ed a lire 22 miliardi per l'anno 1993 e a regime, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1991-1993, al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno 1991, all'uopo parzialmente utilizzando l'accantonamento « Norme generali sui parchi nazionali e le altre riserve naturali ».

10. All'onere derivante dall'attuazione dell'articolo 35, comma 8, pari a lire 2 miliardi per l'anno 1991, lire 3 miliardi per l'anno 1992 e lire 4 miliardi per l'anno 1993 e a regime, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1991-1993, al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno 1991, all'uopo parzialmente utilizzando l'accantonamento « Norme generali sui parchi nazionali e le altre riserve naturali ».

11. All'onere derivante dall'attuazione dell'articolo 35, comma 9, pari a lire 14 miliardi per l'anno 1991, lire 17,5 miliardi per l'anno 1992 e lire 21 miliardi per l'anno 1993 e a regime, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1991-1993, al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno 1991, all'uopo parzial-

mente utilizzando l'accantonamento « Norme generali sui parchi nazionali e le altre riserve naturali ».

12. Per gli oneri derivanti dall'attuazione dell'articolo 3, comma 3, dell'articolo 4, comma 9, dell'articolo 18, comma 4, e dell'articolo 34, comma 10, gli stanziamenti relativi agli anni successivi al

triennio 1991-1993 saranno rimodulati ai sensi dell'articolo 11, comma 3, lettera c), della legge 5 agosto 1978, n. 468, come modificata dalla legge 23 agosto 1988, n. 362.

13. Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 6 dicembre 1991

COSSIGA

ANDREOTTI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

Visto, il Guardasigilli: MARTELLI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 5 giugno 1995

Istituzione dell'Ente parco nazionale del Cilento e Vallo di Diano.

## IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Vista la legge 8 luglio 1986, n. 349, recante l'istituzione del Ministero dell'ambiente;

Vista la legge 6 dicembre 1991, n. 394, concernente norme quadro in materia di aree protette;

Visto l'articolo 34, comma 1, lettera b), della legge 6 dicembre 1991, n. 394, che prevede l'istituzione del Parco nazionale del Cilento e Vallo di Diano;

Visti altresì gli articoli 8 e 9 della citata legge 6 dicembre 1991, n. 394, relativi alla istituzione ed alla gestione degli Enti parco;

Visto il decreto del Ministro dell'ambiente in data 5 agosto 1993 di perimetrazione provvisoria e misure provvisorie di salvaguardia del Parco nazionale del Cilento e Vallo di Diano;

Visto il decreto del Ministro dell'ambiente in data 30 marzo 1995 di istituzione del comitato di gestione provvisoria del Parco nazionale del Cilento e Vallo di Diano;

Vista la nota n. 1752/SCN/P/95 dell'11 febbraio 1995 del Ministro dell'ambiente con la quale è stato richiesto alla regione Campania il parere di cui all'articolo 8 della legge 6 dicembre 1991, n. 394;

Vista la nota n. 20218/GAB del 24 marzo 1995 con la quale la regione Campania esprime il proprio parere in esito alla sopra citata nota dell'11 febbraio 1995;

Visto lo studio realizzato dal Servizio conservazione della natura del Ministero dell'ambiente «Programma d'azione urgente per le aree protette in Italia», con il quale sono state individuate le aree all'interno del territorio del parco nelle quali sono presenti habitat e specie d'interesse comunitario individuate dalle direttive 92/43/CEE e 79/409/CEE, nonché habitat e specie di interesse nazionale;

Considerato che la regione Campania ha richiesto l'esclusione dal territorio del parco sia di aree ricadenti nelle zone 1 di cui al decreto ministeriale 4 novembre 1993 sia di aree ricadenti in zona 2 di cui allo stesso decreto ministeriale 4 novembre 1993;

Ritenuto di non poter accogliere le richieste di esclusione dal territorio del Parco di aree ricadenti in zone di tipo 1 poiché tali zone comprendono aree di rilevante interesse naturalistico, paesaggistico e culturale con limitato o inesistente grado di antropizzazione;

Ritenuto di poter accogliere le richieste della regione Campania di escludere dal territorio del Parco le aree ricadenti nelle zone di tipo 2 limitatamente alle aree nelle quali non è stata evidenziata la presenza di valori naturalistici di rilevanza comunitaria e quelle non necessarie al mantenimento di una continuità territoriale essenziale ai fini di una adeguata tutela dei siti di importanza naturalistica comunitaria;

Ritenuto inoltre di poter accogliere la proposta di esclusione dal territorio del parco del corso inferiore del fiume Calore Salernitano, in quanto tale area, di rilevante interesse naturalistico, ai sensi della legge regionale n. 33 del 1° settembre 1993, viene ricompresa nel previsto parco fluviale regionale Foce Sele-Tanagro al fine di ricondurre ad una organica tutela unitaria l'intero sistema idrografico dei fiumi Sele, Tanagro e Calore;

Vista la deliberazione del Consiglio dei Ministri adottata nella riunione del 26 maggio 1995;

Sulla proposta del Ministro dell'ambiente;

Decreta:

### Art. 1

1. È istituito l'Ente parco nazionale del Cilento e Vallo di Diano.
2. L'Ente parco nazionale del Cilento e Vallo di Diano ha personalità di diritto pubblico ed è sottoposto alla vigilanza del Ministero dell'ambiente.
3. All'Ente parco nazionale del Cilento e Vallo di Diano si applicano le disposizioni di cui alla legge 20 marzo 1975, n. 70.
4. L'Ente parco nazionale del Cilento e Vallo di Diano è inserito nella tabella IV allegata alla predetta legge.
5. Il territorio del parco nazionale del Cilento e Vallo di Diano è delimitato in via definitiva dalla perimetrazione riportata nella cartografia ufficiale depositata in originale presso il Ministero dell'ambiente ed in copia conforme presso la regione Campania e la sede dell'Ente parco nazionale del Cilento e Vallo di Diano, ed allegata al presente decreto, del quale costituisce parte integrante, limitatamente al quadro d'unione in scala 1:50.000.

6. Nel territorio del Parco, a decorrere dalla data di pubblicazione del presente decreto e fino all'approvazione del piano del parco di cui all'art. 12 della legge n. 394/91, si applicano le misure di salvaguardia riportate nell'allegato A) al presente decreto del quale costituisce parte integrante.

7. Con decreto del Ministro dell'ambiente di concerto con il tesoro, entro sessanta giorni dall'entrata in vigore del presente decreto, è definita la dotazione organica dell'Ente parco.

### Art. 2

1. Sono organi dell'Ente parco nazionale del Cilento e Vallo di Diano:

- a) il presidente;
- b) il consiglio direttivo;
- c) la giunta esecutiva;
- d) il collegio dei revisori dei conti;
- e) la comunità del Parco.

2. La nomina degli organi di cui al precedente comma 1 del presente articolo è effettuata secondo le disposizioni e le modalità previste dall'articolo 9, commi 3, 4, 5, 6 e 10 della legge n. 394/1991.

3. Il consiglio direttivo dell'Ente parco del Cilento e Vallo di Diano individua la sede dell'Ente stesso, entro sessanta giorni dal suo insediamento.

4. L'Ente parco può avvalersi di personale in posizione di comando, nonché di mezzi e strutture messi a disposizione dalle regioni, dalle province interessate, dagli enti locali nonché da altri enti pubblici, secondo le procedure previste dalle vigenti disposizioni di legge.

### Art. 3

1. Costituiscono entrate dell'Ente parco da destinare al conseguimento dei fini istitutivi:

- a) i contributi ordinari e straordinari dello Stato;
- b) i contributi delle regioni e degli enti pubblici;
- c) i contributi ed i finanziamenti a specifici progetti;
- d) i lasciti, le donazioni e le erogazioni liberali in denaro di cui all'art. 3 della legge 2 agosto 1982, n. 512 e successive modificazioni ed integrazioni;
- e) gli eventuali redditi patrimoniali;
- f) i canoni delle concessioni previste dalla legge, i proventi dei diritti di ingresso e di privativa e le altre entrate derivanti dai servizi resi;
- g) i proventi delle attività commerciali e promozionali;
- h) i proventi delle sanzioni derivanti da inosservanza delle norme regolamentari;
- i) ogni altro provento acquisito in relazione all'attività dell'Ente parco.

2. I contributi ordinari erogati dallo Stato sono posti a carico dello stato di previsione del Ministero dell'ambiente.

### Art. 4:

1. Il comitato di gestione provvisoria del Parco nazionale del Cilento e Vallo di Diano di cui al decreto del Ministro dell'ambiente del 30 marzo 1995 mantiene le proprie attribuzioni fino all'insediamento del consiglio direttivo dell'Ente parco. Ad esso si applicano le disposizioni di cui al precedente art. 2, comma 4.

2. Per quanto non specificato nel presente decreto valgono le disposizioni di cui alla legge 6 dicembre 1991, n. 394.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Dato a Roma, addì 5 giugno 1995

SCALFARO

DINI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*  
BARATTA, *Ministro dell'ambiente*

Registrato alla Corte dei conti il 4 luglio 1995  
Registro n. 1 Ambiente, foglio n. 205

ALLEGATO A  
(previsto dall'art. 1, comma 6)

## MISURE DI SALVAGUARDIA DEL PARCO NAZIONALE DEL CILENTO E VALLO DI DIANO

### Art. 1.

#### Zonazione interna

1. L'area del Parco nazionale del Cilento e Vallo di Diano, così come delimitata nella cartografia allegata, è suddivisa nelle seguenti zone:
  - zona 1, di rilevante interesse naturalistico, paesaggistico e culturale con limitato o inesistente grado di antropizzazione;
  - zona 2, di valore naturalistico, paesaggistico e culturale con maggior grado di antropizzazione.

### Art. 2.

#### Tutela e promozione

Nell'ambito del territorio di cui al precedente articolo 1, sono assicurate:

- a) la conservazione di specie animali o vegetali, di associazioni vegetali o forestali, di singolarità geologiche, di formazioni paleontologiche, di comunità biologiche, di biotopi, di valori scenici e panoramici, di processi naturali, di equilibri idraulici ed idrogeologici, di equilibri ecologici;
- b) l'applicazione di metodi di gestione e di restauro ambientale idonei a realizzare un'integrazione tra uomo ed ambiente naturale, anche mediante la salvaguardia dei valori antropologici, archeologici, storici ed architettonici e delle attività agro-silvo-pastorali e tradizionali;
- c) la promozione di attività di educazione, di formazione e di ricerca scientifica, anche interdisciplinare, nonché di attività ricreative compatibili;
- d) la difesa e la ricostituzione degli equilibri idraulici ed idrogeologici.

### Art. 3.

#### Divieti generali

1. Sono vietate su tutto il territorio del Parco nazionale del Cilento e Vallo di Diano le seguenti attività:
  - a) la cattura, l'uccisione, il danneggiamento ed il disturbo della fauna selvatica, ad eccezione di quanto eseguito per fini di ricerca e di studio previa autorizzazione dell'Ente parco. Alle specie ittiche si applica la normativa vigente, salvo quanto previsto alla lettera c), del comma 1. del successivo articolo 4;
  - b) la raccolta ed il danneggiamento della flora spontanea, ad eccezione di quanto eseguito per fini di ricerca e di studio previa autorizzazione dell'Ente parco; sono peraltro consentiti, anche in attuazione dell'art. 6, comma 1, lettera b), della legge 23 agosto 1993 n. 352, il pascolo e la raccolta di funghi, tartufi ed altri prodotti del bosco, nel rispetto delle vigenti normative, degli usi civici e consuetudini locali;
  - c) l'introduzione in ambiente naturale non recintato di specie e popolazioni estranee alla flora ed alla fauna autoctona;
  - d) il prelievo di materiali di rilevante interesse geologico e paleontologico, ad eccezione di quello eseguito, per fini di ricerca e di studio, previa autorizzazione dell'Ente parco;
  - e) l'apertura in nuovi siti di cave, miniere e discariche escluse le discariche per rifiuti solidi urbani ed inerti;
  - f) l'introduzione da parte di privati, di armi, esplosivi e di qualsiasi mezzo di distruzione e cattura, se non autorizzata;
  - g) il campeggio al di fuori delle aree destinate a tale scopo ed appositamente attrezzate; è consentito il campeggio temporaneo appositamente autorizzato in base alla normativa vigente;
  - h) il sorvolo non autorizzato dalle competenti autorità secondo quanto espressamente regolamentato dalle leggi sulla disciplina del volo;
  - i) il transito dei mezzi motorizzati fuori dalle strade statali, provinciali, comunali, vicinali gravate dai servizi di pubblico passaggio, e private, fatta eccezione per i mezzi di servizio e per le attività agro-silvo-pastorali;
  - l) la costruzione nelle zone agricole di qualsiasi tipo di recinzione, ad eccezione di quelle necessarie alla sicurezza delle abitazioni, degli impianti tecnologici e di quelle accessorie alle attività agro-silvo-pastorali, purché realizzate secondo tipologie e materiali tradizionali, e delle delimitazioni temporanee a protezione delle attività zootecniche.

### Art. 4.

#### Divieti in zona 1

1. Nelle aree di zona 1, di cui al precedente art. 1, vigono i seguenti ulteriori divieti:
  - a) lo svolgimento di attività sportive con veicoli a motore;
  - b) la circolazione dei natanti a motore lungo le aste fluviali, fatta eccezione per le eventuali attività di sorveglianza, di soccorso e di esercizio della pesca professionale autorizzata;
  - c) la pesca sportiva e l'introduzione in ambiente naturale di specie, razze e popolazioni estranee alla flora spontanea ed alla fauna autoctona;
  - d) la realizzazione di opere che comportino la modificazione del regime delle acque, fatte salve le opere necessarie alla sicurezza delle popolazioni;
  - e) l'apertura di nuove cave, miniere e discariche per rifiuti solidi urbani ed inerti;
  - f) l'apposizione di cartelli e manufatti pubblicitari di qualunque natura e scopo, con esclusione della segnaletica stradale di cui alla normativa vigente e di quella informativa del Parco;
  - g) la realizzazione di nuove opere di mobilità: ferrovie, filovie, impianti a fune ed aviosuperfici, tracciati stradali ad eccezione di quelli previsti alle lettere a) ed e) del comma 1, del successivo articolo 6.

### Art. 5.

#### Regime autorizzativo generale

1. Su tutto il territorio del Parco nazionale del Cilento e Vallo di Diano, salvo quanto disposto dai precedenti articoli 3 e 4, nonché dai successivi articoli 6 e 7, sono fatte salve le previsioni contenute negli strumenti urbanistici comunali vigenti e, ove esistenti, le norme sulla ricostruzione delle zone terremotate.

2. Sono sottoposti ad autorizzazione dell'Ente parco:

i nuovi strumenti urbanistici generali o quelli non ancora definitivamente approvati alla data di entrata in vigore del presente decreto; le eventuali varianti, totali o parziali, agli strumenti urbanistici generali vigenti, non definitivamente approvate alla data di entrata in vigore del presente decreto;

i piani attuativi relativi alle zone territoriali omogenee «C», «D» ed «F», o ad esse assimilabili, di cui al decreto ministeriale del 2 aprile 1968, n. 1444, non definitivamente approvati e quelli per i quali, pur in presenza dell'approvazione definitiva alla data di emanazione del presente decreto, non si sia ancora proceduto all'avvio dei lavori per la realizzazione di opere di urbanizzazione primaria o di singoli insediamenti.

3. Le utilizzazioni boschive ricadenti all'interno del perimetro del Parco nazionale del Cilento e Vallo di Diano vengono autorizzate dall'autorità competente territorialmente, secondo le normative regionali vigenti in materia, salvo quanto previsto dalla lettera e), comma 1, del successivo art. 6 e dalla lettera e), comma 1, del successivo art. 7.

### Art. 6.

#### Regime autorizzativo in zona 1

1. Salvo quanto disposto dai precedenti articoli 3 e 4, sono sottoposti ad autorizzazione dell'Ente parco, i seguenti nuovi interventi di rilevante trasformazione del territorio:

- a) opere di mobilità che non rientrino tra quelle indicate alla lettera g), comma 1, del precedente art. 4 e in particolare i tracciati stradali interpoderali, nonché quelle che, alla data di entrata in vigore del presente decreto, siano già state autorizzate da parte delle competenti autorità e per le quali non sia stato dato inizio ai lavori;
- b) opere fluviali comprese le opere che comportano modifiche del regime delle acque ai fini della sicurezza delle popolazioni;
- c) opere tecnologiche: elettrodotti con esclusione delle opere necessarie all'elettificazione rurale, gasdotti con esclusione delle reti di distribuzione, acquedotti con esclusione delle reti di distribuzione, depuratori e ripetitori;
- d) opere di trasformazione e bonifica agraria;
- e) piani economico-forestali, nonché l'apertura di nuove piste forestali e tagli di utilizzazione dei boschi trattati a fustaia;
- f) realizzazione di bacini idrici e centrali idroelettriche;
- g) ogni attività che richieda l'uso di esplosivi;
- h) impianti di acquacoltura;
- i) la realizzazione di nuovi edifici, ed il cambio di destinazione d'uso di quelli esistenti all'interno delle zone territoriali omogenee «E» di cui al decreto ministeriale del 2 aprile 1968, n. 1444, ad esclusione di:
  - interventi già autorizzati e regolarmente iniziati alla data di entrata in vigore del presente decreto;
  - interventi di manutenzione ordinaria e straordinaria, di restauro conservativo e di risanamento igienico-edilizio, così come definiti alle lettere a), b), c), dell'articolo 31 della legge n. 457 del 1978;
  - interventi di adeguamento tecnologico e funzionale;
  - l) alterazioni tipologiche dei manufatti e qualsiasi intervento di modifica dello stato dei luoghi.

2. Per gli interventi di rilevante trasformazione del territorio, che siano in corso d'opera alla data di entrata in vigore delle presenti norme, i soggetti titolari delle opere trasmettono all'Ente di gestione, entro e non oltre trenta giorni dall'entrata in vigore del presente decreto, secondo quanto disposto al successivo art. 8, l'elenco delle opere accompagnato da una relazione dettagliata sullo stato dei lavori e contenente l'indicazione del luogo ove sono depositati i relativi progetti esecutivi.

In caso di mancata comunicazione delle informazioni di cui sopra, l'ente di gestione provvederà ad ordinare, in via cautelativa, la sospensione dei lavori.

### Art. 7.

#### Regime autorizzativo in zona 2

1. Salvo quanto disposto dal precedente articolo 3, sono sottoposti ad autorizzazione dell'Ente parco, i nuovi interventi di rilevante trasformazione del territorio, per i quali, alla data di entrata in vigore delle presenti norme, non sia stato effettuato l'inizio dei lavori:

- a) opere di mobilità, e in particolare: tracciati stradali o le modifiche di quelle esistenti, ferrovie, filovie, impianti a fune ed aviosuperfici;
- b) opere fluviali comprese le opere che comportano modifiche del regime delle acque ai fini della sicurezza delle popolazioni;
- c) opere tecnologiche: elettrodotti con esclusione delle opere necessarie all'elettificazione rurale, gasdotti con esclusione delle reti di distribuzione, derivazioni, acquedotti con esclusione delle reti di distribuzione, depuratori, ripetitori, captazioni ed adduzioni idriche;
- d) opere di trasformazione e bonifica agraria;
- e) piani economico-forestali, nonché l'apertura di nuove piste forestali;
- f) coltivazioni di cave e miniere esistenti;
- g) realizzazione di bacini idrici e centrali idroelettriche;
- h) impianti per allevamenti intensivi ed impianti di stoccaggio agricolo, così come definiti dalla normativa vigente nazionale e comunitaria;
- i) apertura di discariche per rifiuti solidi urbani e per inerti, nel rispetto delle normative vigenti;
- l) la realizzazione di nuovi edifici ed il cambio di destinazione d'uso per quelli esistenti, all'interno delle zone territoriali omogenee «E», di cui al decreto ministeriale 2 aprile 1968, n. 1444, con esclusione degli ampliamenti edili effettuati nel rispetto e nei limiti degli strumenti urbanistici vigenti.

2. Per gli interventi di rilevante trasformazione del territorio, che siano in corso d'opera alla data di entrata in vigore del presente decreto, i soggetti titolari delle opere trasmettono all'Ente di gestione, entro e non oltre trenta giorni dall'entrata in vigore del presente decreto, secondo quanto disposto al successivo art. 8, l'elenco delle opere accompagnato da una relazione dettagliata sullo stato dei lavori e contenente l'indicazione del luogo ove sono depositati i relativi progetti esecutivi.

In caso di mancata comunicazione delle informazioni di cui sopra, l'ente di gestione provvederà ad ordinare, in via cautelativa, la sospensione dei lavori.

## Art. 8.

## Modalità di richiesta di autorizzazioni

1. L'eventuale rilascio di autorizzazioni da parte dell'Ente parco, per quanto disposto dai precedenti articoli 5, 6 e 7 è subordinato al rispetto, da parte del richiedente, delle seguenti condizioni:

a) gli elaborati tecnici relativi alle istanze prodotte dovranno essere corredati da tutte le autorizzazioni, i nulla osta, i pareri, comprese le eventuali prescrizioni, da parte degli Enti istituzionalmente competenti per territorio secondo quanto richiesto dalla normativa vigente;

b) l'autorizzazione è rilasciata, per le opere che interessano esclusivamente le aree ricadenti nelle zone 2, entro sessanta giorni dalla ricezione della documentazione richiesta, completa in ogni sua parte; tale termine potrà essere prorogato, per una sola volta, di ulteriori trenta giorni per necessità di istruttoria; decorsi i predetti termini, l'autorizzazione si intende rilasciata.

2. Le richieste di autorizzazioni concernenti gli atti di cui al precedente art. 5, comma 2 debbono essere trasmesse all'Ente parco prima della loro definitiva approvazione e dopo che sia stato compiuto ogni altro atto del relativo procedimento autorizzativo. Le autorizzazioni sono rilasciate entro novanta giorni dalla ricezione della richiesta corredata da copia di tutti gli atti del procedimento; tale termine può essere prorogato per una sola volta per ulteriori sessanta giorni per necessità istrutorie. Decorsi i predetti termini, l'autorizzazione si intende rilasciata.

## Art. 9.

## Sorveglianza

La sorveglianza sul territorio di cui al precedente articolo 1 è affidata al Corpo forestale dello Stato, nelle forme e nei modi previsti dall'art. 21 della legge n. 394/91, all'Arma dei carabinieri ed alle altre Forze di polizia i cui appartenenti rivestano la qualifica di agente o di ufficiale di polizia giudiziaria, ai sensi del codice di procedura penale.



Ministero dell'Ambiente  
SERVIZIO CONSERVAZIONE DELLA NATURA

PARCO NAZIONALE DEL CILENTO  
E VALLO DI DIANO  
Quadro d'Unione  
riferito ai fogli IGM alla scala 1:50.000

	Roccadaspide F°487	Polla F°488	
Agropoli F°502	Vallo della Lucania F°503	Sala Consilina F°504	Moliterno F°505
	Capo Palinuro F°519	Sapri F°520	Lauria F°521

LEGENDA CARTOGRAFIA ALLEGATA

Zona 1

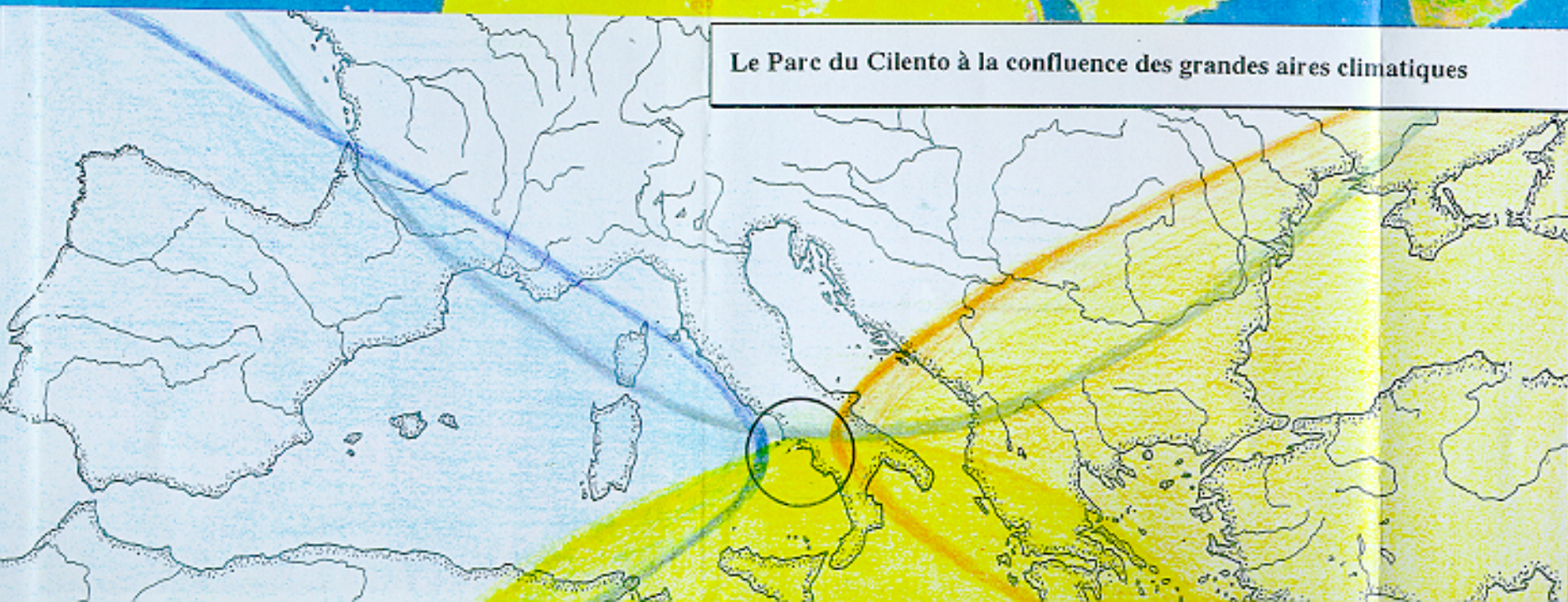
Zona 2



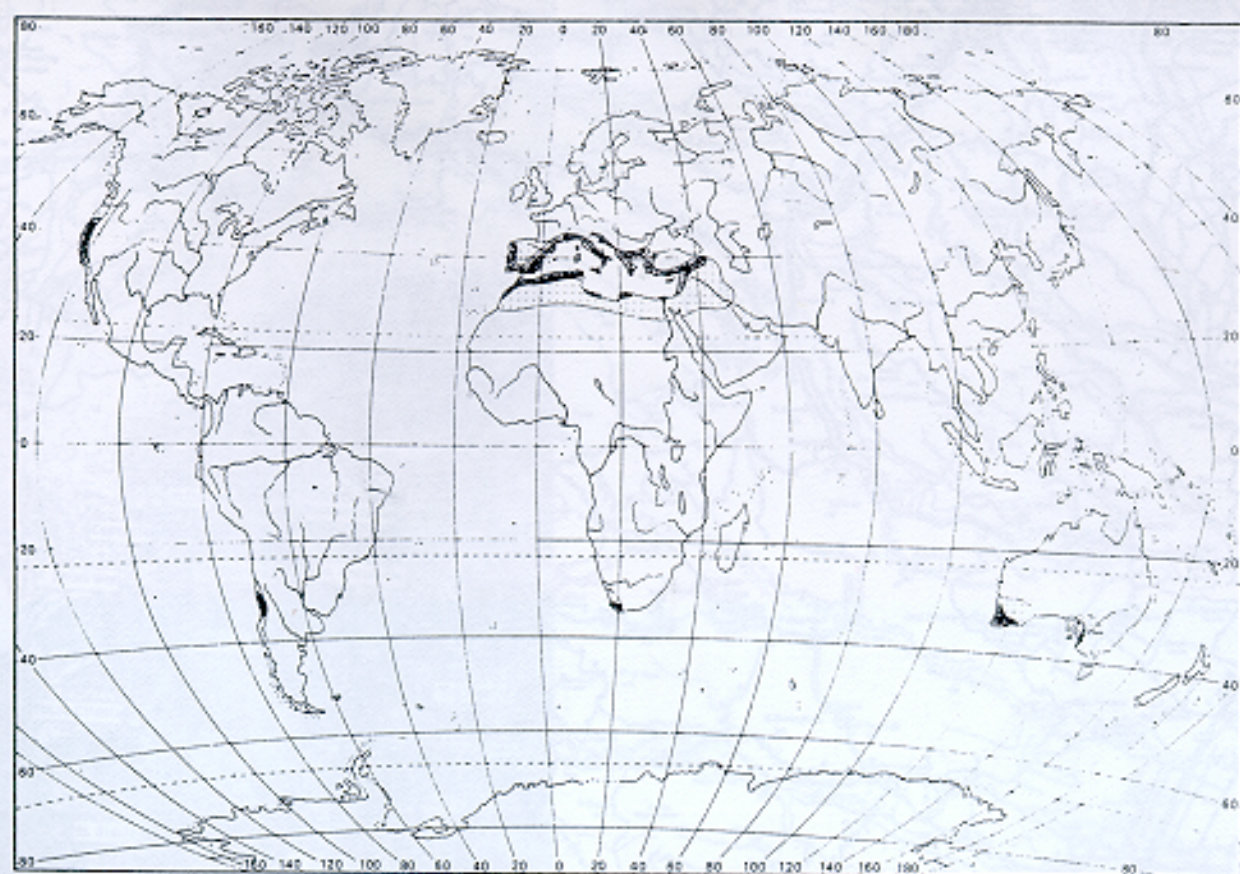
Tab.I  
Localisation géographique du Parc du Cilento



Le Parc du Cilento à la confluence des grandes aires climatiques







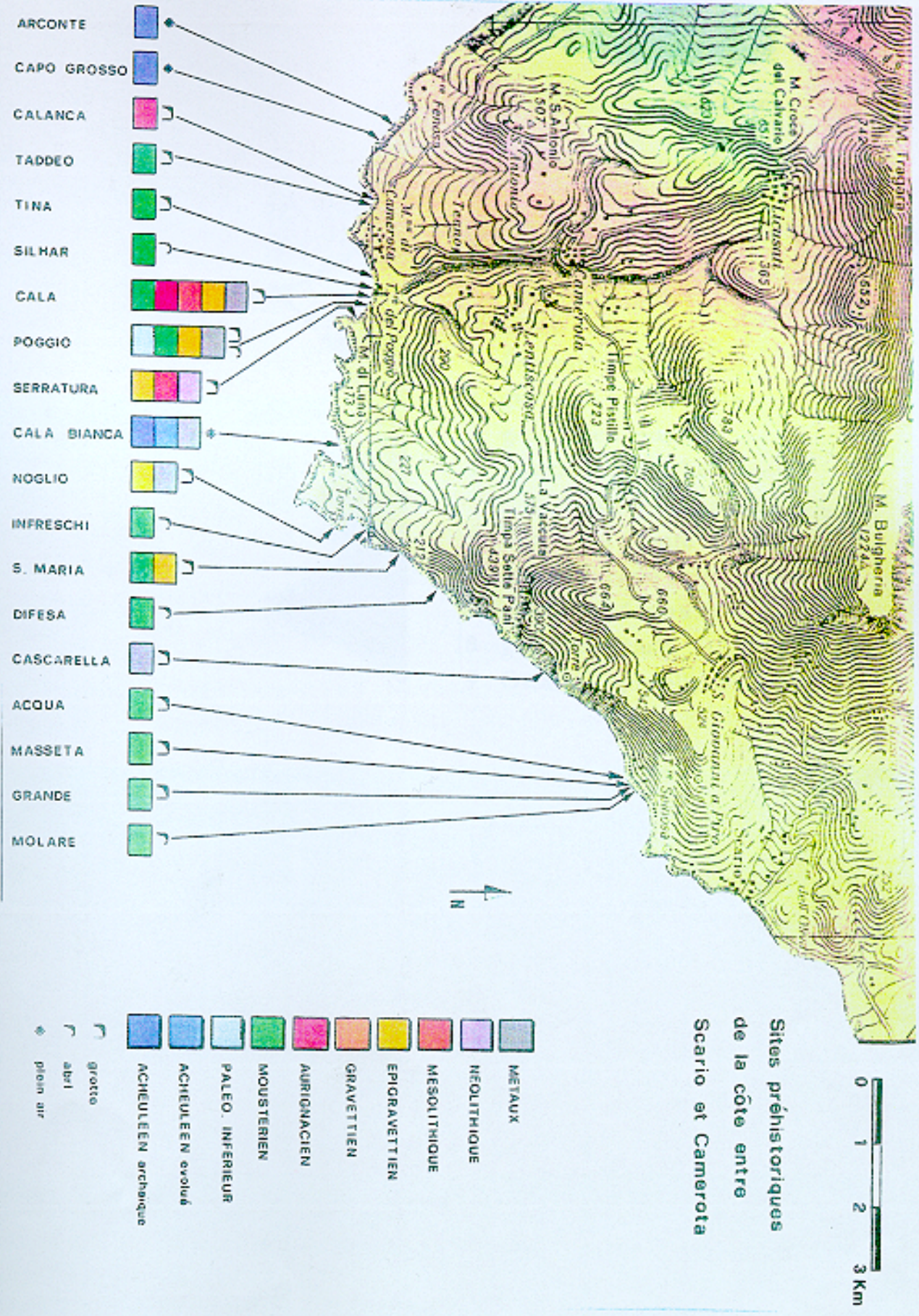
**Tab.III**  
**Aires climatiques du type méditerranéen dans le monde**



**Aires de majeure biodiversité végétale (A)**







Tab. V

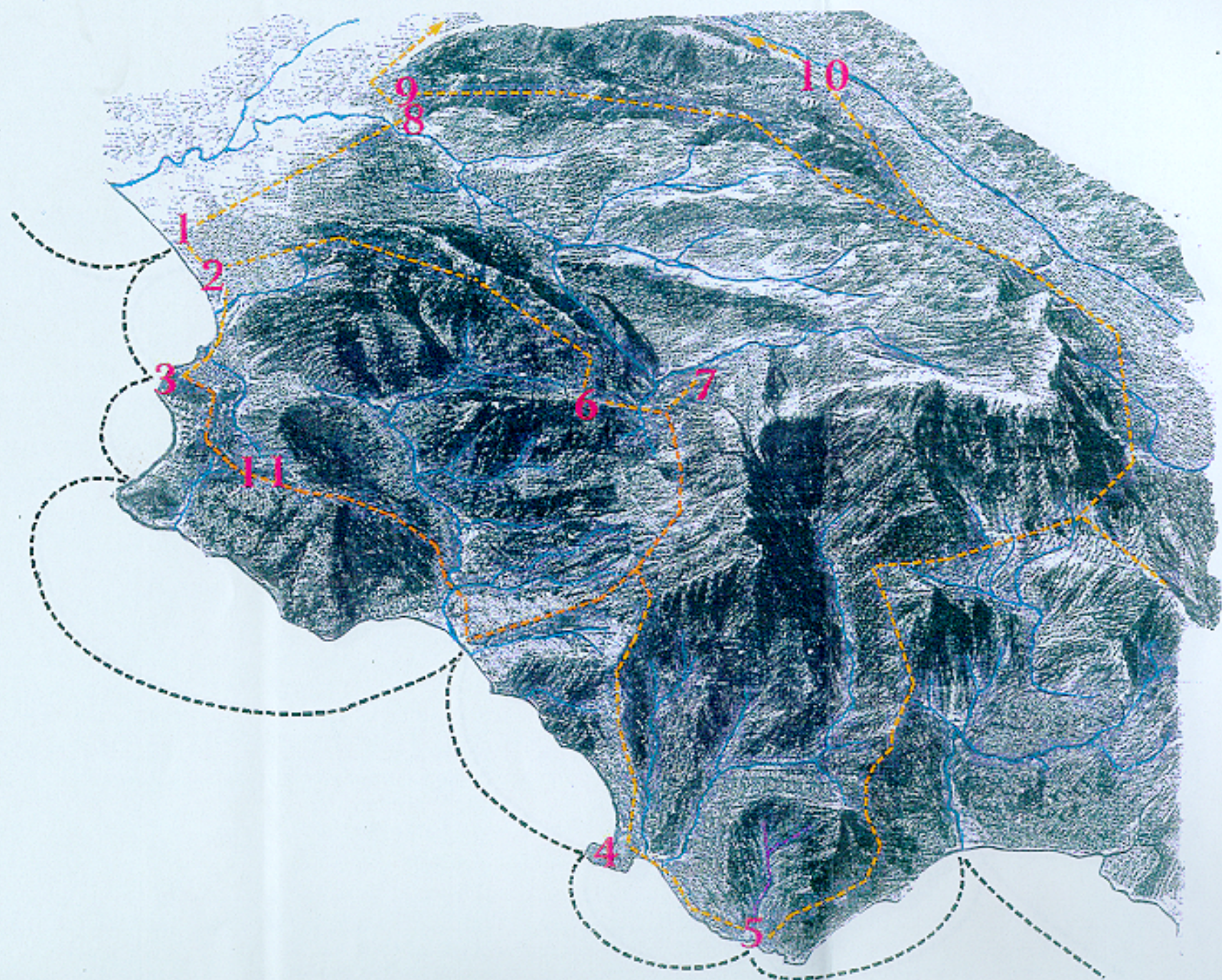
ÉDIFICATION DU  
PAYSAGE CULTUREL:  
LE PALÉOLITHIQUE

- Paléolithique inférieur  
▣ Paléolithique moyen  
⊙ Paléolithique supérieur et Mésolithique

localités:

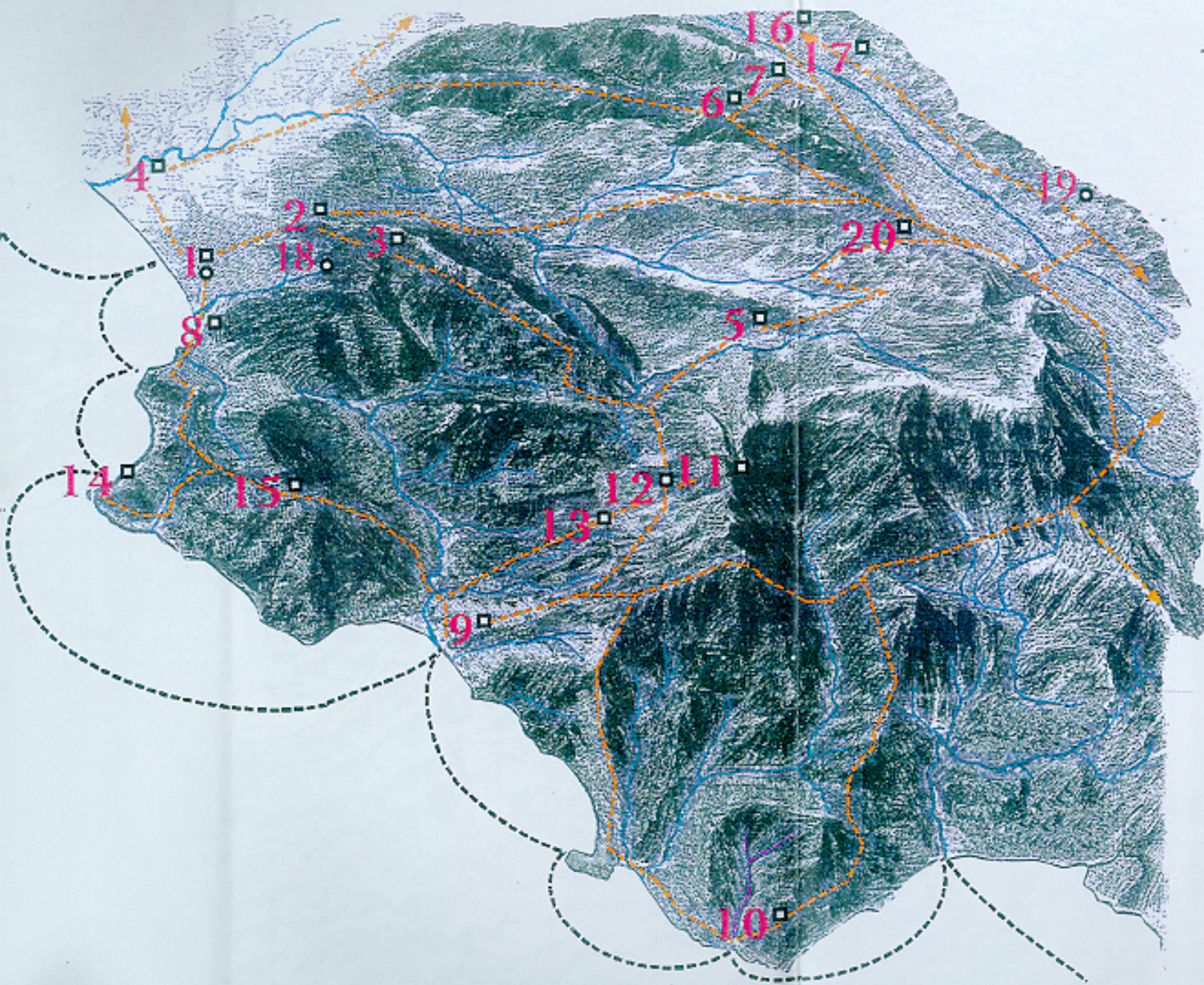
- 1 Paestum (Basilica)
- 2 grotta di Castelcivita
- 3 grotta dell' Ausino
- 4 grotta di S. Michele a  
S. Angelo a Fasanella
- 5 riparo del monte Calpazio
- 6 grotte di capo Palinuro
- 7 grotte di Marina di Camerota
- 8 grotte di Scario
- 9 Ottati (Rupistelle, S. Pellegrino)





localités:

- 1 Gaudo
- 2 Paestum (Basilica)
- 3 punta Tresino (Saùco)
- 4 Palinuro
- 5 Camerota
- 6 Stio
- 7 Campora
- 8 grotta dell' Ausino
- 9 grotta di Castelcivita
- 10 grotta di Polla
- 11 monte Stella  
(punta della Carpinina)



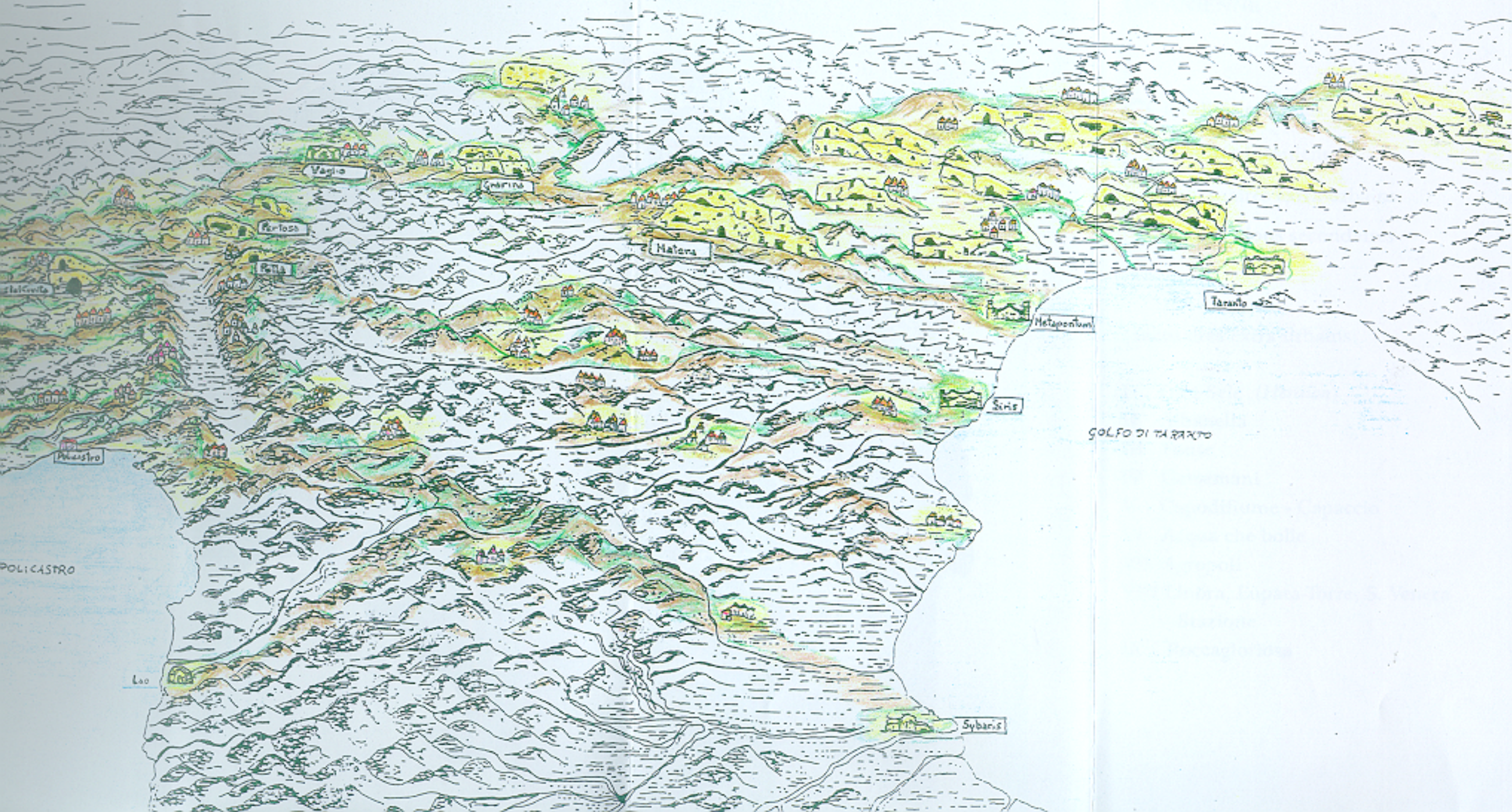
□ Age du Bronze

○ Age du Fer

localités:

- 1 Paestum (Porta Giustizia)
- 2 Madonna del Granato
- 3 Trentinara
- 4 foce Sele
- 5 Laurino (grotta Fraulusi)
- 6 S. Angelo a Fasanella  
(Madonna della Penna)
- 7 costa Palomba - costa d' Elce
- 8 Agropoli
- 9 Velia
- 10 Camerota (grotta del Noglio)
- 11 monte Gelbison (Scannochiuso)
- 12 Cannalonga
- 13 Pattano
- 14 punta Licosa
- 15 monte Stella (crinale)
- 16 Pertosa
- 17 Polla
- 18 Capodifiume
- 19 Sala Consilina
- 20 sella del Corticato

Tab. XI  
Le système des lignes de crête et des grottes de la civilisation apennienne



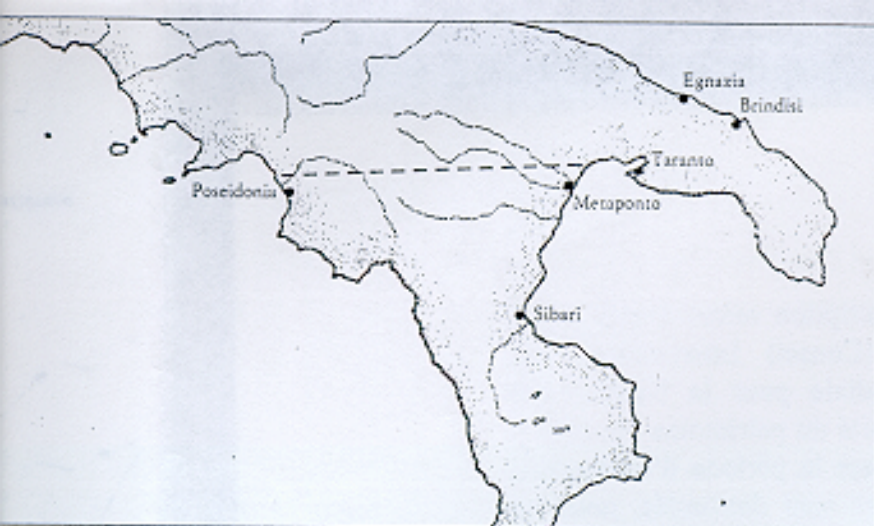
tab. XII  
 ÈDIFICAZIONE DU  
 PAYSAGE CULTUREL:  
 ORGANISATION URBAINE  
 ENTRE MAGNA GRECIA ET HÈGÈMONIE  
 LUCANIENNE



- localités grecques
- localités lucaniennes
- Ⓜ sanctuaires extra-urbains
- localisations secondaires

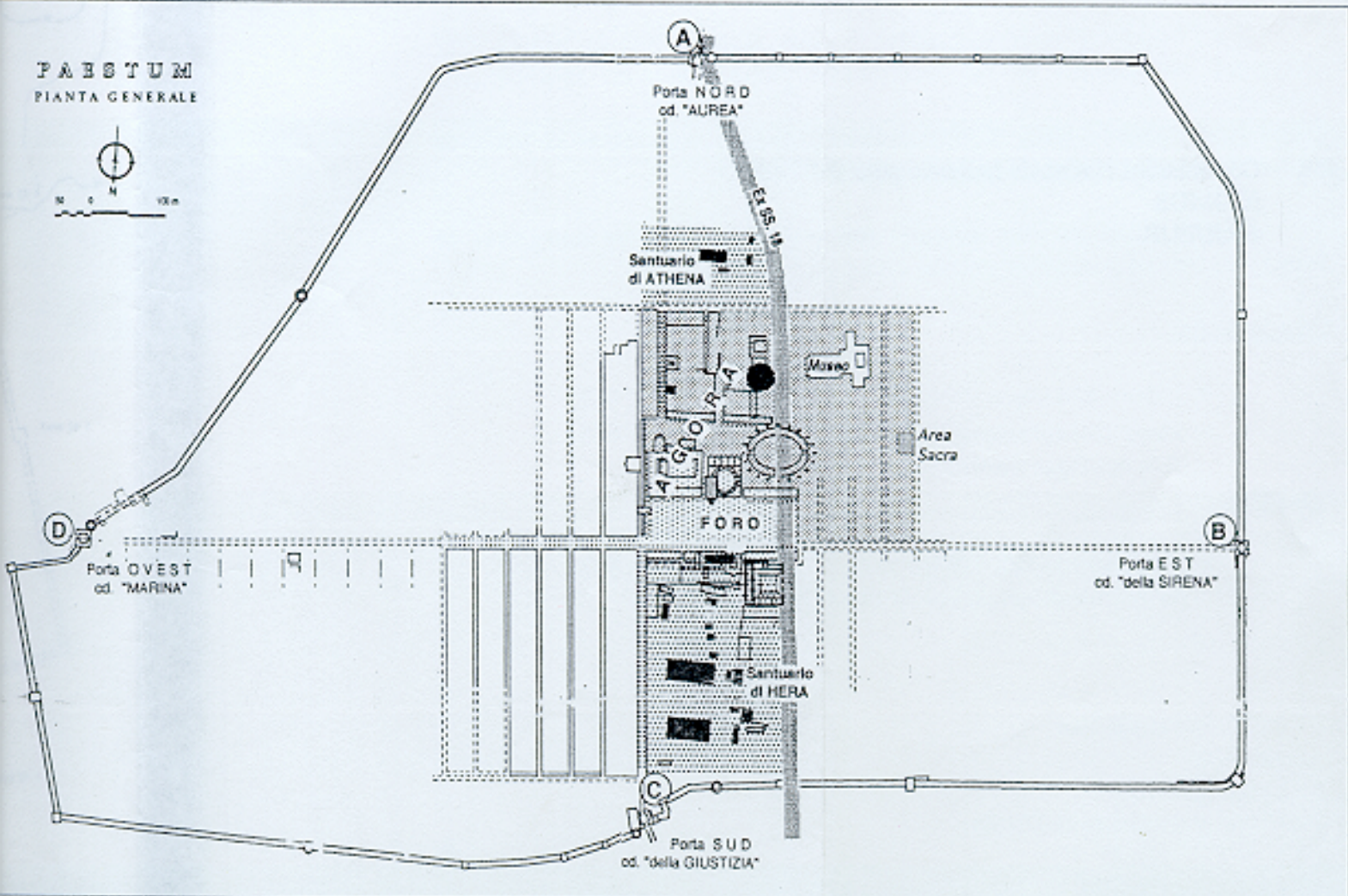
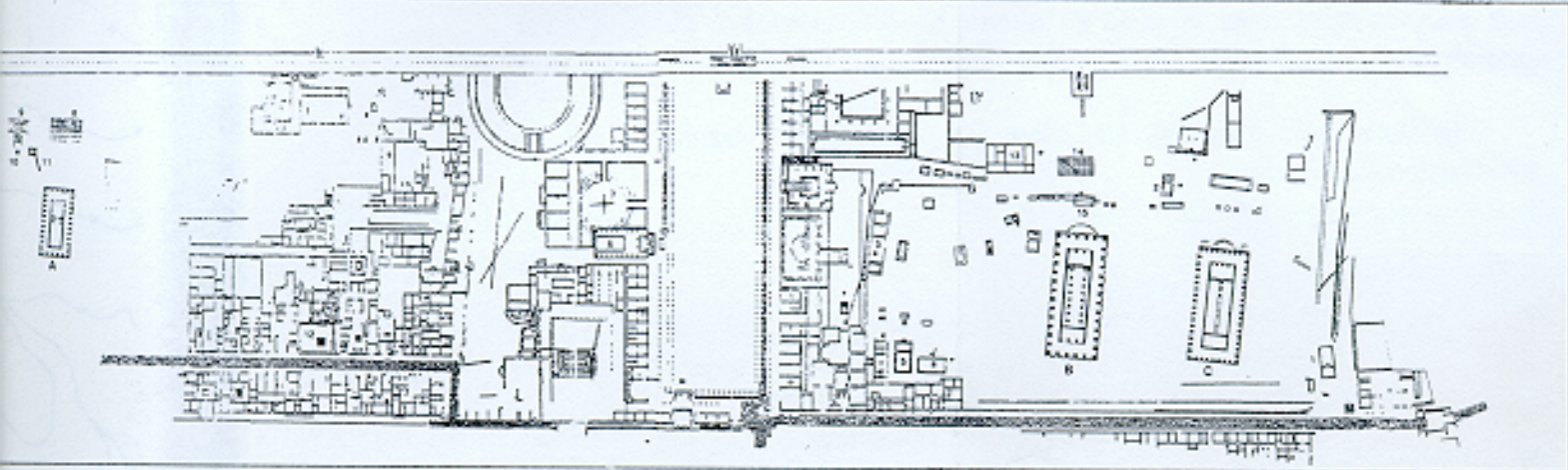
sanctuaires extra-urbains:

- I Foce Sele (*Heraion*)
- II Albanella
- III Fonte
- IV Getsemani
- V Capodifiume - Capaccio
- VI Acqua che bolle
- VII Agropoli
- VIII Linora, Lupata-Torre, S. Venera  
Stazione
- IX Roccagloriosa

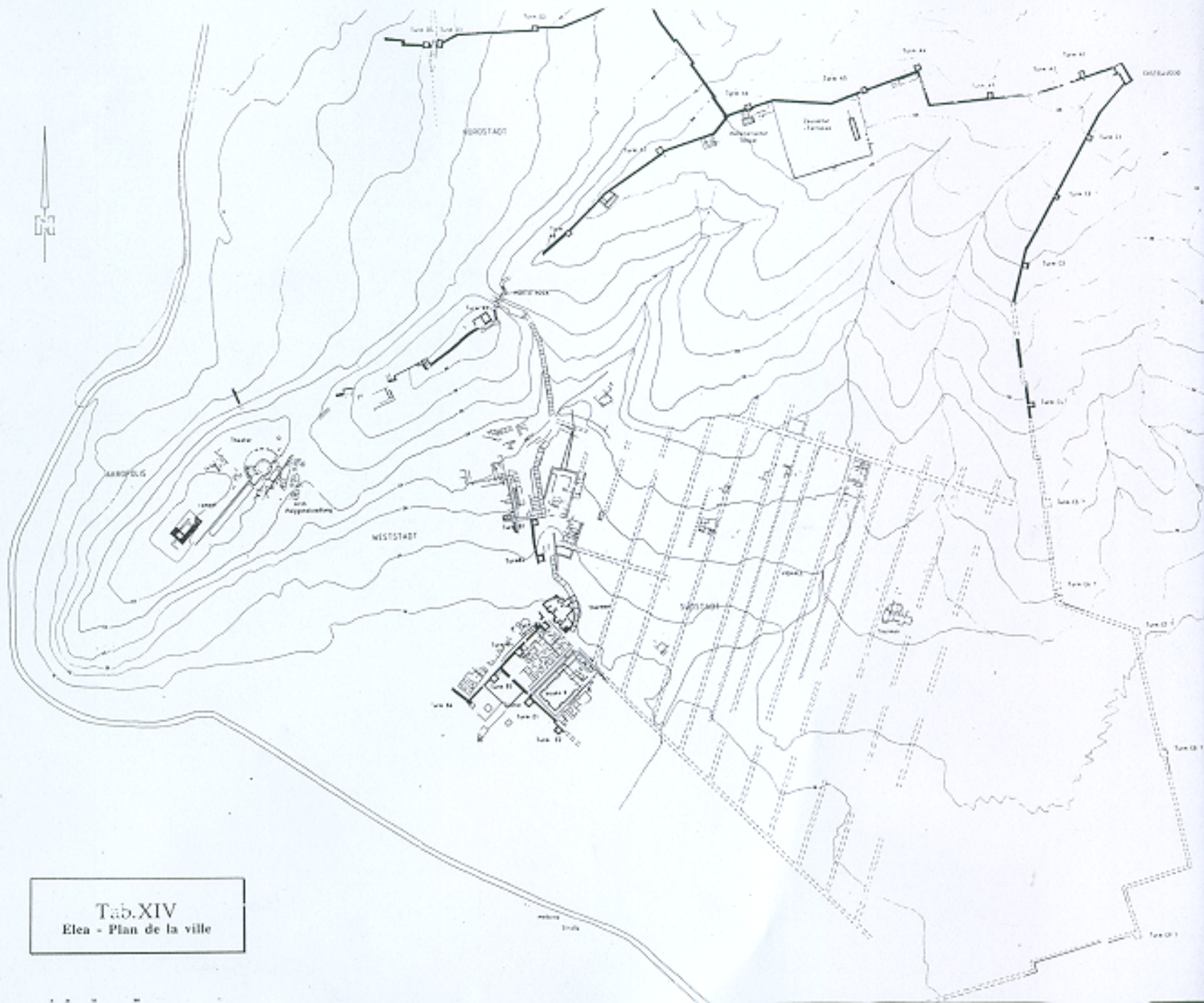


Tab. XIII  
La ligne histymique

onia - Plan du centre de la ville - Plan générale





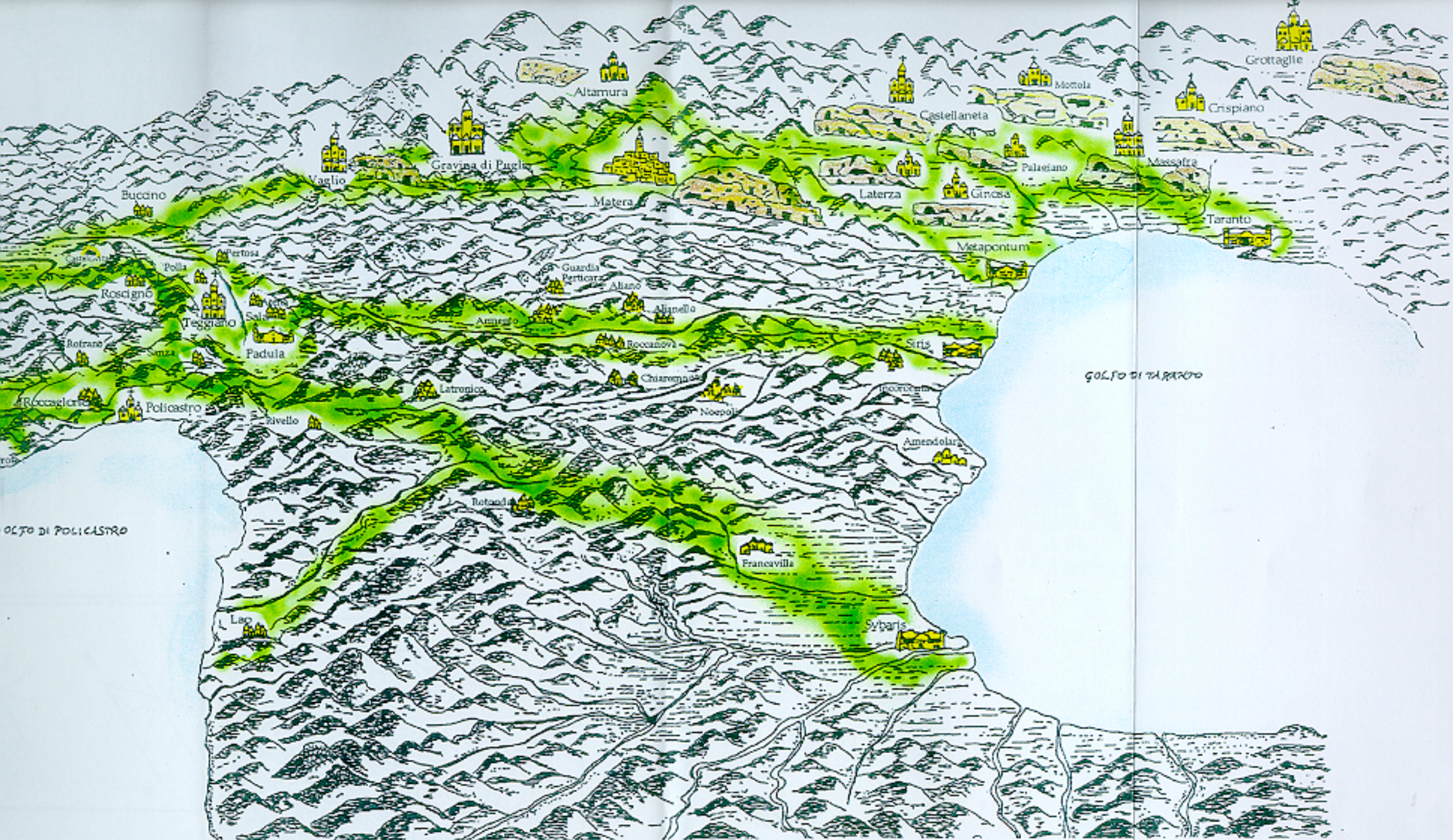


Tab. XIV  
Elee - Plan de la ville

tab. XV  
 ÈDIFICAZIONE DU  
 PAYSAGE CULTUREL:  
 LE MOYEN AGE



- 1 centres principaux
- 2 principaux centres abandonnés
- 3 fortifications principales
- 4 principaux centres monastiques
- 5 églises rupestres et principaux sanctuaires



Tab. XVI  
 Le Parc du Cilento et les émergences Archéologiques  
 et historiques de la Lucanie ancienne

Tab. XVIII  
La création du Paysage Culturel

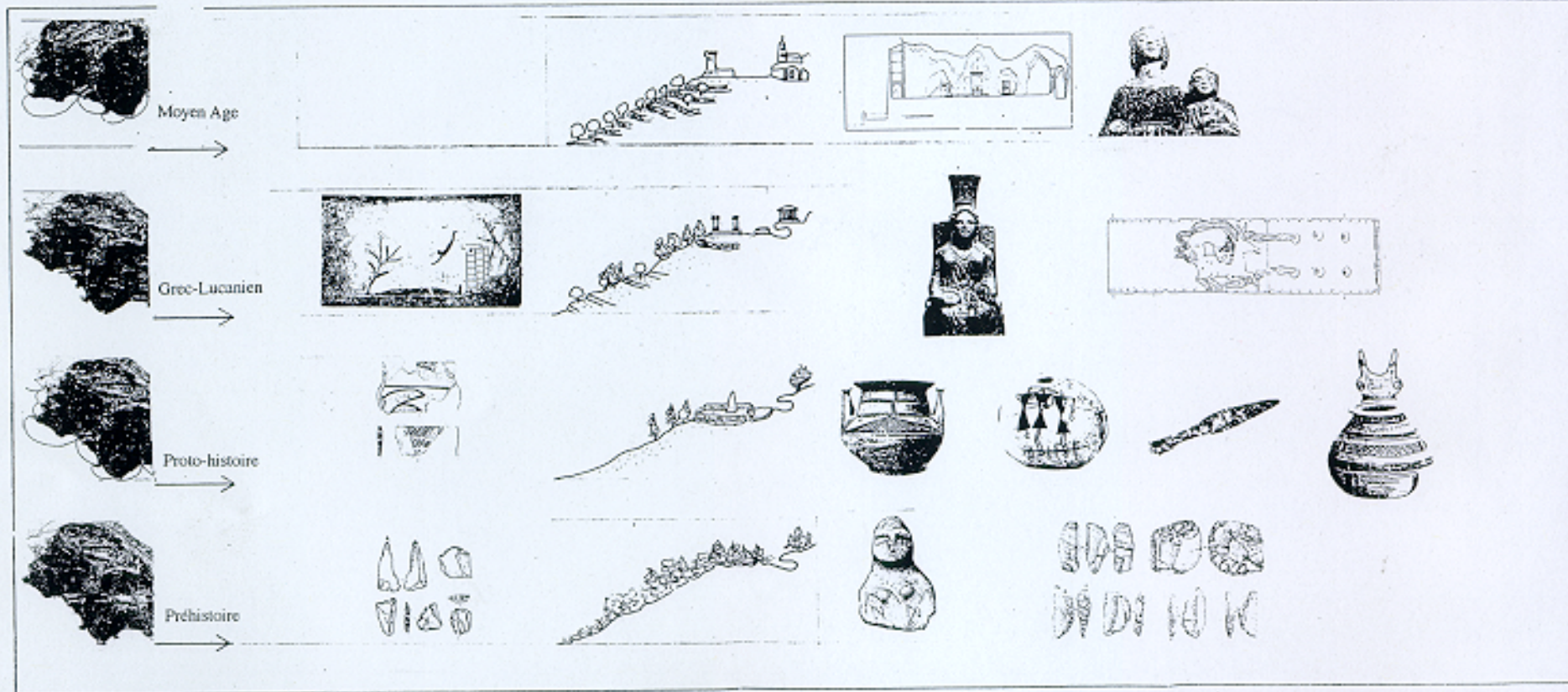




fig. 1 - bande méditerranéenne: colonie de Posidonia à côté de Punta Licosa



fig. 17- Heraion ou sanctuaire méridional de Paestum



fig. 20- la Chartreuse de Padula

## WORLD HERITAGE LIST

### Cilento (Italy) [Mixed site]

No 842

#### Identification

<i>Nomination</i>	The Cilento and Vallo di Diano National Park
<i>Location</i>	Province of Salerno, Campanian Region
<i>State Party</i>	Italy
<i>Date</i>	4 July 1996

#### Justification by State Party

Cilento National Park is the result of the combined work of nature and humankind. It falls into the category of evolved landscape, the result of historical, social, economic, artistic, and spiritual imperatives and assumed its present form in association with and in response to its natural environment. Today it is a living landscape which continues to play an active role in contemporary society whilst retaining the traditional characteristics that created it in the organization of its landscape, its communication routes, the way in which it is cultivated, and the human settlement pattern. Like natural species and geographical environments, human beings have found points of contact, of interaction, and of coalescence in these places. Cilento is the point of intersection between the sea and the mountains, the Atlantic and the Orient, the Nordic and African cultures, it has produced peoples and civilizations, and it retains clear traces of this in its distinctive characteristics. Located in the heart of the Mediterranean, it is the park *par excellence* because the most typical aspect of that sea is the interpenetration and diversity of environments and the coming together of peoples.

[*Note: This is the justification for the entire National Park nomination. From this point on in this evaluation, ICOMOS will concentrate on the cultural aspects of this mixed site nomination.*]

As a cultural property it conforms with the following criteria:

**Criterion iii:** It bears exceptional witness to the cultural tradition and civilization of ancient Mediterranean peoples by means of its system of

routes, human settlement, surviving sanctuaries, and intact archaeological remains;

**Criterion iv:** It is an outstanding example of the urban civilization and architecture that throw light on the first Greek colonization of Italy, *Magna Grecia*;

**Criterion v:** It is an outstanding example of human settlement and the use of space representative of medieval culture overlying systems of communication and land allotment that go back to early antiquity and prehistory.

#### Category of property

In terms of the categories of cultural property set out in the 1972 World Heritage Convention, the cultural elements in this nomination constitute a series of *groups of buildings*. In its evaluation, however, ICOMOS has also treated this property as a *cultural landscape* (see "Qualities" below).

#### History and Description

##### History

Archaeological research show that the earliest human occupation identified in this region dates back to over 250,000 years ago, in the Lower Palaeolithic period, when *Homo erectus* was living in caves along the coast. In the Middle Palaeolithic *Homo neanderthalensis* moved into the region, and artefacts of the Mousterian Culture have been found on various sites. *Homo sapiens sapiens* replaced his Neanderthal cousin during the Upper Palaeolithic period and established seasonal camps during this and the subsequent Mesolithic period.

The good soils and climate favoured the introduction of settled farming during the Neolithic period. Finds of obsidian from the Lipari Islands indicate that maritime trade began at this time, no doubt encouraged by the relatively good harbours along the Lucanian coast and the communication routes afforded by the topography up the river valleys. Neolithic settlements have been discovered in a number of places across the area of the Park. The Gaudio Culture, which established itself over a very wide area of Lucania and Calabria, was instrumental in defining the special role of Cilento in the penetration of the Italian peninsula by more advanced Mediterranean cultures.

During the Bronze and Iron Ages small groups of warriors and traders moved into to the region. They came in search of metals and brought with them advanced technologies. In response, the scattered peoples of the region formed themselves into larger ethnic groups which resulted in the creation of a proto-urban social and economic structure. Transhumance pastoralism, perhaps introduced from further north, established itself successfully in the early 2nd millennium BC, and brought with it some profound changes in human settlement, especially in the interior.

By the end of the 2nd millennium trade with Mycenae had become substantial, and many of the sophisticated



cultural and technological elements of Late Bronze Age Greece were introduced. With the collapse of Mycenae this trade with the Eastern Mediterranean declined greatly, to be replaced by active trade within the peninsula itself, since Cilento was also an important boundary zone with the Etruscan cultures of northern Italy. In the 9th-7th centuries BC this resulted in the arrival of a warrior aristocratic society, the Villanovan Culture, from the region around Bologna which imposed its imprint on the landscape and its use.

Greek colonization began in the late 7th century with coastal trading settlements being established at Agropoli and Poseidonia (Paestum) in the northern part of Cilento. Elea (Velia) was founded in 540 BC and was to become one of the most influential centres of learning in the ancient world. The Eleatic school, based on the affirmation of the identity and eternity of the spirit, was founded by Xenophanes of Colophon, and was later to be led by Parmenides and Zeno. It was especially noted for its development of experimental methods, in astronomy and medicine in particular.

At the end of the 5th century BC the Lucanians of the interior, led by their Shepherd Kings, who had adopted the Greek way of life, defeated the league of Greek coastal cities, apart from Elea, which may well have been spared so as to provide a commercial link with the other Greek colonies around the Mediterranean. A new urban culture grew up, many new towns were founded, and large areas of woodland were felled for agriculture and the planting of olives and vines.

The region was inevitably incorporated into the territories of Rome in the later 3rd century BC. The network of major highways established by the Romans relegated the ancient system of tracks that traversed Cilento, and as a result the towns in the interior lost much of their importance. It was not until the Western Roman Empire crumbled and its roads and bridges fell into disrepair that the earlier network of communication and settlement came into its own again. During the Middle Ages feudal castles and religious foundations were established within the pre-Roman framework, the Greek and Lucanian towns revived, and the resulting landscape has survived to the present day.

#### *Description*

Cilento National Park is essentially a mountainous region cut by several river valleys sloping down to the Tyrrhenian Sea. The mountains in the eastern part are of limestone and dolomite, whilst those in the west are more heterogeneous, with strata of sandstone, clay-limestone, quartz sand, conglomerates, etc.

The Cilento region is defined by natural features: the Tyrrhenian Sea and the Sele and Tanagro rivers, with the broad sweep of the Vallo di Diano in the upper waters of the latter. The Alburni massif lies between the Tanagro and the Calore, a tributary of the Sele. Two other massifs, the Monte Stella and the Monte Sacro or Monte Gelbison, are formed by the Alento river, which enters the sea near Elea (Velia), and the Mingaro river, the mouth of which is to the south of the Palinuro promontory.

In later prehistory communication routes were established along the crests of the mountains ranges,

and these came back into use in the Middle Ages. This is clearly indicated by the locations of the many prehistoric and protohistoric sites that have been discovered and of the medieval towns and castles.

The most noteworthy archaeological site is that of Paestum, the Greek city of Poseidonia. Because it did not lie on the main Roman communication routes, it fell into a slow but irreversible decline, and was finally abandoned in the early medieval period. The remains were rediscovered in the 18th century and systematic excavation began in the early 20th century.

Within the city walls, which extend over 5km, a number of exceptional public buildings have been revealed between the main north-south axis (*cardo maximus*) and the Sacred Way. The most outstanding of these are the three great Temples of Hera, Ceres, and Poseidon.

The oldest is the Temple of Hera, mistakenly identified as a basilica in the 18th century and hence still known by that name. Like the other temples here, it is Doric in style. Its impressive colonnades survive, but the absence of its pediment, which collapsed in the medieval period, led to its incorrect interpretation as a secular building. The so-called Temple of Ceres (probably dedicated to Athena) is dated to around 500 BC. Its proportions and use of space in this, the smallest of the Paestum temples, are superior to that of the Temple of Hera. Its survival was aided by its having been converted into a church in the early Middle Ages. The architect of the Temple of Poseidon (in reality also dedicated to Hera), from the mid 5th century BC, was clearly inspired by the Parthenon in Athens, which it closely resembles in style and appearance. It is the largest, most perfect, and best preserved of the Paestum temples.

The remains of the Roman forum built over the Greek agora have been excavated and are on view. This large open space is surrounded by public buildings, identified as the *bouleuterion* (council chamber), the *curia* (courthouse), and the *macellum* (covered market). Part of the Roman amphitheatre has also been uncovered.

Much less survives on the site of Elea/Velia. The most striking feature is the monumental Porta Rosa, the oldest and most complete example of a Greek arched town gate. Dated to around 350 BC, it passes through the massive stone town walls. Among other noteworthy features are the imposing defensive walls of the acropolis from the 6th century BC, the fine paved street, and the remains of several temples. On the acropolis, later surmounted by a Norman castle, were found the foundations of the earliest houses, built by Phocaeans when the colony was established in the 6th century BC and characteristic in form of their homeland in Asia Minor.

When they abandoned their coastal site, the remaining inhabitants of Velia established a new town inland. Novi Velia is typical of the medieval towns of Cilento, many of them on the sites of pre-Roman Lucanian towns. They are built on strategically defensive sites on hilltops and on the ancient communications routes along the mountain ridges. The houses cluster round a central castle or watch tower, the other prominent

feature being the church, and in some cases a monastic group. Rocca gloriosa is a perfect illustration of this type of village.

Of the monastic properties, the most impressive is the Certosa di San Lorenzo at Padula in the Vallo di Diano. Construction began in 1306, but in its present form it is essentially Baroque, built in the 17th and 18th centuries and reflecting in its plan the gridiron on which its patron, St Lawrence, was martyred. It now houses the Archaeological Museum of Lucanian Antiquities.

## **Management and Protection**

### *Legal status*

The Cilento and Vallo di Diano National Park is protected by two Italian statutes. The natural areas are covered by Law No 394/1991, which applies stringent controls over designated areas. A Presidential Decree of June 1995 established the Park and guaranteed the protection of both the natural environment and the built heritage; it also encouraged the preservation of the cultural landscape within a programme of sustainable development.

The archaeological sites are covered by the basic Italian Law No 1089/1939 covering the protection of the cultural heritage. Heavy penalties are prescribed for breaches of its strict provisions.

### *Management*

Ownership of properties within the nominated area is both private and public.

Administration of the Park is the responsibility of the Ente Parco Nazionale di Cilento e il Vallo di Diano. This is a public body, with a full-time President and professional staff; the work is supervised by a governing council, with representatives of national, regional, and local institutions and authorities, and a management group consisting of senior staff, consultants, and other specialists. The Park comes under the aegis of the Ministry of the Environment. Its authorization is required for all activities within the Park that may have an impact on its quality and status. It works closely and harmoniously with the authorities of those communes that are wholly or partially within the Park, which are very supportive of its work, as is the Provincial Administration of Salerno.

Each of the communes is required under Italian planning law to produce a *Piano Regolatore Generale* (District Plan), but this has not been done. However, the Park authorities have powers which override those of communes in planning matters. It is also worth noting that much of the Park is National Forest, which comes under the strict controls of the Italian Forest Law.

At the present time the presentational material relating to the Park is minimal. However, there is an ambitious programme for an integrated series of guidebooks (for the general public, young people, specialists, etc) that is in active preparation. At the present time there is no presentational material of reasonable quality at either of the two archaeological sites, but here also there are plans for the production of a range of materials.

No evidence was supplied in the nomination dossier of any management plan for the Park. However, a plan is in the final stages of preparation, and information about it was supplied to the ICOMOS expert mission (see below), which requested that further details be supplied to Paris.

## **Conservation and Authenticity**

### *Conservation history*

No information was provided in the nomination dossier on the conservation history of the Park. However, considerable work has been carried out on the archaeological sites and the Certosa di San Lorenzo. A major campaign for the restoration and conservation of the three temples at Paestum is now well advanced, and an insula of urban villas has already undergone a comprehensive restoration programme. At Velia the Roman baths and the monumental Porta Rosa have been completely restored and conserved, and work is in progress on the medieval tower on the acropolis. All these projects have been funded by the European Union.

The Certosa di Padula has been superbly restored over the past decade by the Soprintendenza. A small area remains to be completed, and plans are in progress for the adaptive re-use of some of the rooms of the upper storey round the main cloister.

### *Authenticity*

The authenticity of the cultural elements within the Park is high. In the villages and hamlets within the Park economic and social deprivation until comparatively recently has meant that there have been few interventions that have seriously impacted the level of authenticity.

## **Evaluation**

### *Action by ICOMOS*

An ICOMOS expert mission visited Cilento in February 1998.

### *Qualities*

The property is nominated as a mixed site under both natural and cultural criteria. If it is examined according to the cultural criteria alone, it should be treated as a cultural landscape, which is intimated obliquely in the nomination dossier. It is an excellent example of the relict cultural landscape defined in paragraph 39 (ii) of the *Operational Guidelines for the Implementation of the World Heritage Convention*.

As such, it possesses high qualities of variety and integrity and a considerable historical depth. The landscape preserves remarkable evidence of its structure and use in prehistory and the Middle Ages, when the mountain ridges functioned as communication and trade routes. Equally, the way in which they fell into disuse during the Roman period, when the Valle di Diano was drained and a new highway was built along it, passing from Capua to Sicily, only to revert to marshland with the fall of the Western Roman Empire, is dramatically visible.

The archaeological site of Paestum is of especially high value, both for the creative genius of the builders of its great Doric temples and for the light that it throws on the transition from Magna Grecia to the Roman Empire.

#### *Comparative analysis*

The nomination dossier compares Cilento with Hierapolis-Pamukkale (Turkey) and Meteora (Greece) as a “combined work of man and nature,” quoting Article 1 of the World Heritage Convention, but considers it to be superior because of the exceptional character and diversity of the archaeological remains that it contains.

ICOMOS feels that a better comparison might be with the Costiera Amalfitana, inscribed on the World Heritage List in 1997. This is also an area rising steeply from the coast to mountain ridges and peaks with a long history that is reflected both in its settlements and in its traditional forms of cultivation. However, the Costiera lacks the specific and unique historical interest of Cilento, with its continuity from prehistory through to the Middle Ages, and in particular the important Magna Grecia episode and the age-old routes.

#### *ICOMOS recommendations for future action*

The Certosa di Padula was not included in the nominated area. ICOMOS recommended that it should be added, as representing a final stage in the development of the Cilento landscape. The State Party was also requested to include in the nominated area the town of Teggiano (a Roman foundation), on the eastern flank of the Cilento area, since it constitutes an essential link with the Valle di Diano and beyond.

This nomination was referred back to the State Party by the Bureau at its meeting in June, requesting information on the draft management plan and a revised delineation of the area proposed for inscription, to include the Certosa di Padula and Teggiano. The State Party complied with this request and supplied the necessary revised information, which was found acceptable by ICOMOS.

#### **Brief description**

The Cilento area is a cultural landscape of exceptional quality, which vividly portrays its remarkable historical evolution as a major route for trade and for cultural and political interaction during the prehistoric and medieval periods by means of the dramatic chains of sanctuaries and settlements along its three east-west mountain ridges. It was also the boundary between the Greek colonies of Magna Grecia and the indigenous Etruscan and Lucanian peoples, and so preserves the remains of two very important classical cities.

#### **Recommendation**

That this property be inscribed on the World Heritage List on the basis of *criteria iii and iv*:

*Criterion iii:* During the prehistoric period, and again in the Middle Ages, the Cilento region served as a key route for cultural, political, and commercial communications in an exceptional manner, utilizing the crests of the mountain chains running east-west and thereby creating a cultural landscape of outstanding significance and quality.

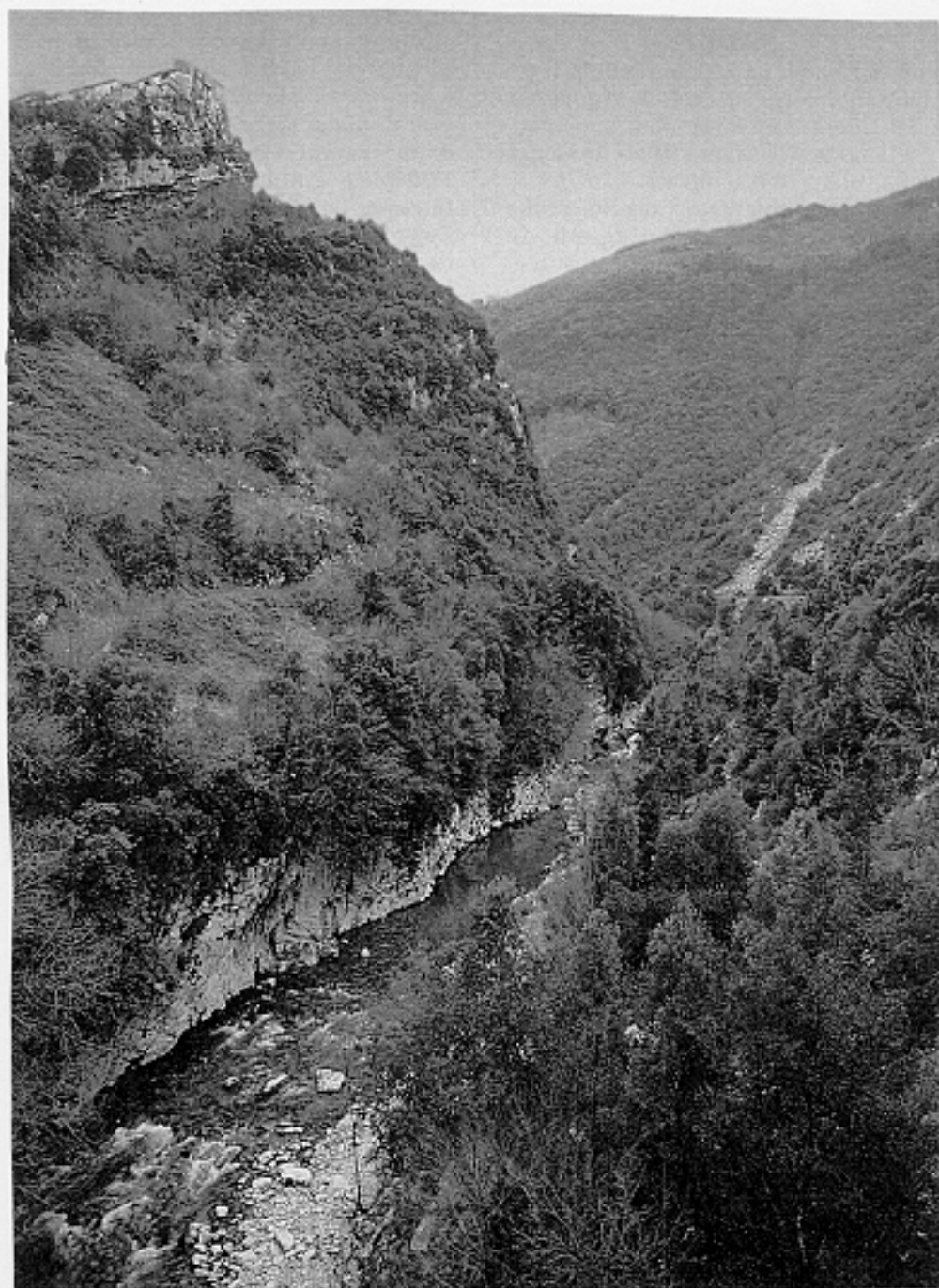
*Criterion iv:* In two key episodes in the development of human societies in the Mediterranean region, the Cilento area provided the only viable means of communication between the Adriatic and the Tyrrhenian seas, in the central Mediterranean region, and this is vividly illustrated by the relict cultural landscape of today.

ICOMOS, October 1998



## NATURAL PARK OF CILENTO

ITALY



---

## WORLD HERITAGE NOMINATION – IUCN TECHNICAL EVALUATION

### NATIONAL PARK OF CILENTO (ITALY)

#### (MIXED CULTURAL-NATURAL NOMINATION)

---

## 1. DOCUMENTATION

- (i) IUCN/WCMC Data Sheet (3 references).
- (ii) Additional Literature Consulted: Government of Italy.1997. **Liste du Patrimoine Mondial: Candidature du Parc National du Cilento avec les sites archeologiques de Paestum et Velia**. Ministero dell’Ambiente. 1998. **Parco Nazionale del Cilento e Vallo di Diano – Relazione Programmatica e di Indirizzo, 1998-2001**. UNESCO-MAB. 1997. **Nuove Riserve di Biosfera in Italia**.
- (iii) Consultations: 12 external reviewers.
- (iv) Field Visit: J. Marsh, April, 1998.

## 2. SUMMARY OF NATURAL VALUES

The site, comprising 181,041 ha. is located in central-southern Italy, in the Campania region, and Salerno Province. Of this total size 20 core zones make up 26,000ha (i.e. 14%) with the remainder being in the buffer zone (50,000ha) and transitional zone (105,000h) categories. Cilento is in the Mediterranean Sclerophyll biogeographical province. The area is characterised by mountains, valleys and coast. It is bounded on the north and east by the Vallo di Diano, and on the west and south by the coast and Tyrrhenian Sea. The relief results from the collision of tectonic plates, mountain building, and fluvial and marine erosion.

In the east and north are the highest mountains, composed of limestone with stratified dolomites. They include Mount Alburni (1742m), Mount Cocuzzo (1411m), Mount Motola (1700m), and Mount Cervati (1898m). This area is separated from the western region by several river valleys, notably that of the River Calore. In the western area, the highest massif is Mount Sacro or Gelbison (1705m), composed of limestone, quartz, sandstone, conglomerate and clay. To the west of Mount Sacro, across the valley of the River Alento, lies Mount Stella (1131m). To the south-east of Mount Sacro, across the valley of the River Mingado, lies Mount Bulgheria (1225m), composed of limestone. The coast, extending from the Gulf of Salerno in the north, to the Gulf of Policastro in the south, is characterised by a succession of cliffs, promontories, valleys and beaches. Karst features, include over 400 caves in the limestone mountains and caves and natural arches along the coast.

The area experiences a Mediterranean climate that varies with altitude. Capaccio receives 1268mm of precipitation annually, with most in December, and least in summer. On the higher peaks there is snow from November to March, and strong winds are common. The area is at a biogeographical intersection of different bioclimatic zones. Many species from northern, eastern and southern biogeographical areas have their extreme limits of distribution testifying past geological events and contacts between Central Europe, the Balkan Peninsula and Northern Africa. A total of 3200-3500 vascular plant species (a high density for Europe)

occur in the area. The present vegetation pattern depends especially on altitude. Along the Mediterranean coast the following species dominate: *Pinus halepensis*, *Ampelodesma mauritanicus*, *Cistus monspeliensis*, *Olea eupopaea*, *Ceratonia ciliaqua*, *Juniperus phoenicia*, and *Euphorbia dendroides*. Internal valleys along the Mediterranean coast are occupied by *Quercus ilex* associated with *Asplenium onopteris*, *Rubia pergerina*, *Asparagus acutifolius* and *Viburnum tinus*. Between 400m and 1000m, there is an area of *Sanninica lucana* occupied by *Quercus cerris*, *Quercus pubescens*, *Acer obtusatum*, *Ostryia carpinifolia*, *Carpinus orientalis*, *Carpinus betulus*, and *Alnus cordata*. Between 700m and 900m, the grazed areas are occupied by *Lavandula angustifolia* and *Asphodelus albus*. *Fagus sylvatica* occurs exclusively on the Sub-Atlantic zone between 1000m and 1800m. The highest area with limestone and karst plateaux features grasslands of *Sesleria tenuifolia*, especially on Mount Cervati. There are at least 110 endemic, and 35 rare floral species.

There are 252 bird species, of which 25 are rare, e.g. the white-backed woodpecker and black woodpecker. 37 mammal species are found, of which 18 are rare. Noteworthy are small populations of wolf, otter and bats. There are 17 species of reptiles of which one is rare. There are 11 amphibian species, of which 4 are rare.

### 3. COMPARISON WITH OTHER AREAS

The site has some similarities with the existing World Heritage site of Cape Girolata, Cape Porto, Scandola Natural Reserve and the Piano Calanches in Corsica (France). This site differs from Cilento in being primarily coastal, composed of granite, with spectacular rock formations, and different tree species than Cilento.

There are many other sites in the Mediterranean Sclerophyll Biogeographical Province. For example, Pollino National Park, 190,000ha., south of Cilento in Basilicata and Calabria, is a calcareous-dolomite massif of 2664m, shaped by glacial and karst processes. The vegetation varies from high-montane to Mediterranean coast, providing a high habitat diversity. In the high -montane belt, characterised by *Seslerion apenninae*, there is an important endemic, *Pinus leucodermis*, at its western limit, a relic of Pleistocene glaciations. In the montane belt, *Asyneumati-Fagetum* and *Abies alba* are common. In the coastal belt, *Quercus cerris* woods are contiguous to *Aquifolio-Fagetum*, while the sclerophyll shrublands of *Quercus ilex* have been partly replaced by coniferous afforestation. Pollino was included on a tentative list of potential World Heritage natural sites in Italy.

Etna Volcano, in Sicily, is one of the most active in the world, and the highest in Europe (3,350m). It has several vegetation belts, and numerous endemic species. It was also included on a tentative list of potential World Heritage sites for Italy, primarily for geological values.

Gargano National Park, 121,118ha., on the Adriatic Coast of Italy, lacks high mountain environments and their associated vegetation zones, so has less biodiversity than Cilento. Abruzzo National Park in central Italy features mountain environments and their associated species but lacks the lower elevation and coastal environments found in Cilento. Other comparable parks in the region are Circeo and Garano and many similarities can be drawn especially on the coastal features.

In conclusion, Cilento, together with Circeo and Gargano National Parks, is one of the three most valuable coastal areas in Italy. Its coastal component is much smaller, more disturbed and less diverse than that found in the World Heritage site at Girolata (Corsica). Cilento's main natural values are related to the range of habitat it protects from the sea up to the surrounding hills rising to 1,898m. Plant diversity in the area is thus high though less than in

other European World Heritage sites such as Mont Perdu. As a landscape, Cilento is typical of much of Italy and regions bordering the Tyrrhenian and Adriatic coasts.

#### **4. INTEGRITY**

Legislation was passed in by the Italian parliament in 1991 and 1992 that established boundaries and provided provisional protection of the area. In 1993, revised boundaries and rules for protection were approved. Legislation in 1995 approved the present boundaries (including 181,000 ha) and rules for protection. Landscape plans for inner Cilento and coastal Cilento were approved by decrees in 1996. There is thus a substantial legal basis for protecting the park environment, especially the core areas and coast. According to the information on the Cilento Biosphere Reserve (1997), the core areas of the park, of which there are about 20, comprise 26,000 ha., buffer zones adjacent to them, 50,000 ha, the remaining 105,000 ha being labelled a transition zone. A management plan is being prepared by a team of consultants. Meanwhile, a work plan for the years 1998-2001 is guiding financial allocations, research, planning and management activities. The Ministry of Environment has provided 28,000,000,000 lira to implement this plan, and additional funds are being obtained from international organisations.

A park director was appointed in 1996. Information provided by the National Park office indicates that in April 1998, " 71 people are employed full time, in addition to 70 other ones who take care of wildlife and the damage caused by the latter [i.e. to crops and forest plantations]. Moreover, there are 183 forest guards." An office is now operating in Vallo di Lucania and regional offices linked by computer are planned. Some park regulations, especially relating to illegal wood cutting and poaching, are currently being enforced by some rangers of the Corpo Forestale. Relations with local residents are reported to be "difficult" and are a major management issue.

Most of the mountain areas have been, or still are, subjected to grazing and management for wood products, but these activities are being reconsidered. There are numerous roads throughout the area, though some are closed to the public. The coast from Camerota to Sapri is well preserved, there being no road access, and development has been constrained. Ecotourism and environmental education activities are occurring here, and elsewhere in the park.

The park includes some 86 communities with a population of 237,000. Some 352 illegally constructed buildings have been found inside the park. The park boundaries are not ecologically viable, there being two indentations, orientated north-west and south-east, that almost cut the park in two. This resulted from objections by several communities to inclusion in the boundary first suggested in 1992.

#### **5. ADDITIONAL COMMENTS**

The area has numerous cultural heritage values. A survey conducted by the Salerno Department of Archeology and the University of Sienna identified 19 caves, including: Cala (whose stratigraphic features have been dated between 250,000 and 10,000 years BP.), Granato and Castelcivita. Various forms of hominids occurred there during the Paleolithic, including *Homo erectus*, Neanderthal, and *Homo sapiens*. Wall paintings from the Neolithic are found in the caves. There are also numerous historic towns, villages and buildings, such as the stone watchtowers along the coast.



The site has been recognised (1997) as a UNESCO Biosphere Reserve. Twenty areas of the park, six of them coastal, have been proposed as ecological sites of European importance.

## **6. APPLICATION OF WORLD HERITAGE NATURAL CRITERIA**





Cilento has some important values that are clearly significant at the national scale and its botanical values are recognised as having European significance. The nomination document itself does not present a convincing case for its "outstanding universal value", however, and all external reviewers had strong hesitations in recommending Cilento as a natural World Heritage site. Many also felt that only a small portion of the site is in a natural state and that its numerous but small disaggregated core areas were not sufficient to ensure biological integrity. With extensive agricultural development, forestry, grazing and the presence of 237,000 residents, Cilento is much more a candidate as a "Cultural Landscape" than as a natural site. Certainly the Conditions of Integrity as spelled out in the Operational Guidelines are not met in terms of its boundaries and current management presence which has only recently been established.

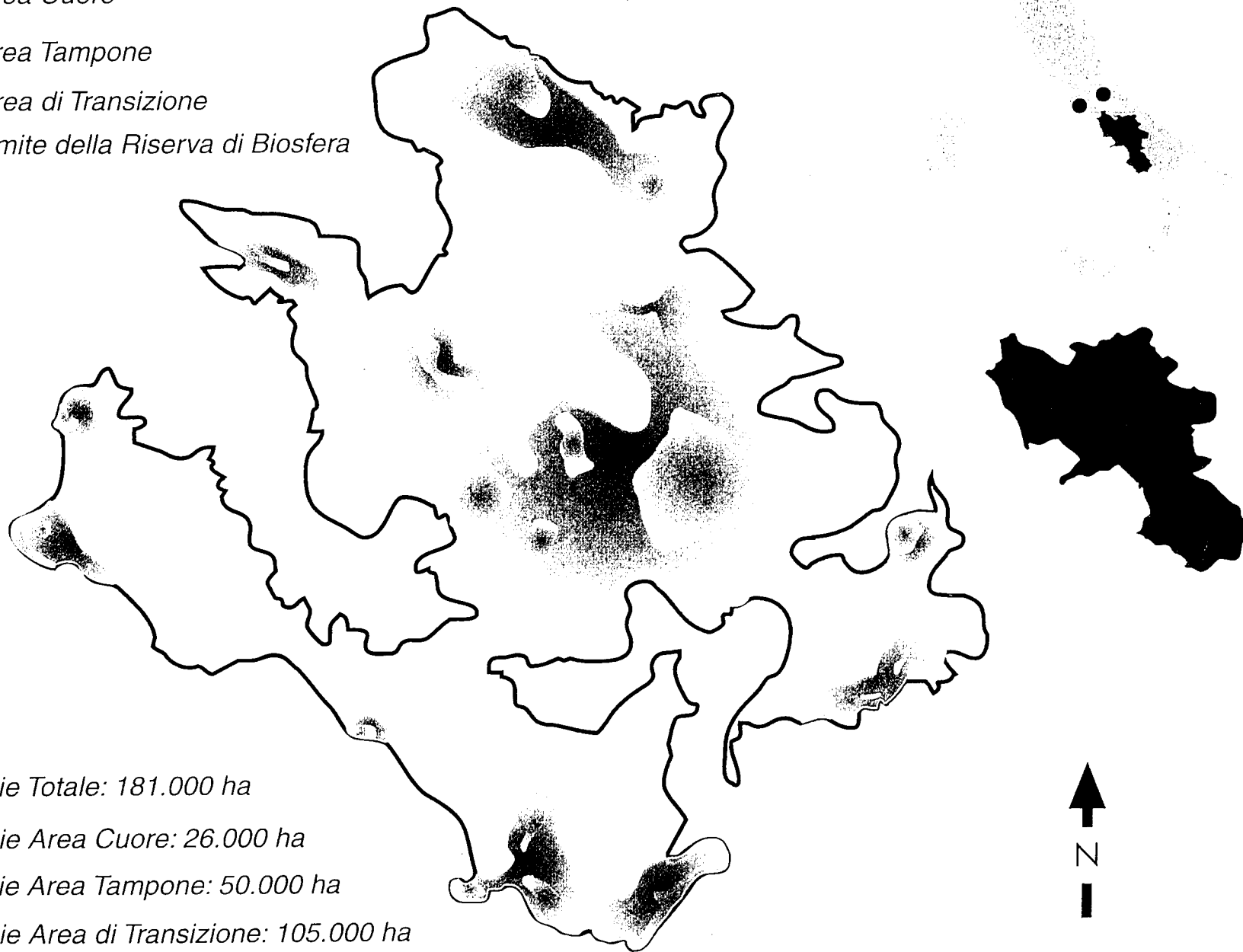
Given the numerous archaeological and historic resources of the site it is clear that the predominant values of Cilento are cultural. Its natural values are nationally important and serve to supplement its cultural milieu.

## **7. RECOMMENDATION**

Cilento has been nominated as a mixed site. Its natural values are not considered to be of outstanding universal value and are much subordinate to its cultural ones, IUCN considers it is more appropriate to consider it under those criteria.

RISERVA DI BIOSFERA "IL CILENTO E VALLO DI DIANO"

-  *Area Cuore*
-  *Area Tampone*
-  *Area di Transizione*
-  *Limite della Riserva di Biosfera*



*Superficie Totale: 181.000 ha*

*Superficie Area Cuore: 26.000 ha*

*Superficie Area Tampone: 50.000 ha*

*Superficie Area di Transizione: 105.000 ha*

## LISTE DU PATRIMOINE MONDIAL

### Cilento (Italie) [site mixte]

N°842

#### Identification

<i>Bien proposé</i>	Parc national du Cilento et du Val de Diano
<i>Lieu</i>	Province de Salerne, région de Campanie
<i>Etat Partie</i>	Italie
<i>Date</i>	4 juillet 1996

#### Justification émanant de l'Etat Partie

Le Parc national du Cilento est le résultat de l'œuvre conjointe de la nature et de l'homme. Il entre dans la catégorie des paysages évolutifs, fruit des exigences historiques, sociales, économiques, artistiques et spirituelles et doit sa forme actuelle en association et réponse à son environnement naturel. De nos jours, ce paysage vivant continue de jouer un rôle actif dans la société contemporaine tout en conservant ses caractéristiques traditionnelles d'origine pour l'organisation du territoire, les voies de communication, le mode de culture et le modèle d'établissement humain. Comme les espèces naturelles et les milieux géographiques, les êtres humains ont trouvé dans ces lieux des points de rencontre, d'interaction et de fusion. Le Cilento représente le point d'intersection entre mer et montagne, Atlantique et Orient, cultures nordique et africaine ; il a donné naissance à divers peuples et civilisations et en conserve les traces évidentes dans ses caractéristiques distinctives. Situé au cœur de la Méditerranée, il en est le Parc par excellence, puisque l'aspect le plus typique de cette mer concerne l'interpénétration des milieux et la diversité, ainsi que le rapprochement des peuples.

*[Note : cette justification concerne l'ensemble du parc national proposé pour inscription. A ce stade de la présente évaluation, l'ICOMOS se concentre sur les aspects culturels de cette proposition d'inscription de site mixte.]*

En tant que bien culturel, le parc du Cilento répond aux critères suivants :

**Critère iii** : il apporte un témoignage exceptionnel sur la tradition culturelle et la civilisation des anciennes populations méditerranéennes de par son système de voies de circulation, d'établissements humains, de sanctuaires encore

debout et de vestiges archéologiques intacts ;

**Critère iv** : il s'agit d'un exemple éminent de la civilisation et de l'architecture urbaines qui illustrent la première colonisation grecque de l'Italie, la *Magna Grecia*.

**Critère v** : il s'agit d'un exemple éminent d'établissement humain et d'utilisation de l'espace représentatif de la culture médiévale conjuguant systèmes de parcours et organisation du territoire remontant à la plus haute antiquité et à la préhistoire.

#### Catégorie de bien

En termes de catégories de biens, telles qu'elles sont définies à l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial de 1972, les éléments culturels de cette proposition d'inscription constituent une série d'*ensembles*. Toutefois, dans son évaluation l'ICOMOS a également traité ce bien en tant que paysage culturel (voir "Caractéristiques", ci-dessous).

#### Histoire et description

##### *Histoire*

Des recherches archéologiques montrent que la première occupation humaine identifiée dans cette région remonte à plus de 250 000 ans, au Paléolithique inférieur lorsque l'*Homo erectus* vivait dans des grottes le long de la côte. Au Paléolithique moyen, l'*Homo Neanderthalensis* s'installe dans la région et plusieurs objets fabriqués datant de la culture moustérienne sont retrouvés dans divers sites. L'*Homo sapiens sapiens* remplace son cousin de Néandertal pendant le Paléolithique supérieur et s'établit de façon saisonnière pendant cette période et la suivante, le Mésolithique.

Pendant le Néolithique, la qualité des terres et du climat favorisent l'introduction d'une agriculture sédentaire. Les vestiges d'obsidienne provenant des îles Lipari indiquent que le commerce maritime débute à cette période, soutenu par les ports relativement dynamiques de la côte lucanienne et les voies de communication offertes par la topographie surplombant les vallées fluviales. On a découvert un certain nombre d'établissements néolithiques sur toute l'aire du parc. La culture de Gaudio, qui s'impose sur une très vaste partie de la Lucanie et de la Calabre, contribue à définir le rôle spécifique du Cilento dans la pénétration de cultures méditerranéennes plus avancées dans la péninsule italienne.

Pendant les âges du Bronze et du Fer, des petits groupes de guerriers et de marchands arrivent dans la région à la recherche de métaux tout en introduisant des technologies avancées. Par la suite, les populations éparpillées dans la région se rassemblent en groupes ethniques plus importants, entraînant l'apparition d'une structure sociale et économique de type proto-urbain. Le pastoralisme de transhumance,

probablement en provenance du nord, s'établit avec succès au début du 2ème millénaire avant J.-C., amenant de profondes mutations des établissements humains, surtout à l'intérieur des terres.

A la fin du 2ème millénaire, le commerce avec Mycènes avait pris de l'essor et de nombreux éléments sophistiqués apparaissent, empruntés à la culture et à la technologie de la Grèce de l'âge du Bronze récent. Avec la chute de Mycènes, les échanges avec l'est de la Méditerranée déclinent sensiblement pour laisser place à un commerce actif dans la péninsule elle-même, puisque le Cilento constituait également une zone frontière importante avec les cultures étrusques du nord de l'Italie. Du IXe au VIIe siècle avant J.-C., une communauté guerrière aristocrate, la culture villanovienne, originaire de la région de Bologne, marque de son empreinte le paysage et l'utilisation de celui-ci.

La colonisation grecque débute à la fin du VIIIe siècle avec l'émergence d'établissements côtiers à Agropoli et Poseidônia (Paestum) dans la partie nord du Cilento. Fondée en 540 avant J.-C., Elea (Velia) devait devenir l'un des centres du savoir les plus influents du monde antique. L'école d'Elea, basée sur l'affirmation de l'identité et l'éternité de l'esprit, est fondée par Xénophane de Colophon, avant d'être dirigée par Parménide et Zénon. Cette école était surtout reconnue pour l'élaboration de méthodes expérimentales, notamment en astronomie et en médecine.

A la fin du Ve siècle avant J.-C., les Lucaniens de l'arrière-pays, menés par les rois bergers qui ont adopté le mode de vie grec, luttent avec brio contre la ligue des cités côtières grecques, à l'exception d'Elea, qui certainement avait été épargnée pour servir de liaison commerciale avec les autres colonies grecques autour de la Méditerranée. Une nouvelle culture urbaine se développe, de nombreuses villes nouvelles voient le jour et de vastes zones de forêt sont abattues pour laisser place à l'agriculture et à la plantation d'oliviers et de vignes.

A la fin du IIIe siècle avant J.-C., la région ne peut éviter l'intégration aux territoires de Rome. Le réseau de voies principales établi par les Romains remplace l'ancien système de routes traversant le Cilento, plongeant ainsi les villes de l'intérieur des terres dans l'oubli. Il faudra attendre la chute de l'Empire romain occidental et la dégradation des routes et des ponts pour que le réseau de communication et le site d'habitation initiaux réalisent finalement leur destinée. Pendant le moyen âge, châteaux féodaux et fondations religieuses sont édifiés dans la structure territoriale pré-romaine, les villes grecques et lucaniennes reprennent de l'essor et le paysage qui en découle a survécu jusqu'à ce jour.

### *Description*

Le Parc national du Cilento, essentiellement montagneux, est ponctué de plusieurs vallées fluviales descendant vers la mer Tyrrhénienne. A l'est, les massifs sont formés de calcaire et de dolomite, tandis

qu'à l'ouest, ils sont plus hétérogènes, avec divers types de roches stratifiées : grès, argile calcaire, quartz, conglomérats, etc.

La région du Cilento se définit par ses caractéristiques naturelles : la mer Tyrrhénienne et les fleuves Sele et Tanagro, l'ample courbe du Val de Diano traversée par les eaux supérieures du Tanagro. Le massif Alburni se situe entre le Tanagro et le Calore, affluent du Sele. Deux autres massifs, le Monte Stella et le Monte Sacro ou Monte Gelbison, sont séparés par le fleuve Alento qui débouche dans la mer à proximité d'Elea (Velia) et le fleuve Mingaro dont l'embouchure se situe au sud du promontoire de Palinuro.

A la fin de la préhistoire, des voies de communication sont établies le long des crêtes des chaînes montagneuses; elles seront de nouveau empruntées au moyen âge, fait qui sera clairement démontré par l'emplacement des nombreux sites préhistoriques et protohistoriques découverts ainsi que des villes et des châteaux médiévaux.

Paestum, la ville grecque de Poseidônia, est sans conteste le site le plus remarquable du point de vue archéologique. N'étant pas située sur les principales voies de communication romaines, elle connaît un déclin lent et irréversible pour être finalement abandonnée au début de l'époque médiévale. Ses vestiges sont redécouverts au XVIIIe siècle et des fouilles systématiques débutent au début du XXe siècle.

A l'intérieur des murs de la ville, qui s'étendent sur plus de cinq kilomètres, plusieurs édifices publics exceptionnels sont mis au jour entre l'axe principal nord-sud (*cardo maximus*) et la Voie sacrée. Les trois temples consacrés à Héra, Cérès et Poséidon constituent les constructions les plus imposantes.

Le plus ancien, le temple d'Héra, considéré à tort comme une basilique au XVIIIe siècle, a conservé ce nom depuis lors. Comme les autres temples du site, il est de style dorique. Ses colonnades impressionnantes ont survécu mais l'absence de son fronton, effondré à l'époque médiévale, est à l'origine de l'interprétation erronée selon laquelle ce monument relèverait du domaine laïque. Le temple dit de Cérès (probablement dédié à Athéna) date de 500 avant J.-C. environ. Ses dimensions et l'utilisation de l'espace, dans le plus petit temple de Paestum, sont supérieures à celles du temple d'Héra. S'il a résisté au temps, c'est grâce à sa conversion en église au début du moyen âge. L'architecte du temple de Poséidon (en réalité également dédié à Héra), au milieu du 5ème siècle avant J.-C., s'est nettement inspiré, dans le style et l'aspect, du Parthénon d'Athènes. C'est le plus grand, le plus accompli et le mieux préservé des temples de Paestum.

Les vestiges du forum romain construit au-dessus de l'agora grecque ont fait l'objet de fouilles et sont exposés au public. Ce large espace ouvert est entouré d'édifices publics appelés *bouleuterion* (salle du conseil), *curia* (palais de justice) et *macellum*

(marché couvert). Les fouilles ont également permis de dévoiler une partie de l'amphithéâtre romain.

Le site d'Elea/Velia fut nettement moins épargné. Sa caractéristique dominante, la Porta Rosa, est l'exemple le plus ancien et le plus complet d'une porte voûtée grecque. Datant de 350 avant J.-C. environ, elle est creusée dans l'enceinte de pierre massive de la ville. On remarquera également les murs défensifs imposants de l'acropole datant du 6<sup>ème</sup> siècle avant J.-C., la rue magnifiquement pavée et les vestiges de plusieurs temples. Sur l'acropole, autrefois surmontée d'un château normand, se trouvent les fondations des premières maisons construites par la colonie phocéenne au moment de son établissement au 6<sup>ème</sup> siècle avant J.-C. et dont la forme est caractéristique de leur territoire d'origine, l'Asie Mineure.

Lorsque les derniers habitants de Velia quittent le site côtier où ils sont installés, ils fondent une nouvelle ville dans les terres. Novi Velia est typique des villes médiévales du Cilento dont beaucoup se situent sur des sites lucaniens pré-romains. Ces villes sont construites sur des sites stratégiques situés sur des hauteurs et sur d'anciennes voies de communication le long des arêtes des montagnes. Les habitations se regroupent autour d'un château ou d'une tour de guet, l'autre point important étant l'église, ou parfois un groupe monastique. A l'extrémité nord du parc, Sicignano degli Alburni représente une illustration parfaite de ce type de village.

Parmi les établissements monastiques, celui de la Certosa di San Lorenzo, située à Padula dans le Val de Diano, est le plus remarquable. Son édification débute en 1306, mais son style actuel est essentiellement baroque de par certains éléments du XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècle, reflétant dans son aspect la forme du gril de fer sur lequel son saint patron, Saint Laurent, fut martyrisé. Elle abrite de nos jours le musée archéologique des antiquités de Lucanie.

## **Gestion et protection**

### *Statut juridique*

Le Parc national du Cilento et du Val de Diano est protégé par deux lois italiennes. Les zones naturelles sont protégées par la loi N°394/1991 qui assure un contrôle sévère sur les zones classées. Un décret présidentiel de juin 1995 établit le parc et garantit la protection de l'environnement comme du patrimoine bâti ; il encourage par ailleurs la conservation du paysage culturel dans un programme de développement durable.

Les sites archéologiques sont protégés par la loi fondamentale italienne N°1089/1939 garantissant la protection du patrimoine culturel. De lourdes peines sont prévues en cas de violation de ces dispositions.

### *Gestion*

La propriété des biens de la zone proposée pour

inscription est à la fois privée et publique.

La gestion du parc incombe à l'administration Ente Parco Nazionale di Cilento e il Val de Diano, organisme public doté d'un président à plein temps et d'une équipe de spécialistes. Les travaux sont supervisés par un conseil d'administration, comprenant des représentants d'institutions et d'autorités nationales, régionales et locales, ainsi que par un groupe de gestion composé de cadres supérieurs, d'experts-conseils et d'autres spécialistes. Le Parc est sous l'égide du ministère de l'Environnement, dont l'aval est nécessaire pour toute activité à l'intérieur du parc risquant de compromettre sa qualité ou son aspect. Le ministère coopère également étroitement et harmonieusement avec les autorités des communes situées entièrement ou partiellement dans l'enceinte du parc ; celles-ci le soutiennent d'ailleurs activement dans sa tâche, de même que le gouvernement provincial de Salerne.

Selon la loi italienne sur l'urbanisme, chaque commune doit élaborer un *Piano Regolatore Generale* (Plan général de développement urbain), ce qui n'a pas été fait. Toutefois, en matière d'urbanisme, les pouvoirs des autorités du Parc l'emportent sur ceux des communes. Il convient également de noter que dans sa majeure partie, le Parc bénéficie du statut de forêt nationale, tombant ainsi sous le contrôle de la loi italienne sur les forêts.

Actuellement, la documentation relative à la présentation du parc en est à ses balbutiements. Toutefois, un programme ambitieux prépare activement toute une série de guides différents destinés au grand public, aux jeunes, aux spécialistes, etc.. De même, aucun des deux sites archéologiques ne dispose pour le moment d'une documentation de qualité, mais là encore, on prévoit d'éditer toute une gamme de documents.

Aucune pièce justificative relative au plan de gestion du parc n'a été versée au dossier de proposition d'inscription. Cependant, le plan prévu en est au stade final de la préparation ; certaines indications ont d'ailleurs été transmises à la mission d'expert de l'ICOMOS (voir plus loin), qui a demandé que de plus amples détails soient envoyés à Paris.

## **Conservation et authenticité**

### *Historique de la conservation*

Aucune information relative à l'historique de la conservation du parc n'a été versée au dossier de proposition d'inscription. Toutefois, des travaux considérables ont été effectués sur les sites archéologiques et à la Certosa di San Lorenzo. Les trois temples de Paestum font l'objet d'une campagne de restauration et de conservation désormais bien avancée et un groupe de villas urbaines a déjà bénéficié d'un programme complet de restauration. A Velia, les thermes romains et la monumentale Porta Rosa ont été entièrement restaurés et préservés et la tour médiévale de l'acropole est actuellement en

travaux. Tous ces projets ont bénéficié d'un financement de l'Union Européenne.

Durant la dernière décennie, la Soprintendenza a permis de restaurer la Certosa di Padula dans toute sa splendeur. Une zone limitée reste encore à traiter, et des projets sont en préparation pour une reconversion pratique des pièces de l'étage supérieur autour du cloître principal.

#### *Authenticité*

Le degré d'authenticité des éléments culturels du parc est élevé. Jusqu'à une période assez récente, les problèmes économiques et sociaux frappant les villages et hameaux situés dans le Parc ont finalement empêché que quelques interventions ne viennent compromettre gravement le degré d'authenticité du lieu.

### **Evaluation**

#### *Action de l'ICOMOS*

Une mission d'expert de l'ICOMOS a visité Cilento en février 1998.

#### *Caractéristiques*

Ce bien fait l'objet d'une proposition d'inscription en tant que site mixte sur la base de critères naturels et culturels. Si seuls les critères culturels sont pris en compte, il doit être considéré comme paysage culturel, ce qui est sous-entendu dans le dossier de proposition d'inscription. Il constitue un excellent exemple de paysage culturel relique tel que défini dans le paragraphe 39 (ii) des *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du Patrimoine mondial*.

En tant que tel, ce site possède des qualités élevées en matière de variété et d'intégrité ainsi qu'une dimension historique considérable. Le paysage a conservé des traces remarquables de sa structure et de son utilisation à la préhistoire et au moyen âge, lorsque les arêtes des montagnes faisaient office de voies de communication et de routes commerciales. D'autres événements laisseront des traces profondes, notamment lorsque ces routes tombent à l'abandon pendant la période romaine, avec l'assèchement du Val de Diano et la construction d'une autre grande route le long de ce dernier pour relier Capoue à la Sicile, avant de revenir aux marécages après la chute de l'Empire romain occidental.

Le site archéologique de Paestum revêt une valeur exceptionnelle d'une part pour le génie créateur des architectes de ses grands temples doriques et d'autre part pour les informations qu'il livre sur la transition de la Magna Grecia à l'Empire romain.

#### *Analyse comparative*

Le dossier de proposition compare le Cilento avec les sites de Hierapolis-Pamukkale (Turquie) et des

Météores (Grèce) comme "œuvre conjointe de l'homme et de la nature", selon les termes de l'article premier de la Convention du Patrimoine mondial. Cependant, le caractère exceptionnel et la diversité de ses vestiges archéologiques le classe au-dessus de ces deux sites.

L'ICOMOS considère qu'il serait plus opportun de le comparer avec le site de la Côte amalfitaine, inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial en 1997. Il s'agit là aussi d'une zone escarpée partant de la côte vers les crêtes et les sommets, chargée d'une longue histoire qui se reflète dans ses établissements humains comme dans ses formes traditionnelles d'agriculture. Toutefois, l'intérêt historique de ce site n'égale pas celui du Cilento, spécifique et unique de par sa continuité de la préhistoire au moyen âge, mais surtout grâce à l'époque fondamentale de la Magna Grecia et aux anciennes voies.

#### *Recommandations de l'ICOMOS pour des actions futures*

La Certosa di Padula n'était pas incluse dans la zone proposée pour inscription. L'ICOMOS avait recommandé de l'y ajouter, en tant qu'étape ultime de l'évolution du paysage de la région du Cilento. Il avait également été demandé à l'Etat Partie d'inclure dans la zone proposée la ville de Teggiano, fondée par les Romains et située sur le flanc est de la zone du Cilento, car elle constitue un lien essentiel avec le Val de Diano et les villes situées au-delà.

Lors de la réunion de juin, le Bureau avait renvoyé cette proposition d'inscription à l'Etat Partie, en demandant des informations sur le projet de plan de gestion et une délimitation révisée de la zone proposée pour inscription, afin d'inclure la Certosa di Padula et Teggiano. L'Etat Partie a accédé à cette demande et fourni les informations révisées nécessaires que l'ICOMOS a jugées acceptables.

### **Brève description**

La zone du Cilento constitue un paysage culturel de qualité exceptionnelle qui reflète de façon frappante son évolution historique remarquable en tant que voie majeure dans les domaines du commerce, mais aussi de l'interaction culturelle et politique durant la préhistoire et le moyen âge, grâce à ses ensembles impressionnants de sanctuaires et d'établissements éparpillés le long de trois chaînes de montagnes sur un axe est-ouest. Frontière entre les colonies grecques de la Magna Grecia et les peuples indigènes étrusques et lucaniens, le site conserve les vestiges de deux cités classiques fondamentales.

### **Recommandation**

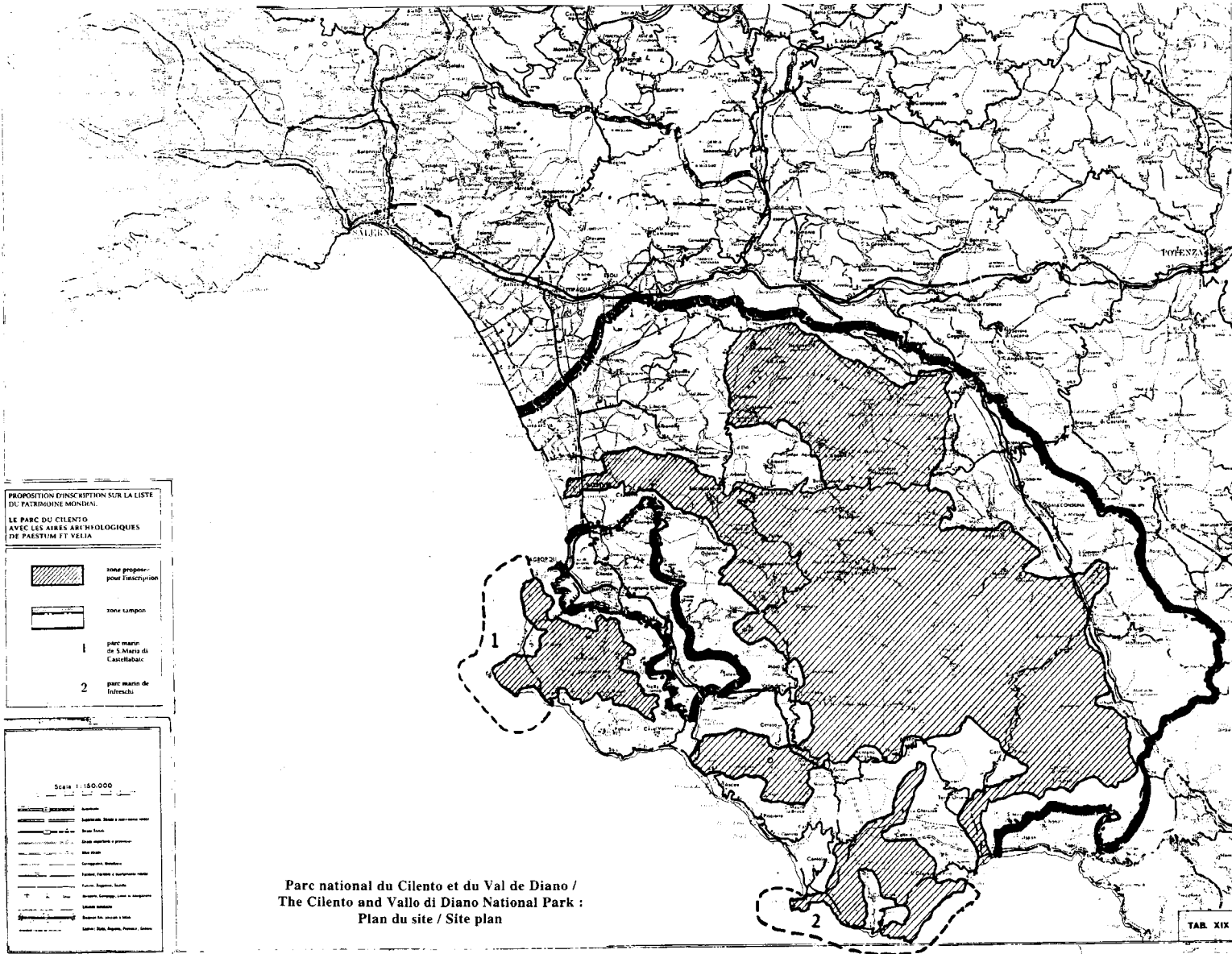
Que ce bien soit inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial sur la base des *critères iii et iv* :

*Critère iii* : durant la période préhistorique, et de nouveau pendant le moyen âge, la région du

Cilento se distingue de manière frappante en tant que voie indispensable aux communications culturelles, politiques et commerciales, exploitant les crêtes des chaînes de montagnes d'est en ouest et créant ainsi un paysage culturel d'importance et de qualité exceptionnelles.

*Critère iv* : durant deux épisodes de l'évolution des sociétés humaines dans la région méditerranéenne, la zone du Cilento a représenté l'unique moyen de communication fiable entre la mer Adriatique et la mer Tyrrhénienne en Méditerranée centrale, ce que le paysage culturel relique d'aujourd'hui illustre avec éclat.

ICOMOS, octobre 1998





---

## DÉSIGNATION POUR LE PATRIMOINE MONDIAL - ÉVALUATION TECHNIQUE UICN

### PARC NATIONAL DU CILENTO (ITALIE) (SITE MIXTE, NATUREL ET CULTUREL )

---

#### 1. DOCUMENTATION

- (i) Fiche technique UICN/WCMC (3 références)
- (ii) Littérature consultée: Gouvernement italien.1997. **Liste du Patrimoine Mondial: Candidature du Parc National du Cilento avec les sites archéologiques de Paestum et Velia.** Ministero dell’Ambiente. 1998. **Parco Nazionale del Cilento e Vallo di Diano – Relazione Programmatica e di Indirizzo, 1998-2001.** UNESCO-MAB. 1997. **Nuove Riserve di Biosfera in Italia.**
- (iii) Consultations: 12 évaluateurs indépendants.
- (iv) Visite du site: avril 1998. J. Marsh.

#### 2. RÉSUMÉ DES CARACTÉRISTIQUES NATURELLES

Le Parc national du Cilento, d’une superficie de 181 041 hectares, est situé au centre-sud de l’Italie, dans la région de Campanie, province de Salerne. Vingt zones centrales couvrent ensemble 26 000 hectares (c’est-à-dire 14%) et le reste de la superficie se partage entre la zone tampon (50 000 hectares) et la zone de transition (105 000 hectares). Cilento se trouve dans la province biogéographique de végétation sclérophylle méditerranéenne. La région est caractérisée par des montagnes, des vallées et une zone littorale. Elle est limitée au nord et à l’est par le Vallo di Diano et, à l’ouest et au sud par le littoral de la mer Tyrrhénienne. Le relief est le résultat de la collision de plaques tectoniques, de la formation de montagnes et de l’érosion fluviale et marine.

À l’est et au nord se trouvent les montagnes les plus hautes, composées de calcaires et de dolomites stratifiées. On y trouve le mont Alburni (1742 m), le mont Cocuzzo (1411 m), le mont Motola (1700 m) et le mont Cervati (1898 m). Cette zone est séparée de la partie occidentale par plusieurs vallées fluviales, notamment celle de la rivière Calore. Dans la partie occidentale, le massif le plus élevé est le mont Sacro ou Gelbison (1705 m), composé de calcaires, de quartz, de grès, de conglomérats et d’argiles. À l’ouest du mont Sacro, au-delà de la vallée de la rivière Alento, se trouve le mont Stella (1131 m). Au sud-est du mont Sacro, au-delà de la vallée du Mingado, se trouve le mont Bulgheria (1225 m), formé de calcaires. Le littoral, qui va du golfe de Salerne, au nord au golfe de Policastro, au sud, se caractérise par une succession de falaises, de promontoires, de vallées et de plages. Parmi les éléments karstiques, on note plus de 400 grottes dans les montagnes calcaires ainsi que des grottes et des arches naturelles le long du littoral.

La région est sous l’influence du climat méditerranéen qui varie avec l’altitude. Capaccio reçoit 1268 mm de précipitations annuelles dont l’essentiel tombe en décembre. La saison la moins

pluvieuse est l'été. Sur les sommets plus élevés, il y a de la neige de novembre à mars et les vents violents sont fréquents. La région se trouve au carrefour biogéographique de plusieurs zones bioclimatiques. Beaucoup d'espèces des régions biogéographiques septentrionale, orientale et méridionale sont aux limites extrêmes de leur distribution et témoignent d'événements géologiques passés et de contacts entre l'Europe centrale, la péninsule des Balkans et l'Afrique du Nord. Dans la région, on trouve 3200 à 3500 espèces de plantes vasculaires (une densité élevée pour l'Europe). La structure de la végétation dépend particulièrement de l'altitude. Le long de la côte méditerranéenne, les espèces suivantes dominent: *Pinus halepensis*, *Ampelodesma mauritanicus*, *Cistus monspeliensis*, *Olea europaea*, *Ceratonia ciliaqua*, *Juniperus phoenicia* et *Euphorbia dendroides*. Les vallées intérieures, le long du littoral méditerranéen, sont occupées par *Quercus ilex* associé à *Asplenium onopteris*, *Rubia pergerina*, *Asparagus acutifolius* et *Viburnum tinus*. Entre 400m et 1000m, il y a une zone de *Sanninica lucana* occupée par *Quercus cerris*, *Quercus pubescens*, *Acer obtusatum*, *Ostryia carpinifolia*, *Carpinus orientalis*, *Carpinus betulus*, et *Alnus cordata*. Entre 700m et 900m, les zones de pâturage sont occupées par *Lavandula angustifolia* et *Asphodelus albus*. *Fagus sylvatica* n'est présent que dans la zone subatlantique, entre 1000 m et 1800 m. La partie plus élevée, aux plateaux calcaires et karstiques, est couverte de prairies de *Sesleria tenuifolia*, en particulier le mont Cervati. Il y a au moins 110 espèces de plantes endémiques et 35 espèces rares.

Il y a 252 espèces d'oiseaux dont 25 sont rares, par exemple le pic à dos blanc et le pic noir. On y trouve 37 espèces de mammifères dont 18 sont rares. À noter, en particulier, de petites populations de loups, de loutres et de chauves-souris. Il y a 17 espèces de reptiles dont une est rare et 11 espèces d'amphibiens dont 4 sont rares.

### 3. COMPARAISON AVEC D'AUTRES AIRES PROTÉGÉES

Le site présente quelques ressemblances avec le Bien du patrimoine mondial du Cap de Girolata, Cap de Porto, Réserve naturelle de Scandola et Calanches de Piana, en Corse (France). Ce site diffère de Cilento par le fait qu'il est essentiellement côtier, composé de granits et contient des formations rocheuses spectaculaires et des espèces d'arbres différentes de celles de Cilento.

Il existe beaucoup d'autres sites dans la province biogéographique de végétation sclérophylle méditerranéenne. Par exemple, le Parc national de Pollino, 190 000 hectares, au sud de Cilento dans la Basilicata et la Calabre, qui est un massif de calcaires et de dolomites de 2665 m d'altitude, façonné par des processus glaciaires et karstiques. La végétation s'étage de la haute montagne à la côte méditerranéenne, offrant une grande diversité d'habitats. Dans la ceinture de hautes montagnes caractérisée par *Seslerion apenninae*, on trouve une espèce endémique importante, *Pinus leucodermis*, à sa limite occidentale, relique des glaciations du Pléistocène. Dans la ceinture montagneuse, *Asyneumati-Fagetum* et *Abies alba* sont communs. Dans la ceinture côtière, des bois de *Quercus cerris* sont contigus avec *Aquifolio-Fagetum*, tandis que des broussailles sclérophylles de *Quercus ilex* ont été partiellement remplacées par les conifères qui ont servi au reboisement. Pollino a été inscrit sur une liste de référence de sites italiens qui pourraient être candidats au patrimoine mondial.

Le volcan de l'Etna, en Sicile, est un des plus actifs du monde et le plus haut d'Europe (3350 m). On y trouve plusieurs ceintures végétales et de nombreuses espèces endémiques. Il figure sur la liste de référence des sites italiens qui pourraient être candidats au patrimoine mondial, essentiellement pour son intérêt géologique.

Le Parc national de Gargano, 121 118 hectares, sur la côte adriatique de l'Italie, ne présente pas de relief de haute montagne avec les zones de végétation associées; sa diversité biologique est donc inférieure à celle de Cilento. Le Parc national Abruzzo, au centre de l'Italie, présente un milieu montagneux avec les espèces associées mais on n'y trouve pas les basses altitudes et les milieux côtiers de Cilento. Parmi les autres parcs comparables de la région, il y a Circeo et Garano qui ont de nombreuses caractéristiques semblables, notamment côtières.

En conclusion, Cilento, avec les Parcs nationaux de Circeo et Gargano, est l'un des trois sites côtiers les plus importants d'Italie. L'élément côtier est beaucoup plus petit, plus perturbé et moins divers que celui du Bien du patrimoine mondial de Girolata en Corse. Les principales valeurs naturelles de Cilento sont associées à la diversité des habitats que l'on y trouve, de la mer à la montagne qui culmine à 1898 m. La diversité végétale de la région est donc élevée mais moindre que celle d'autres Biens du patrimoine mondial d'Europe telle que le mont Perdu. Cilento a un paysage typique de l'Italie et des régions bordant les côtes tyrrhénienne et adriatique.

#### **4. INTÉGRITÉ**

En 1991 et 1992, le Parlement italien a adopté des lois fixant les limites et la protection provisoire de la région. En 1993, des modifications des limites et des règles de protection ont été approuvées. En 1995, une loi a approuvé les limites actuelles (englobant 181 000 hectares) et les règlements de protection. Les plans d'aménagement paysager pour le Cilento de l'intérieur et le Cilento côtier ont été approuvés par décret, en 1996. Il existe donc une base juridique solide pour la protection du parc, en particulier les zones centrales et la côte. Selon l'information concernant la Réserve de biosphère du Cilento (1997), les zones centrales du parc, au nombre de 20 environ, s'étendent sur 26 000 hectares, les zones tampons contiguës sur 50 000 hectares, tandis que les 105 000 hectares restants sont classés zone de transition. Une équipe de consultants prépare un plan de gestion. Entre-temps, c'est un plan de travail pour les années 1998-2001 qui oriente les attributions financières, les activités de recherche, de planification et de gestion. Le ministère de l'Environnement a versé 28 milliards de lires pour l'application du plan et des fonds supplémentaires ont été sollicités auprès d'organisations internationales.

Un directeur a été nommé en 1996. L'information fournie par le Bureau du Parc national indique qu'en avril 1998 «71 personnes sont employées à plein temps en plus de 70 autres qui s'occupent de la protection de la faune et des dommages causés par celle-ci [c'est-à-dire aux cultures et aux plantations forestières]. En outre, il y a 183 gardes forestiers.» Un bureau fonctionne actuellement à Vallo di Lucania et l'on prévoit d'installer des bureaux régionaux reliés par ordinateur. Certains gardes du Corpo Forestale appliquent actuellement les règlements du parc notamment en ce qui concerne la coupe illicite de bois et le braconnage. Les relations avec les résidents locaux seraient «difficiles» et constituent un problème de gestion important.

La majeure partie de la zone de montagne a été – et dans certains cas est encore – l'objet d'activités de pâturage et de gestion pour les produits ligneux mais ces activités sont actuellement à l'examen. Il y a de nombreuses routes, à travers tout le site, même si certaines sont fermées au public. La côte, de Camerota à Sapri est bien préservée car il n'y a pas de route d'accès et le développement a été limité. On y trouve des activités d'écotourisme et d'éducation à l'environnement tout comme dans d'autres sites du parc.

Le parc abrite environ 86 communautés comptant une population totale de 237 000 habitants. On a trouvé à l'intérieur du parc environ 352 bâtiments construits illégalement. Les limites du

parc ne sont pas écologiquement viables car il y a deux échancrures, orientées nord-ouest et sud-est qui coupent pratiquement le parc en deux. Elles résultent des objections formulées par plusieurs communautés qui ont refusé d'être englobées dans les limites suggérées pour la première fois en 1992.

## **5. AUTRES COMMENTAIRES**

La région possède différentes valeurs culturelles. Une étude conduite par le Département d'archéologie de Salerne et l'université de Sienna fait état de 19 grottes, dont: Cala (aux caractéristiques stratigraphiques datées de 250 000 et 10 000 ans avant notre ère), Granato et Castelcivita. Plusieurs formes d'hominidés ont fréquenté cette région au Paléolithique, notamment *Homo erectus*, Néanderthal et *Homo sapiens*. On trouve des peintures du Néolithique dans les grottes. Il y a aussi de nombreuses villes, de nombreux villages et de nombreux bâtiments historiques dans la région, notamment les tours de pierre que dominent la côte.

En 1997, le site est devenu Réserve de biosphère de l'UNESCO. Vingt zones situées à l'intérieur du parc dont six côtières, ont été proposées comme sites écologiques d'importance européenne.

## **6. CHAMP D'APPLICATION DES CRITÈRES NATURELS DU PATRIMOINE MONDIAL**





Cilento présente quelques valeurs importantes à l'échelle nationale et son intérêt botanique est reconnu au niveau européen. Le document de candidature ne parvient toutefois pas à justifier de manière convaincante la «valeur universelle exceptionnelle». Tous les évaluateurs indépendants se sont montrés très réticents à recommander Cilento pour inscription sur la Liste des biens naturels du patrimoine mondial. Ils étaient nombreux à penser que seule une petite portion du site est encore à l'état naturel et que le grand nombre de petites zones centrales dispersées ne saurait garantir l'intégrité biologique. Avec les activités agricoles, forestières, de pâturage et la présence de 237 000 habitants, Cilento est davantage candidat à devenir «paysage culturel» que bien naturel. Les conditions d'intégrité fixées dans les Principes opérationnels ne sont pas satisfaites, que ce soit du point de vue des limites ou de la structure de gestion mise en place récemment.

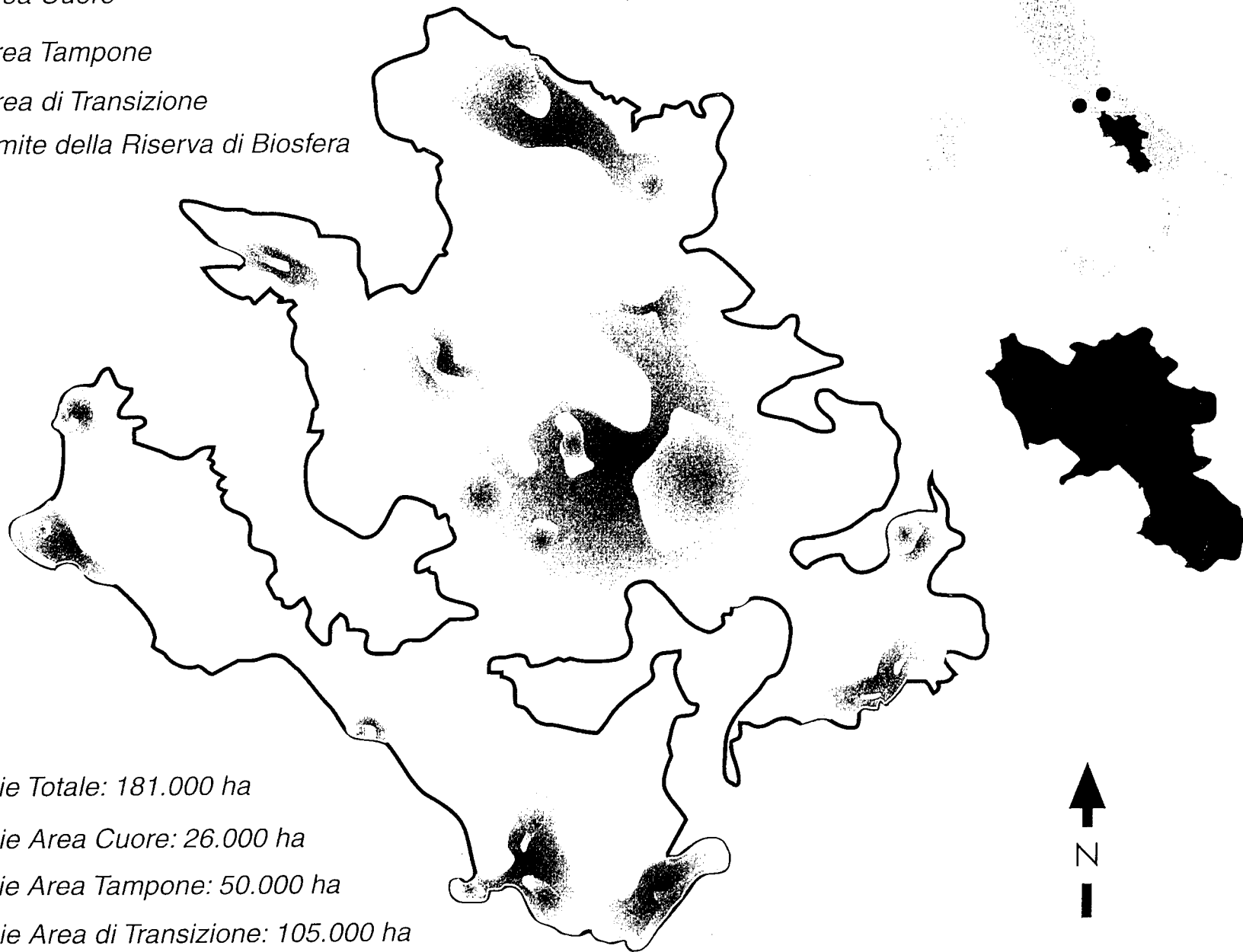
Étant donné les ressources archéologiques et historiques nombreuses du site, il est clair que les valeurs prédominantes de Cilento sont culturelles. Ses valeurs naturelles sont importantes au plan national et viennent compléter l'intérêt culturel du site.

## **7. RECOMMANDATION**

Cilento a été désigné comme site mixte. Ses valeurs naturelles ne sont pas jugées d'importance universelle exceptionnelle et sont bien inférieures aux valeurs culturelles. L'UICN considère qu'il serait plus approprié d'envisager l'inscription du site au titre des critères culturels.

RISERVA DI BIOSFERA "IL CILENTO E VALLO DI DIANO"

-  *Area Cuore*
-  *Area Tampone*
-  *Area di Transizione*
-  *Limite della Riserva di Biosfera*



*Superficie Totale: 181.000 ha*

*Superficie Area Cuore: 26.000 ha*

*Superficie Area Tampone: 50.000 ha*

*Superficie Area di Transizione: 105.000 ha*